

一九三三年八月二十八日總裁

政務司

前田 義典

一〇三八

在マニラ日本領事館

公使莫ハナ七号  
七月六日ナニカヨリシ馬六人、軍士五人、馬五  
匹、兵士三人、火器數般セシ件、同  
件空手を御子メツルト信電文、  
郵便文  
セニヨナ  
在マニラ領事館  
領事官代  
理

一九三三年九月二十一日總裁

0446

去六月廿七日カロリニ島於土人暴動解  
西班牙ノ一官の隊、兵士五百人ヲ率、西班牙政權  
ノ手放せん一地に入り、保羅岩ヲ破ケントマニニ當、西班牙人  
ノ抵抗スルカナリ (Carrying土人)ハ此兵隊ヲ仰攻コタヌヘ  
古宮ノ油銃、鎗等彈薬ヲ甚萬、置キ四ノ兵士ヲ  
一下士ニシテ之ヲ復ラシム而シテ兩金、兵士ニハ銃斧ヲ携エ  
シメ保羅用、林木採伐トシテ澤村、外ケリ土人ハ西班牙  
兵無ノナキニ棄シ急起テ五人ノ兵士無ツ也各ニ鎗等彈  
薬萬ヶ入有、澤村向テ出走シ、兵隊ヲ追跡シテ  
森林中、槍聲繋シ空三手ノシテ此勝カロリ、島  
軍艦マニラ号船泊セシム、兵隊ヲ復得、又  
港ヲ守ニシテ此暴動事件ヲ急報テ、申ナリシニ  
マニラ於テ本邦丸ノ火事ヲ初ナシ、該島、慶事シ  
決マシ

然ナリ同地有政廳、於テ本邦ヲ元ナシ即時歩  
砲兵隊、兵士五百人ト一官軍ヲ追撃セシム、  
ナシト、由ナ  
カロリシ島ニハ卒時二百、兵隊也在ス

REEL No. 1-0385

0448

一七

在マニラ日本領事館

公信文七八九月

前田五郎  
一三九五〇

八月二日

カウシニ島上暴動事件の報告書

申之事は、本年四月、当地新支城ノ波にて

現及セ候事に於て、伊能九郎、佐々木、

中村、

中村

在マニラ領事官事務所

八月二日

八月二日

在マニラ領事官事務所

八月二日

外務省宣傳部長輪殿

Le plan de campagne qu'il avait formé et croyait son honneur militaire compromis par cet échec, se brisa la cervelle; c'était un officier de la plus haute valeur et d'une instruction exceptionnelle. Son commandant d'Artillerie fit immédiatement le commandement de la Colonne qui se rembarqua presque immédiatement et qui, le 19 au soir, arrivait en vue de Oua où se trouvait déjà le croiseur de 3<sup>e</sup> Classe "Don Antonio de Ulloa" bâtiement neuf et d'excellentes conditions nautiques, favorou, en outre, d'un puissant armement.

Le 20 au matin, tandis que l'"Ulloa" bombardait les positions, les troupes opéraient leur débarquement dans les embarcations des bâtiments de guerre et de commerce et dans des Sampans du pays; mais, à une certaine distance de terre, il fallut abandonner ce système de transport, par suite du manque de fond et rentrer résolument dans l'eau. Quelques feux de salve furent dirigés sur les positions ennemis qui ne répondirent d'abord pas, mais, quand les troupes furent à 30 mètres du rivage, elles furent accueillies par une fusillade de mortice; néanmoins, au bout d'une demi-heure d'une lutte acharnée, la valeur des soldats espagnols et indigènes l'emporta sur l'indiscipline des bandes Canagues et les ~~Panquetas~~ étaient entièrement éliminées; mais alors, commença un combat qui ne dura pas moins de trois heures et dans lequel les rebelles défendirent pied à pied chaque maison du village de Oua qu'il fallut couvrir à la baïonnette. Enfin, ils se sauvinent dans l'intérieur et le village fut livré aux flammes.

Il est assez difficile de connaître exactement les pertes subies par l'armée espagnole dans cette affaire; cependant, d'après les

informations les plus dignes de foi, elles peuvent être évaluées d'une cinquantaine d'hommes hors de combat, dont 9 morts; les Canagues, au dire des Espagnols eux-mêmes, n'auraient pas perdu plus de 150 hommes tués ou blessés. La colonne expéditionnaire

comptait; 170 hommes d'Artillerie ~~est~~ européens; 1 Compagnie mixte d'Infanterie de Marine et 5 Compagnies d'Infanterie indigène; d'Artillerie, qui formait l'avant-garde, a été admirable.

Après ces événements, les troupes, au lieu de pousser leur victoire, eurent du repos, d'en profiter et de se maintenir à Oua en s'y fortifiant, se sont repliés sur la Capitale de l'Ile "Bonapé"; que, dit un télégramme officiel adressé par le Gouvernement Général à Madrid, elles mettent en état de défense".

Bien que le Roi de Melaniam ait demandé la paix, il ne semble pas que ce résultat négatif, si chèrement acheté, ait pleinement satisfait le Cabinet de Madrid qui a, paraît-il, ordonné au Gouverneur Général de reprendre vigoureusement l'offensive: une nouvelle colonne est donc en formation; elle comprendra un millier d'hommes, dont une nouvelle Compagnie d'Artillerie européenne et toutes les troupes, représentant ~~aussi~~ <sup>ainsi</sup> un effectif de 1500 à 1800 hommes, environ, seront placées sous les ordres d'un Colonel, qui n'est pas encore désigné officiellement. Enfin, le croiseur de 1<sup>e</sup> Classe "Castilla" va aller renforcer la division navale des Carolines.

Les dépenses occasionnées par l'expédition s'élèvent déjà à 300.000\$, au moins.

Manila, le 21 octobre 1890

### Expédition militaire aux Iles Carolines

Les expéditions envoyées aux Iles Carolines pour venger le massacre du 20 mai de Juin est arrivée à destination le 12 septembre<sup>1895</sup>, est mise en marche le 13; le plan primitif consistait à avancer par l'intérieur de manière à tourner les positions dans lesquelles les rebels s'étaient fortifiés au village de Bua; ce plan, très vivement combattu par les officiers de Marine et par le Commandant Cadars, Gouverneur des Carolines Orientales, avait été, néanmoins, adopté en Conseil de Guerre, sur l'instigation du Commandant de l'expédition, M. le Colonel Isidro Gutierrez Soto, qui en était l'auteur. Au point de vue stratégique, tout le monde s'accorde à reconnaître que le mouvement tournant par l'intérieur offrait d'incontestables avantages; malheureusement, le manque absolu de chemins, et une pluie torrentielle qui, détrempant le sol, le rendait impraticable, n'en permirent pas l'exécution; après trois jours d'une marche des plus pénibles, les troupes, épuisées de fatigue et ayant perdu leurs vives, entièrement mouillées, durent revenir à leur point de départ, et, le 15, suivant le plan soutenu par le Gouvernement et par la Marine, le Colonel s'embarqua sur un vapeur de Commerce et sur le transport de l'Etat "Manila", pour longer la côte jusqu'à Bua et attaquer de front les positions ennemis. Le 16 au soir, cependant, un premier débarquement, suivant d'un engagement sans importance, fut bien au point dit "Anetalanum", résidence du principal chef des insurgés. Les troupes passèrent la nuit sur les positions entourées aux Baniques; cette nuit devait être troublée par un incident tragique; le Colonel Gutierrez Soto, profondément attristé d'avoir dû abandonner

REEL No. 1-0385

0451

西班牙國ヲ独逸國、「カロリー」一ハ  
「ウ」及「マリヤリ」ノニ君島讓渡件

年  
大  
臣  
總  
理  
事  
務  
局  
參  
議  
院  
宣  
傳

Clotki

電  
文  
第

五  
九  
九  
號

45-

Petersburg, 4-6-99 1-p.m.

Rec'd., 7-1-99 4-10 "

Tokio,

Tokio.

在 独 2 使 六 月 三 日 36

It being reported this morning from Madrid, that Spain had made an agreement to cede to Germany Caroline, Palau and Mariana Islands, I had a conversation with German vice minister for F.A. on the subject. He assured me that this announcement would cause no surprise to Japanese Govt. as Germany had consulted Japan several months ago.

Inginura

REEL No. 1-0385

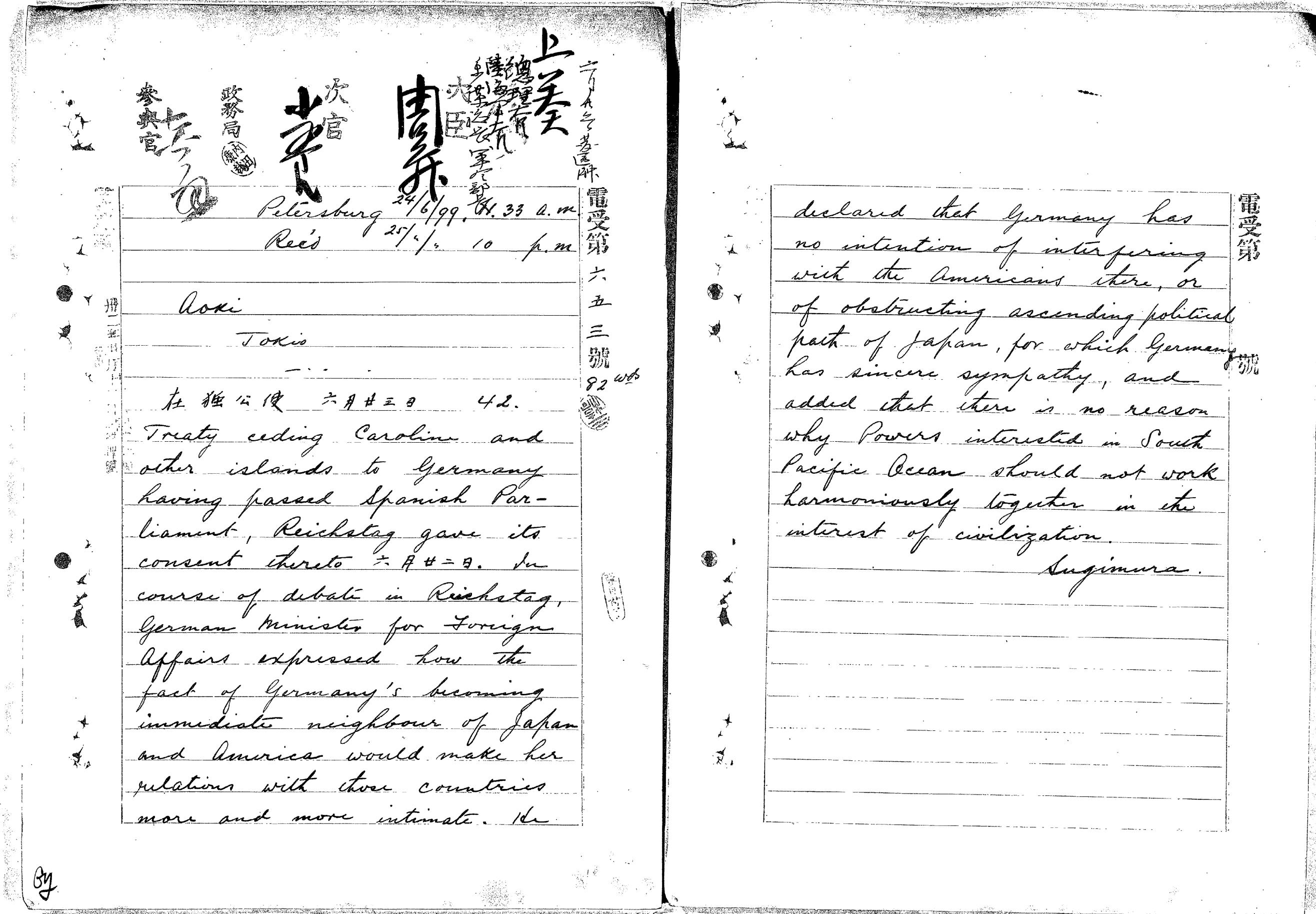
0452

電信譯文

三十三年八月七日  
首脳者木外務官在独井上公權使

第三二號

西班牙國が「カロライン」、「バラウ」及「アリア  
」諸島ヲ獨國割讓スル約定ヲ  
締結シテ、報今朝マドリードニ到  
達セ。依本官、獨國外務次官ト會  
談シルコ同官、獨國ハ數ヶ月前既  
日本國ト協議ヲ遂ケテ之ヲ本件、  
日本國政府、於テ被テ驚かニコトナリ  
バレト近一、



REEL No. 1-0385

0454

重慶海運使三事午年三月奉

馬來西防大臣 章井上佐總公使

力四十三號

カロライナ太火、島嶼、船主、讓與  
スル、條約由西班牙議會、南西シタ  
ル、テ船主議會、六月十二日之、  
替り、ハリ、同議會、於、討論、  
係船主議會、船主、日本又及

是、互換、講評トナリ、ト、より、西  
ノ、系保ヲシテ、簽、記、卷、ナシ、ヘント、言  
ひシ、モ、約定、後、北方、於、本、人、  
子、傳、スル、意、志、前、又、リ、キ、益、上  
昇、シ、ツ、ル、政、治、上、進、路、對、シ、布、其、深  
重、之、ア、情、表、スル、ミ、テ、ル、以、テ、放、之、  
始、ナ、シ、ト、スル、ミ、ニ、此、う、す、与、ナ、宣、言、且  
“南太平洋、利害、系、保、有、之、”

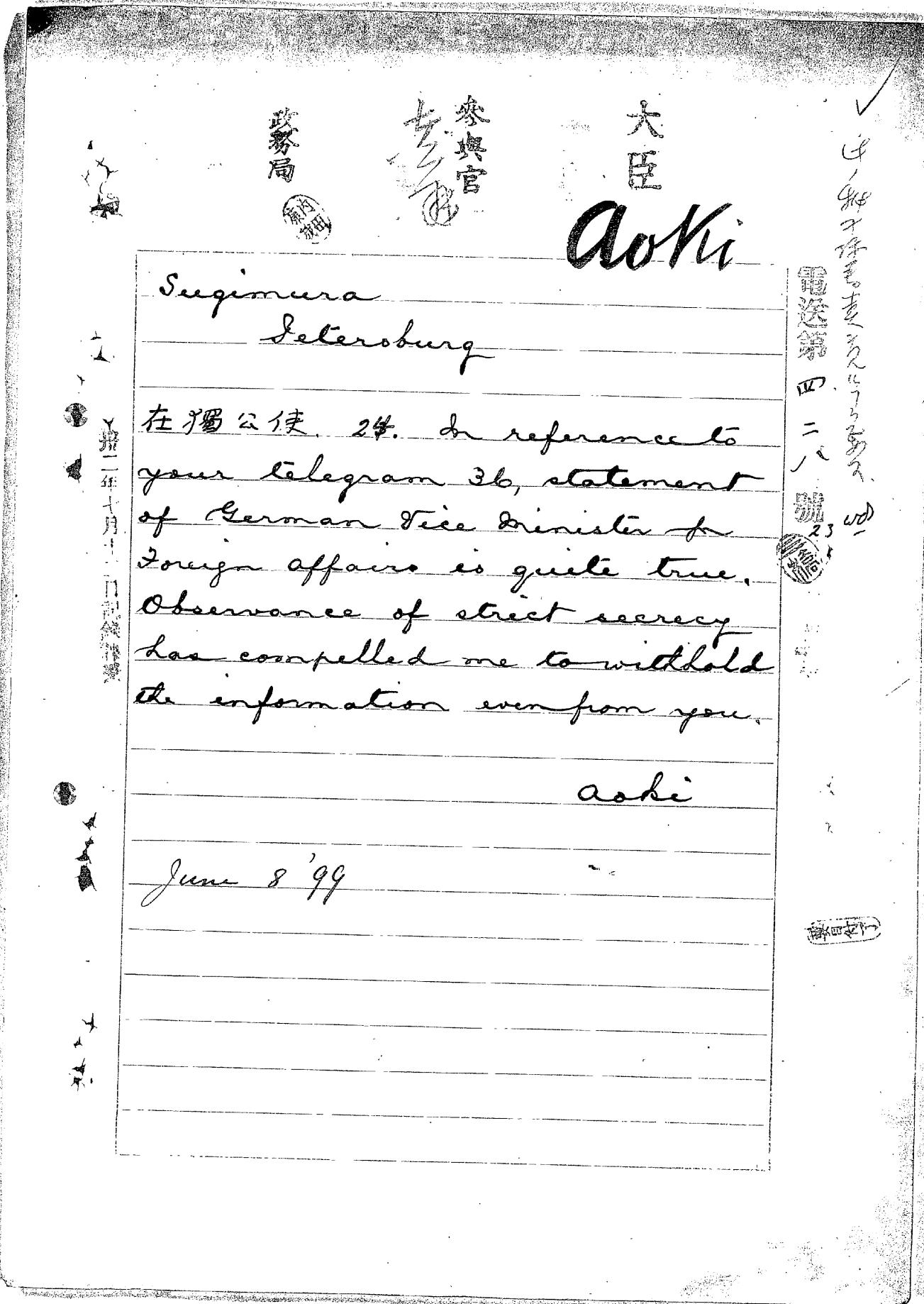
ヨーロッパ文明なる是れ向努力せん、理由之  
果ト述言ヤ

REEL No. 1-0385

0456

REEL No. 1-0385

0457



善管 聚角

大臣

様卷第一

西班牙國ヨリ独逸國、ガリレーハーラウ及  
マリナレニ群島兼治ノ牛

独逸國政府が布洋於西班牙領某島  
占フ裏文ニシテ法國政府ト商議ヲ開キテ之ニ  
凡例ハ西米战争以未時ニ世ニ傳ル所ニ至  
尔米之シテ事實ナト確認不可徵候頭化  
ルトナシ注思シ未ミタ本月二日西班牙國  
相政皇后陛下向モ議會ハ宣説式ニ降レ  
タル教説中カヨリシハニウニ群島共マ  
リヤニ群島中今假ホ西班牙國領土ナテ  
其破下ニ居ニ付眞ムハ御乙國ニ海元信ス方メ  
同上皇室ト既ニ相接一法シ奈向シ帝吉ニ  
タリキタ一段有主ノ事本日三日アリマドリト  
否、電報：依、多カ治モ本ま先ツ本  
件ニ關ニ當國公務者左ト議論ア試シテ次ニ  
四日同方ニ會見波引狀ニ向古ノ本ほニ告シ  
所ニ依ル特送國政府飮本件就キ前月  
廿日本政府、サ入テ之ニ右シテテドリト充  
分足ラセントヨリ有主ニアシ果シ雪  
ニシテ右不治莫ニ其右往後密勿領ヘ首ニシテ  
事半功倍シキ事ニシテ緊要ナト在シ同日  
三十六号、電報石ノ根モ及松告シ  
乃木加賀元ノ本モ當國ニ承認シガ本復尚ヒ

第458

付シ茶ツ所：依六今四律文ニ安ニテ矣  
ニ政府ニ於テヨリ内裏在ニ由ニ西利加  
合ニシ國ヨモテナガラノ年出ルニシカ  
島ニ西班牙ト韓和諒判中向ニアヤン群  
島ヲ吉百キ、弋候ヲ以シ別兼不<sup>ノ</sup>旨ヲ  
西班牙政府ニ西支多リト晏セ猶國<sup>ノ</sup>其當時既  
之大南洋諸島<sup>ノ</sup>件<sup>ノ</sup>西班牙政府  
ト高洋中ナシ代リ未<sup>ノ</sup>政府<sup>ノ</sup>青<sup>ノ</sup>オ<sup>ノ</sup>杭  
洋<sup>ノ</sup>中入<sup>ル</sup>益<sup>ニ</sup>猶未<sup>ノ</sup>政府<sup>ノ</sup>官<sup>ノ</sup>直<sup>ノ</sup>橋<sup>ノ</sup>岸  
岸<sup>ノ</sup>於<sup>テ</sup>南洋<sup>ノ</sup>件<sup>ノ</sup>其結果半<sup>ノ</sup>存<sup>ル</sup>  
ハ日本フカリビン群島ト未<sup>ノ</sup>向<sup>ニ</sup>志<sup>ス</sup>ノ  
電<sup>ノ</sup>信<sup>ニ</sup>泉<sup>ノ</sup>急<sup>ニ</sup>揚<sup>ト</sup>地<sup>ノ</sup>候<sup>ニ</sup>同<sup>ニ</sup>目的<sup>ノ</sup>ノ<sup>ク</sup>ム<sup>一</sup>  
島<sup>ノ</sup>西班牙ヨリ領水<sup>ノ</sup>半<sup>ノ</sup>方<sup>ノ</sup>以<sup>シ</sup>本<sup>ノ</sup>件<sup>ノ</sup>結  
了<sup>シ</sup>シタ<sup>ト</sup>ノ事<sup>ニ</sup>有<sup>レ</sup>シ  
在獨日本公使館用  
才月六日當國<sup>ノ</sup>所<sup>ニ</sup>有<sup>レ</sup>ト<sup>ス</sup>オニビヨリギ<sup>ル</sup>才件<sup>ニ</sup>突  
ニ批送<sup>ス</sup>市<sup>ニ</sup>所<sup>ニ</sup>令<sup>ス</sup>於<sup>テ</sup>内<sup>ニ</sup>之<sup>ニ</sup>演<sup>ス</sup>別<sup>ニ</sup>成  
立前<sup>ニ</sup>也<sup>ス</sup>少<sup>ニ</sup>即<sup>ニ</sup>之<sup>ニ</sup>代<sup>ス</sup>ハ當國<sup>ノ</sup>主<sup>ニ</sup>功<sup>ス</sup>牙  
主<sup>ト</sup>ノ右<sup>ニ</sup>歸<sup>ス</sup>德<sup>ニ</sup>領<sup>ス</sup>土<sup>ニ</sup>壤<sup>ス</sup>活<sup>ス</sup>左<sup>ニ</sup>聖  
有<sup>レ</sup>シ  
一、西班牙國<sup>ノ</sup>ガリ<sup>ン</sup>及<sup>ハ</sup>ラウ<sup>ニ</sup>群島<sup>ノ</sup>於<sup>テ</sup>西班牙  
ナシ群島中<sup>ノ</sup>ジ<sup>ス</sup>ラ<sup>ニ</sup>外<sup>ニ</sup>自<sup>ス</sup>ノ<sup>ク</sup>諸島  
シニ立<sup>ル</sup>百キ<sup>ノ</sup>代<sup>ス</sup>候<sup>ニ</sup>猶<sup>ニ</sup>律<sup>ス</sup>活<sup>ス</sup>  
空<sup>ト</sup>  
二、ガリ<sup>ン</sup>、パラウ<sup>及</sup>ハラウ<sup>ニ</sup>群島<sup>ノ</sup>於<sup>テ</sup>西班牙  
牙國<sup>ノ</sup>商業及<sup>ハ</sup>農業<sup>ニ</sup>對<sup>レ</sup>テ<sup>ス</sup>猶國<sup>ノ</sup>自<sup>ス</sup>  
シノ商業<sup>ニ</sup>對<sup>レ</sup>テ<sup>ス</sup>日本<sup>ノ</sup>貿<sup>ス</sup>活<sup>ス</sup>且<sup>テ</sup>同<sup>ニ</sup>

便益シトナリ又傳諸島：於ケル西班牙宗  
教團体ニ特送ル、宗教團體ト同等の權利  
自由ヲ享有セラベ

三、西班牙國ハ其海軍艦船是ニ高車  
船舶古メ石灰貯藏所シカラリンノ群島  
二日ハラウス群島二個及アリヤン群島二  
一個設備シ戰時ニ於テモ之ヲ保持シ、權利  
ヲ有ス

四、此條約兩端約定セシ各其自國ノ憲法  
上以愛トモ幅甚大シ得古ノ可成速ニ此項  
手續ヲ履リシ其相質シタルトキ直テ之  
ヲ批准シキモトス

駐在政府外務大臣フオンビエロ・ギカ其館

在獨日本公使館用

一、先、未段、前テ本ノ契約西班牙國、  
テ領土割譲、件シ可決至、及テ船ノ本牛ヲ帝  
ニ洋倉、提セシトモ、有レ即テ外務大臣演  
説、當旨ハ本件、同今西班牙ニ洋倉ニ於  
ト洋倉、本件、其洋決アルマテ特送、帝  
ナムナ、オヨヨガニコトシ布達不云フ、官キス  
然て、當此對外貿易、右先河ノ空氣アリ本  
日、若味ノマドリード、雪被此地ニ達セシ以  
前、今回ノ事、対シ賛同、意ヲ表シテ  
當地、於テ本件、第、上表述、勿シ主安  
全、固往、物遺憾、感セシ、  
ヨリ我政府、何乞、主入乞、主未ク本件

方テ事ニ至サセリニト之ナリ當ニ又降次官  
ト候事ノ除ニ於ケモ同古ニ車、車ニ於ケモ下ト  
社送石波トノ間、可シ、候話差事、文主ノ候復  
アリ、是類本ヲ香油本候、故テ熟知モト看  
做シ、對候故テ、拘々矣、本候、於テ宣傳毫  
モ之ヲ知ラセルが如メ甚シ、候話上不便ヲ相應じテ  
就ニ以集可ト重勞一件、候事我心既列  
社送公使ヨリ、事下、何乞、文書、及、手帳、  
印、許不取、本候、心得也、川本達吉、臺柱君  
「事代シテ、適宜、其當領、左モ、謹、は中  
越、お本ノ様、希望致、左ノモ、此地、設、真  
衝、ニ、事、之、安、之、仰、之、候、左、函、カ、ラ、サ、キ、由  
正、ニ、無、レ、右、具、拵、矣、中、皇、帝、若、里、」  
明治三十三年六月八日

吉猶

將命會社役井上勝三助

在獨日本公使館用

五條大玉子壽善木周允殿

REEL No. 1-0385

0462

Norddeutsche Allgem. Zeitung, 6 June/99

Reichstags-Verhandlungen.

86. Sitzung vom 6. Juni 1899. 2 Uhr.

Die Bänke des Hauses sind schwach befebt.

Um Tische des Bundesrats: Graf v. Posadowsky,  
v. Billow, v. Thielmann, v. Götler, Tirpitz und zahlreiche  
andere Bevollmächtigte zum Bundesrat und Kommissarien.

Vor Eintritt in die Tagesordnung ergriff das Wort:

Staatssekretär des Auswärtigen Amtes, v. Billow: Ich  
habe das Wort erheben, meine Herren, um diesem hohen  
Hause mitzuteilen, daß Deutschland mit Spanien einen  
Staatsvertrag über die Abtretung der Carolinen-, der Palau-  
und der noch in spanischem Besitz befindlichen Marianen-Inseln  
abgeschlossen hat. Zur Ausgestaltung der deutschen Besitzungen  
in der Südsee, wie im Hinblick auf die Handelsinteressen,  
welche wir seit lange auf den Carolinen bestehen, haben wir  
es für unsere Pflicht gehalten, dafür Sorge zu tragen, daß  
diese Inselgruppen bei einem Besitzwechsel für Deutschland  
nicht verloren gingen. Das mit der königlich spanischen Re-  
gierung am 12. Februar d. J. getroffene Abkommen lautet in  
deutscher Ueberlieferung wie folgt:

Die kaiserlich deutsche Regierung und die königlich  
spanische Regierung sind über die folgenden Punkte über-  
eingekommen:

1. Spanien wird an Deutschland die Carolinen-Inseln,  
mit den Palau- und den Marianen, Guam ausgenommen,  
gegen eine auf 25 Millionen Pesetas festgesetzte Geldentschädi-  
gung abtreten.

2. Deutschland wird dem spanischen Handel und den  
spanischen landwirtschaftlichen Unternehmungen auf den Karo-  
linen, den Palau und den Marianen die gleiche Behandlung  
und die gleichen Erleichterungen gewähren, welche es dem  
deutschen Handel dort gewähren wird, und wird auf den ge-  
nannten Inseln den spanischen religiösen Ordensgesellschaften  
die gleichen Rechte und die gleichen Freiheiten gewähren, wie  
den deutschen religiösen Ordensgesellschaften.

3. Spanien wird ein Kriegsdepot für die Kriegs- und  
Handelsmarine in dem Karolinenarchipel, ein gleiches in dem  
Palau und ein drittes in dem Marianenarchipel errichten  
und auch in Kriegszeiten behalten können.

4. Dieses Abkommen soll so bald als möglich der durch  
die Gelehrte beider Länder vorgeschriebenen verfassungsmäßigen  
Zustimmung unterbreitet und soll ratifiziert werden, sobald diese  
Zustimmung vorliegt.

Gleichzeitig ist über die wechselseitige Gewährung der  
Konventionaltarife eine Verständigung mit Spanien zu  
Stande gekommen, wie sie den Wünschen und Interessen des  
deutschen wie des spanischen Handels entspricht. Sobald die  
Körtes den Verlauf der genannten Inselgruppen genehmigt  
haben, werden wir, diesem hohen Hause sofort die erforder-  
lichen Vorlagen zur Bekanntmachung unterbreiten, und wird  
dem Hause mit aller Auskunft zugleich die Gelegenheit zu  
voller sachlicher Prüfung geboten werden. Mit Rücksicht hier-  
auf und Angethuts der Thatsache, daß die getroffene Verein-  
barung in diesem Augenblick einem fremden Parlamente  
zur Berathung vorliegt, würde die kaiserliche Regierung auch  
aus Gründen internationaler Rourtoßt es mit Dank er-  
kennen, wenn das hohe Hause von einer weiteren Besprechung  
zur Zeit noch Abstand nehmen wollte. (Lebhafter Beifall.)

Darauf beginnt die erste Berathung des Nachtrags-  
etats.

大臣 周子

明治二年九月十日 聖旨 命官 諸事



様の衣裳第八號

受第/0905號

カヨリーントニ群島漢文ニ至スル案内  
特送官玉洋金通呈件

西班牙ヨリ特送日本、カヨリーンハーラウ及アリ  
ヤシノニ群島裏後、案内締結浦、牛ニ  
就テ本日、日付特送卷付ニテ、ラムラムテ被  
告ヒテ、本日案内締結浦、牛ニテ西班牙  
不滿(ラムラム)通呈し特送政府、聖二十日之ヲ  
奉上候。本日三十日之ヲ、特送浦、日本ノシ  
回詔(カヨリーン)本日三十日之ヲ、特送浦、日本ノシ  
不滿(ラムラム)通呈し、其旨テ被呈。希  
セテ被案内締結浦、本日三十日之ヲ、特送浦、日本ノシ  
一月三十日、古セシ演説中、特送浦、日本ノシ  
三言不、桂冠アヌー之一節、安頃古事考  
及格告白。

在獨日本公使館用

本事、洋事中、外孫太玉、オニヒニヨリ成、モセ  
演説、桂冠考ト、本事点不妙、多言、前、廿  
事ヲ載セ、列挙、少試未下、而シテ送演  
説、当日、本日、高、三帝玉洋金、外文古事  
ノト見、其翌日、近頃紙地、本柱中、此漢族  
院、演長近來、本事考、本事太玉、而今演  
説、高ヒガ、演説中、日本、天保シ、一部、  
希シ、本使、本事、政府、参考、少メ被呈  
本事考、中木元、天保シ、之ヲ、本使府、毫

上奏  
文書  
文書

上奏  
文書  
文書

桔セシカツ若ノタニ・日大五頭・頃シ段足・意ラ  
表シテ西アスニ桂送カ東洋ニ於テ殖民政界  
ヲ擴張セシト不ニナリ・益々我主ヨリ第二十本合  
六ニト右便ニ洋脣ナラルニ意マリ・一季ニ近  
キオビノローヤクガシテ世上ノ名表不レ所  
有ノ日本食之古事記ナ  
太ヤ食ナシ後日・  
於日本之年六月二十二日

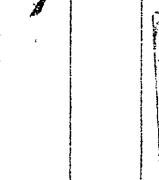
吉代

少翁名桂枝・林上院・助



在獨日本公使館用

少翁名桂枝・林上院・助



# Norddeutsche Zeitung

Mr. 144.

Berlin.

Nachdruck nur den Abonnenten des Oldenbergschen  
Parlamentsberichts gestattet.

Reichstags-Berhandlungen

98. Sitzung vom 21. Juni 1899. 11 Uhr.  
Am Tische des Bundesraths: Graf v. Posadowsky, von  
Rümelin, Thielmann.

Eingegangen ist vom Reichskanzler mit Ermächtigung Sr. Majestät des Kaisers der Antrag, zur Vertagung des Reichstages bis zum 14. November die Zustimmung zu erteilen.

Erster Gegenstand der Tagesordnung ist die Fortsetzung der dritten Beratung des Gesetzentwurfs, betreffend die Handelsbeziehungen zum britischen Reiche, die am Montag in eine Kommission verwiesen war.

Die Kommission beantragt die unveränderte Genehmigung der Vorlage in der Fassung der zweiten Lesung.

Auf eine Befragung des Abg. Broemel erklärte  
Staatssekretär des Innern, Dr. Graf v. Posadowsky:  
Meine Herren, um alle Zweifel zu beseitigen, stelle ich fest,  
dass die Sache folgendermaßen liegt. Formell hatten die ver-  
bündeten Regierungen das dringende Interesse, die Vollmacht,  
die wir erbeten hatten, nicht weiter zu beschränken und in  
Folge dessen die Fassung des Gesetzes so anzunehmen, wie sie  
jetzt vom Herrn Rechtsritter befürwortet ist. Sachlich war  
kein Zweifel darüber, wie diese Vollmacht auszuführen sei,  
und wie sie im Einzelnen auszuführen sein wird, habe ich in  
der ersten Lesung des Gesetzentwurfs bereits klargelegt. Ich  
glaube, dass damit alle Widerstände beseitigt sein werden.  
Der Gesetzentwurf wird darauf mit großer Mehrheit ge-

Es folgt darauf die erste Berathung der Nachträge zum Reichshaushaltsetat und zum Etat der Schutzgebiete sowie des Anleihegesetzes. Darnach werden für den Erwerb der Karolinen sc. - Inseln 17 215 000  $\text{M}$  verlangt, die durch eine Anleihe gedeckt werden sollen, und 465 000  $\text{M}$  fortlaufende Ausgaben für die Einrichtung der Normalmühle auf dem

Verbindungen wird mit diesen Vorlagen die erste Berathung der Vereinbarungen über die Handelsbeziehungen zwischen dem Reiche und Spanien, wodurch Spanien die Meistbegünstigung gewährt wird.

Staatssekretär des Auswärtigen Amts, Frhr. v. Bülow:  
Ich habe die Ehre, meine Herrn, der Beschlussfassung dieses

hohen Hu-  
Spanien u.  
Palau-Inseln  
wird zunächst u.  
ein Blick auf die  
Großen Ozean bish.  
und unzusammenhängende Linie. Durch die Karolinen und  
die Palau-, die Karolinen- und die Marshall-Inseln in der  
Mitte, Kaiser-Wilhelms-Land und der Bismarck-Archipel im  
Süden bilden nunmehr ein zusammenhängendes Ganzes.

# neine Zeitung. lage.

३०८

1899.

unserer auswärtigen Politik; wir schließen uns dem  
Dank, den der erste Redner ausgesprochen hat, unsererseits an.  
Die Erwerbungen sind zwar nicht übermäßig wertvoll, aber  
doch vortheilhaft. Es wäre für uns nachtheilig geworden,  
wenn dieser Besitz in andere Hände gekommen wäre. Die  
Summe, welche für die Erwerbungen gezahlt werden soll, ist  
auch ziemlich willkürlich gegriffen; sie wird entstanden sein  
durch Angebot und Handeln. Ich halte auch eine Kom-  
missionserathung für nicht nothwendig.

Bhg. Graf Kanitz (dt.): Ich habe mich zu wenig mit der Kolonialpolitik beschäftigt, um beurtheilen zu können, ob die Erwerbung des Vortheil hat, den man davon erwartet. Ich schließe mich aber den Vorrednern an in dem Ausdruck der Hoffnung, daß alle Erwartungen in Erfüllung gehen mögen. Daß die Vereinbarung mit Spanien wegen der Meistbegünstigung über die Geltung der Handelsverträge hinaus andauert, ist bedenklich, aber meine Bedenken werden etwas gemildert durch die Erklärung des Unterstaatssekretärs. Ich möchte die Frage aufwerfen, ob nicht das Handelsabkommen mit Spanien einem viel größeren Werth hat als die Millionen, welche wir für die Karolinen zahlen sollen. (Sehr richtig! rechts.) 1893 wollte die deutsche Regierung nicht in ein Meistbegünstigungsverhältnis zu Spanien treten, weil die weitgehenden Koncessionen, welche in den Handelsverträgen gemacht worden sind, namentlich bezüglich der Weinzölle, nicht aufgewogen wurden durch die Konzessionen, welche Spanien uns machen wollte. Die Begründung dieser Vorlage ist eine recht düstelige. Die Einfuhr Spaniens nach Deutschland erscheint sehr hoch; sie ist für 1898 auf 48 Millionen angegeben; darin stecken aber 29 Millionen Mark für Erze, die unsere Industrie braucht. Ich bitte, aus meinen Ausführungen nicht den Schluß ziehen zu wollen, daß ich die Vorlage verwerten will. Wir müssen sie annehmen, aber wir müssen auf die Frage zurückkommen, sobald wir einen autonomen Holltaris haben. (Zustimmung rechts)

Unterstaatssekretär v. Richthofen: Es handelt sich nicht um die Frage, ob wir einen Vortheil haben, sondern ob wir einen Nachtheil haben. Abgesehen von den Erzen, handelt es sich um die Süßfrüchte, die unseren Erzeugnissen kaum eine Konkurrenz machen können. Aus der Einführung spanischer Verschnittsorte kann man sich sogar aufrechte Vortheile verschaffen.

... der natürlichen Verteilung dieser Inseln  
Fruchtbarkeit ihre Konfiguration ihre  
rituelle Lage diese Inseln nach und nach  
in einer Kolonie die für unser Volk für  
dann der spanische Markt war für Krid mit welchem der Pri-  
attelen eigentlich verfolgt er wird jetzt wieder eröffnen  
merden

und ja, die Machstellung regenlos sein wird, für Eroberung, die weitere und bedeutsame Etappe auf dem Wege der deutschen Kolonialpolitik. Inseln, meine Herren, kehren zurück unter den deutschen Flagge, die dort vor 15 Jahren wurde von dem braven Schiffe, dem mächtigen Mannschaft später ihren Namen und ihres Fahrzeugs eintragen sollte für immer in die Geschichte unseres Volkes an den Gestaden desselben, dessen Wellen unser Süßseereich bespülen. Regierungen vereinigen sich in dem Wunsche, Herrn, gutgeheissen werden.

Abg. Wiener (fr. Vp.): Wir können den Glückwünschen der Vorredner nicht zustimmen. Wir bedauern, daß die Geschäftslage des Hauses eine gründliche Kritik der Vorlage nicht gestattet; die Erwerbung der Südsee-Inseln scheint doch das Muster zu sein, wie eine Kolonialpolitik nicht sein soll. Wenn der diplomatische Ruf des Herrn v. Bülow allein von diesem Kaufgeschäft abhinge, würde er sich des Vertrauens nicht erfreuen, welches er genießt. Zum ersten Male müssen wir für die Erwerbung von Kolonien noch etwas zuzahlen und zwar etwa 500 M. auf den Kopf jedes Einwohners. Es sind aber auf den Inseln der Südsee nur 24 Deutsche vorhanden; auf jedem würden also 700 000 M. entfallen. Und es sind durchaus nicht achtenswerte Berlinerlichkeiten, die

hohen Spanien und Karolinen, Marianen und Palau-Inseln breiten haben. Durch diese Erwerbung wird zunächst u. ~~was~~ in der Südsee vervollständigt. Wie ein Blick auf die Karte zeigt, bildeten unsere Schutzgebiete im Großen Ozean bislang einen flachen Halbkreis, eine langekrechte und unzusammenhängende Linie. Durch die Karolinen und Marianen wird der Kreis geschlossen. Die Marianen im Norden, die Palau- und die Marshall-Inseln in der Mitte, Kaiser-Wilhelms-Land und der Bismarck-Archipel im Süden bilden nunmehr ein zusammenhängendes Ganzes. Wenn diese Inseln aus spanischem Besitz in den Besitz einer anderen Macht als Deutschland übergegangen wären, so würde dadurch unser Schutzgebiet in der Südsee zerstört und auseinandergerissen. In seiner Entwicklung gehemmt und minderwertig geworden sein. Gerade im Hinblick auf die Nachbarschaft der Karolinen einerseits zu den Marshallinseln, andererseits zu Neu-Guinea, war deren Erwerbung, wie Sie wissen, seit lange in Aussicht genommen. Vom Standpunkte unserer allgemeinen politischen Interessen in der Südsee ist die jetzt erreichte Erweiterung unserer dortigen Machtspflege nützlich und nothwendig, die Lage der neu erworbenen Inseln eine besonders günstige. Wir können uns der Hoffnung hingeben, daß durch unseren neuen Besitz auch unter alter Besitz gefördert, entwicklungsfähiger und ergiebiger werden wird. Dazu kommt, daß sich auf den Karolinen seit lange deutsche Handelsniederlassungen befinden. Deutsche Handelsleute hatten seit Jahren Handelsbeziehungen angeknüpft zu den Eingeborenen der Inseln und dort Faktoreien gegründet. Es waren die deutschen Häuser auf den Karolinen, die unter Hinweis auf die dortigen deutschen Handelsinteressen im Jahre 1885 die erste Beobachtung herbeiführten. Handel und Verkehr auf diesen Inseln liegt noch heute in den Händen der deutschen Salutiergeellschaft, die Stationen auf allen Inseln besitzt. Der deutsche Kaufmann steht dort nach wie vor in allererster Reihe. Wenn diese Inseln bei ihrer Loslösung vom spanischen Reiche an eine andere Macht als Deutschland gefallen wären, so würde dadurch nicht nur die politische Zukunft unseres Südsee-Besitzes gefährdet worden sein, sondern es wäre auch in wirtschaftlicher Beziehung keine vernichtet worden, die der Entwicklung fähig sind. Ich sage: Keine, die der Entwicklung fähig sind. Es ist nicht meine Art, meine Herren, in politischen und wirtschaftlichen Fragen zu appellieren an die Phantasie, die kühne Seglerin Phantasia. Ich werde es nicht machen wie das Milchmädchen in der Fabel von La Fontaine. (Heiterkeit.) Ich werde kein Lufschloss vor Ihnen aufführen und gar keine Schönfächer treiben. Ich werde das heute so wenig thun, wie vor anderthalb Jahren, als ich diesem hohen Hause die Annahme des mit China über Piautschou und Schantung abgeschlossenen Vertrages empfohlen. Beide Verträge, der Vertrag mit China wie der Vertrag mit Spanien, sind Marakteine auf demselben Wege und Glieder einer Kette. In beiden Fällen sind wir ruhig, nüchtern und besonnen vorgegangen. Auf Grund ruhiger und sachlicher Prüfung der Verhältnisse sind wir zu der Annahme berechtigt, daß unser neuer Besitz auch in wirtschaftlicher Beziehung ein wertvoller ist. (Na! na! links.) Meine Herren, daß die Spanier aus diesen Inseln nichts gemacht haben, ist noch kein Beweis für ihre wirtschaftliche Wertlosigkeit. (Sehr richtig rechts.) Ich möchte der spanischen Verwaltung ex post nicht zu nahe treten. Ich glaube aber doch sagen zu können, daß die Schuld für die jetzige Wertlosigkeit der Inseln wohl weniger an den Inseln liegt als an der bisherigen Administration. Insbesondere konnte die Salutiergeellschaft unter spanischer Verwaltung nicht

Marianen- und Palau-Inseln fehlten. Die Marianen können sich mit der Zeit zu Säulen für den Schiffsbetrieb zwischen Südostasien und Zentralamerika entwickeln, wie wir überhaupt durch weitere Erwerbungen wichtige maritime und militärische Stationen gewinnen auf dem Wege von Kaiser-Wilhelms-Land nach Kiautschou. Die Bevölkerung unserer neuen Inseln würde uns als gutartig, anständig und geschickt betrachtet. Leider mußt uns unsere Handelsleute immer gut mit diesen Eingeborenen auskommen. Wir werden in humaner Weise mit jedem Eingeborenen Menschenmaterial umgehen. Wir werden bei voller Aufrechterhaltung unserer Autorität doch nicht vergessen, daß vor es mit Menschen zu thun haben, und eindividuell bleiben der Pflichten, die uns unsere höhere Kultur und der christliche Glaube auferlegen. Wir werden versuchen, diese Fehler zu vermeiden, die dort früher zu Auffälden geführt haben. Hinsichtlich der künftigen Organisation der Inseln darf ich mich auf meine zweite Denkschrift beziehen. Dieselben waren unter spanischer Herrschaft in drei von einander unabhängige Verwaltungsbezirke eingeteilt, die dem Generalgouvernement der Philippinen in Manila unterstellt waren. Nach dem Übergange der Inselgruppen in deutschen Besitz erscheint es ratsam, an dieser Eintheilung der drei Verwaltungsbezirke die eine natürliche und durch die geographische Lage bedingt ist, mit der einen Änderung festzuhalten, daß in dem dritten Verwaltungsbezirk, der die Marianen umfaßt, an Stelle der Insel Guam die Insel Saipan mit dem Hafen Tanaap zum Sitz der deutschen Regierung bestimmt wird. Ferner sollen im Interesse der Vereinfachung des Verwaltungssapparates diese drei Verwaltungsbezirke bis auf Weiteres dem kaiserlichen Gouvernement für das Schutzbereich Neu-Guinea unterstellt werden. Die deutsche Verwaltung der Inseln will von vornherein auf den kostspieligen militärischen Apparat der spanischen Regierung verzichten. Wir glauben, daß es erfahrenen Beamten mit einer Anzahl eingesessener Polizeisoldaten gelingen wird, die Eingeborenen, die bishernamenlich in Bonape mit den Spaniern in unangenehmer Fehde gelebt haben, bald wieder zu beruhigen. Alle Spanier müssen die Ausnahme der betreffenden Verhältnisse fallen in erster Linie von dem Gesichtspunkte aus erfolgen, daß es Männer von praktischer und wo möglich bereits in der Südsee gewonnener Erfahrung sind. In konfessioneller Beziehung werden wir uns selbstverständlich lassen lassen durch den Grundlagen stärkster Parität und die Interessen aller christlichen Missionsanstalten gleichmäßig fördern. Ich komme jetzt zu einem Punkt, wo ja leicht die Gemüthslichkeit aufzuhören pflegt, nämlich zu dem Kostenpunkt. (Heiterkeit unten.) Meine Herren, umsonst waren die Inseln wirklich nicht zu haben! (Heiterkeit.) Das kommt selbst unter den besten Freunden nicht vor, daß man sich gegenzeitig ohne Weiteres Inseln und Inselgruppen schenkt. (Heiterkeit unten.) Auch giebt es bisher für die Südsee-Inseln noch keinen Preisfaktor. Es wird auch schwerlich je einen geben, denn es spielen Imponderabilien mit. Als gewissenhafter Mann glaube ich Sie aber versichern zu können, daß der für die Inseln bestimmte Preis ein angemessener ist, auch vom Standpunkt der Gerechtigkeit, die bei solchen Transactionen nicht ganz außer Acht gelassen werden darf. Gegenüber den Behauptungen, daß wir die Inseln zu einer theuer bezahlt haben, möchte ich doch daran erinnern, daß während des vergangenen Winters die amerikanische Presse den Preis allein der Karolinen auf 10 Millionen Dollars, also 44 Millionen Mark, schätzte während die amerikanischen Delegirten im Laufe der spanisch-amerikanischen Friedensunterhandlungen in Paris für eine einzige her-

ausnahmen Vorzüge dieser Inseln auf. Daß die Konfiguration ihrer Inseln solche, die für unser Volk, für die Machtstellung segensvoll sein wird, eichen möge auf dem Wege der deutschen Kolonialpolitik. Ferner Inseln, meine Herren, kehren zurück unter den Hub der deutschen Flagge, die dort vor 15 Jahren gestellt wurde von dem braven Schiffe, dem dessen mutige Mannschaft später ihren Namen und Namen ihres Fahrzeugs eintragen sollte für immer in die Geschichte unseres Volkes an den Festaden desselben Weltmeeres, dessen Wellen unser Südseereich bepfosten, der endgültige Übergang dieser Inseln in den Besitzstand deutlichen Volkes von Ihnen, meine Herren, gutgeheißen werden.

Abg. Biemer (fr. Bp.): Wir können den Glückwünschen der Vorredner nicht zustimmen. Wir bedauern, daß die Geschäftslage des Hauses eine gründliche Kritik der Vorlage nicht gestattet; die Erwerbung der Südsee-Inseln scheint doch das Muster zu sein, wie eine kolonialpolitisch nicht sein soll. Wenn der diplomatische Ruf des Herrn v. Bülow allein von diesem Kaufgeschäft abhinge, würde er sich des Vertrauens nicht erfreuen, welches er genießt. Zum ersten Male müssen wir für die Erwerbung von Kolonien noch etwas zuzahlen und zwar etwa 500 M auf den Kopf jedes Einwohners. Es sind aber auf den Inseln der Südsee nur 24 Deutsche vorhanden; auf jeden würden also 70000 M entfallen. Und es sind durchaus nicht achtenswerte Persönlichkeiten, die dort vorhanden sind. Die Diebesinseln führen ihren Namen nicht ohne Grund. (Widerspruch rechts.) Die klimatischen Verhältnisse sind ja vielleicht etwas besser als in Afrika, aber Für Bismarck hat die Karolinen als eine Lumperei bezeichnet; dieser Ausdruck trifft auch heute noch zu. Die Gesellschaft, die dort thätig ist, hat bisher erhebliche Erfolge nicht erzielt, und was von künftigen Erfolgen erzählt wird, ist Zukunftsmusik. Die Erzeugung des Lang-Lang-Parfums wird ja vielleicht genügen, um die Erwerbungen in einem guten Geschäft zu setzen. Die Salutiergeellschaft soll sich bei den Vorverhandlungen gegen den Erwerb der Karolinen ausgesetzt haben; Danach verdient Derjenige, der diesen Erwerb erzielt hat, aber auch Diejenigen, welche die Unregung verhindert haben durch ihre Verhandlungen mit Spanien, noch unter dem frischen Eindruck seiner Niederlage. Es ist immer schmerlich, in einen Verzicht auf einen territorialen Oberhoheit zu willigen. Amerikanisch warthet, daß es gelingen sei, die spanischen Cortes dazu zu bringen, die Verabschiedung dieses Vertrags noch vor der Abreise des Staatsmannes zu verhindern. Durch die Erlösungen des Staatsmannes ist die Verhandlung der Salutiergeellschaft, daß die katholischen und evangelischen deutschen Staatsangehörigkeit ungehindert neu erworbenen Inseln ihre Thätigkeit ausüben kann. Auch die dem Jesuitenorden angehörigen. Wir haben das reichsgesetzlich festgestellt werden mögen.

Staatssekretär des Auswärtigen Amtes, Frhr. v. Bülow: Ich werde mich bemühen, mich in meiner Erwideration auf die Ausführungen des Herrn Vorredner möglichst kurz zu fassen, und ich glaube, daß mir das um so eher möglich sein wird, als die meisten Argumente, mit denen der Herr Vorredner die Erwerbung der Karolinen und Marianen befämpft hat, sich im Grunde gegen jede koloniale Erwerbung und gegen jede Kolonialpolitik ausstrecken. Ich habe mich unter dem Umstände, daß die Meistbegünstigung Jahre läuft, also etwas über den Zeitraum der Errage hinaus, nicht ein Hindernis erwägt für die unteren Handelsvertragsbeziehungen mit anderen Staaten. Auf die Kommissionserörterung kann man aus verzichten.

Rechtsreferat v. Richthofen: Es hat auch bei uns erregt, daß die Meistbegünstigung auf fünf Jahre verlängert werden soll. Es muß aber erwartet werden, daß aus dem Umstande, daß die Meistbegünstigung Jahre läuft, also etwas über den Zeitraum der Errage hinaus, nicht ein Hindernis erwägt für die unteren Handelsvertragsbeziehungen mit anderen Staaten. Auf die Kommissionserörterung kann man aus verzichten. (Lärm.) Die Welt ist noch nicht verheilt; die Welt zieht sich jetzt erst allmälig. Wir sehen die sich vollziehen in Afrika und Spanien, ein altes Drama, das keine Kolonien vollständig auf. Solche Kolonien haben sich früher unter heftigen Kriegen ausgetragen. Daß wir die Erwerbung neuer Inseln in Form eines Handelsgeschäfts vollziehen, verdonnen wir der geschickten Leitung

stellungen. Und deshalb lege ich doch noch mehr Gewicht als auf das Urtheil des Herrn Vorredners auf die Berichte, die uns vorgelegt worden sind von solchen Leuten, welche die Inseln selbst besucht haben, und namentlich auf die Berichte unserer ausgezeichneten Seeoffiziere. Ich habe hier vor mir liegen einen Bericht, den einer unserer hervorragendsten Seeoffiziere, der Admiral v. Knorr, im Jahre 1876, als er S. M. S. "Hertha" führte, über die Marianen abgestellt hat. Da schreibt der damalige Kapitän Knorr: Die Insel Saipan hat ausgezeichnetes Weide-land, Kotschnüpfzlanzen und dicke Waldbungen, sie würde jeden Anbau reichlich lohnen. Über die Insel Tinian schreibt er: Fast das ganze Land ist Weide-land, seit Jahren dient es zur Viehhaltung. Über Rota: Klein, aber gut bebaut. Zusammenfassend äußert Admiral Knorr über die Marianen: die größeren Inseln sind fruchtbar und schön, ein üppiger, aber noch ungepflegter Garten. Über die Palau-Inseln heißt es im Bericht: Die größeren Inseln sind bebaut mit gutem Ackerboden, Waldbungen und Wiesen. Über Yap, die hauptsächliche der West-Marianen, heißt es: Der Boden würde jeden Anbau zulassen. In einem Bericht, der 14 Jahre später, im vergangenen Dezember, vom dem Vizeadmiral Diederichs erstattet worden ist, heißt es: Vom militärischen und politischen Gesichtspunkt aus möchte ich den Erwerb aller oder eines Theils der Inselgruppen bei günstiger Gelegenheit lebhaft vorwenden als Ergänzung unseres jetzigen Besitzes in der Südsee, der dadurch nur in erheblichem Grade gefördert und ergiebiger gemacht werden kann. — In einem Bericht des Kommandanten S. M. S. "Arcona" lese ich: Ein Wechsel der Herrschaft über die Inseln würde für die dort lebenden Deutschen einfach eine Aufgabe ihrer Geschäfte nötig machen. Bei dieser Gelegenheit möchte ich einschalten, daß die Salut-Gesellschaft sich nicht nur nicht gegen den Erwerb der Karolinen und Marianen ausgesprochen, sondern denselben auf das allerdringendste befürwortet hat. Der Herr Vorredner hat auch einen Vergleich gezogen zwischen unserem Vorgehen in Südfidzien und dem Erwerb der Karolinen. Er billigt unser Vorgehen in Südfidzien und mißbilligt unsere Politik in Polynesien. Darauf muß ich erwidern, daß in der auswärtigen Politik nicht Alles über einen Leisten geschlagen werden kann. (Sehr richtig! rechts.) Man kann die auswärtige Politik nicht nach einem von vornherein in allen Einzelheiten für immer, in omnès casus et omnes eventus festgelegten Plan führen, sondern man muß sich richten nach den gegebenen Verhältnissen und mit den gegebenen Faktoren rechnen. Man muß es einmal so machen, und einmal so. Zwischen dem Erwerb der Karolinen und unserem Vorgehen in China besteht aber doch der innere Zusammenhang, daß wir in beiden Fällen vorsichtig und besonnen vorgegangen sind, und daß wir hier wie da unser Ziel ohne Schwierigkeit erreicht haben. Der Herr Vorredner hat auch darauf hingewiesen, daß die Zahl der Einwohner der Inseln und die Zahl der dortigen deutschen Ansiedler nicht im Verhältniß stände zu den für sie bezahlten Preisen. Meine Herren, in der großen Politik sprechen doch noch andere Erwägungen und andere Rücksichten mit, als nur Erwägungen kalkulatorischer Natur. (Sehr richtig! rechts.) Man kann den Werth unserer neuen Erwerbung nicht bloß schätzen nach der Zahl ihrer Quadratkilometer und nach der Zahl ihrer Einwohner. (Sehr richtig!) Die große Politik, und die auswärtige Politik kann unmöglich geführt werden allein aus dem Gesichtswinkel und von dem Standpunkt

unter Mißachtung von Ansprüchen Regierungen zu haben glauben, ernstholten Malen bemerkt der Fürst Bisser für das Aufgebot der Karoliner Karolinen nicht wertvoll genug, e auch in dem Immediatbericht vom 20. von der Notwendigkeit überzeugen Karolinen friedlich einzulegen, um zu halten. Meine Herren, der Herr ist seine Ansicht theilen, haben ich will, ein gewissem Verdienst erworben in des Südsee-Ublommens. Denn ich weiß, daß ich die Kritik, welche an dem Südsee wurde, als ich die Ehre hatte, daselbst hohen Hauses zu bringen, daß einige gleichzeitig in der Presse erschienen waren. Über die Palau-Inseln heißt es im Bericht: Die größeren Inseln sind bebaut mit gutem Ackerboden, Waldbungen und Wiesen. Über Yap, die hauptsächliche der West-Marianen, heißt es: Der Boden würde jeden Anbau zulassen. In einem Bericht, der 14 Jahre später, im vergangenen Dezember, vom dem Vizeadmiral Diederichs erstattet worden ist, heißt es: Vom militärischen und politischen Gesichtspunkt aus möchte ich den Erwerb aller oder eines Theils der Inselgruppen bei günstiger Gelegenheit lebhaft vorwenden als Ergänzung unseres jetzigen Besitzes in der Südsee, der dadurch nur in erheblichem Grade gefördert und ergiebiger gemacht werden kann. — In einem Bericht des Kommandanten S. M. S. "Arcona" lese ich: Ein Wechsel der Herrschaft über die Inseln würde für die dort lebenden Deutschen einfach eine Aufgabe ihrer Geschäfte nötig machen. Bei dieser Gelegenheit möchte ich einschalten, daß die Salut-Gesellschaft sich nicht nur nicht gegen den Erwerb der Karolinen und Marianen ausgesprochen, sondern denselben auf das allerdringendste befürwortet hat. Der Herr Vorredner hat auch einen Vergleich gezogen zwischen unserem Vorgehen in Südfidzien und dem Erwerb der Karolinen. Er billigt unser Vorgehen in Südfidzien und mißbilligt unsere Politik in Polynesien. Darauf muß ich erwidern, daß in der auswärtigen Politik nicht Alles über einen Leisten geschlagen werden kann. (Sehr richtig! rechts.) Man kann die auswärtige Politik nicht nach einem von vornherein in allen Einzelheiten für immer, in omnès casus et omnes eventus festgelegten Plan führen, sondern man muß sich richten nach den gegebenen Verhältnissen und mit den gegebenen Faktoren rechnen. Man muß es einmal so machen, und einmal so. Zwischen dem Erwerb der Karolinen und unserem Vorgehen in China besteht aber doch der innere Zusammenhang, daß wir in beiden Fällen vorsichtig und besonnen vorgegangen sind, und daß wir hier wie da unser Ziel ohne Schwierigkeit erreicht haben. Der Herr Vorredner hat auch darauf hingewiesen, daß die Zahl der Einwohner der Inseln und die Zahl der dortigen deutschen Ansiedler nicht im Verhältniß stände zu den für sie bezahlten Preisen. Meine Herren, in der großen Politik sprechen doch noch andere Erwägungen und andere Rücksichten mit, als nur Erwägungen kalkulatorischer Natur. (Sehr richtig! rechts.) Man kann den Werth unserer neuen Erwerbung nicht bloß schätzen nach der Zahl ihrer Quadratkilometer und nach der Zahl ihrer Einwohner. (Sehr richtig!) Die große Politik, und die auswärtige Politik kann unmöglich geführt werden allein aus dem Gesichtswinkel und von dem Standpunkt

unter Mißachtung von Ansprüchen Regierungen zu haben glauben, ernstholten Malen bemerkt der Fürst Bisser für das Aufgebot der Karoliner Karolinen nicht wertvoll genug, e auch in dem Immediatbericht vom 20. von der Notwendigkeit überzeugen Karolinen friedlich einzulegen, um zu halten. Meine Herren, der Herr ist seine Ansicht theilen, haben ich will, ein gewissem Verdienst erworben in des Südsee-Ublommens. Denn ich weiß, daß ich die Kritik, welche an dem Südsee wurde, als ich die Ehre hatte, daselbst hohen Hauses zu bringen, daß einige gleichzeitig in der Presse erschienen waren. Über die Palau-Inseln heißt es im Bericht: Die größeren Inseln sind bebaut mit gutem Ackerboden, Waldbungen und Wiesen. Über Yap, die hauptsächliche der West-Marianen, heißt es: Der Boden würde jeden Anbau zulassen. In einem Bericht, der 14 Jahre später, im vergangenen Dezember, vom dem Vizeadmiral Diederichs erstattet worden ist, heißt es: Vom militärischen und politischen Gesichtspunkt aus möchte ich den Erwerb aller oder eines Theils der Inselgruppen bei günstiger Gelegenheit lebhaft vorwenden als Ergänzung unseres jetzigen Besitzes in der Südsee, der dadurch nur in erheblichem Grade gefördert und ergiebiger gemacht werden kann. — In einem Bericht des Kommandanten S. M. S. "Arcona" lese ich: Ein Wechsel der Herrschaft über die Inseln würde für die dort lebenden Deutschen einfach eine Aufgabe ihrer Geschäfte nötig machen. Bei dieser Gelegenheit möchte ich einschalten, daß die Salut-Gesellschaft sich nicht nur nicht gegen den Erwerb der Karolinen und Marianen ausgesprochen, sondern denselben auf das allerdringendste befürwortet hat. Der Herr Vorredner hat auch einen Vergleich gezogen zwischen unserem Vorgehen in Südfidzien und dem Erwerb der Karolinen. Er billigt unser Vorgehen in Südfidzien und mißbilligt unsere Politik in Polynesien. Darauf muß ich erwidern, daß in der auswärtigen Politik nicht Alles über einen Leisten geschlagen werden kann. (Sehr richtig! rechts.) Man kann die auswärtige Politik nicht nach einem von vornherein in allen Einzelheiten für immer, in omnès casus et omnes eventus festgelegten Plan führen, sondern man muß sich richten nach den gegebenen Verhältnissen und mit den gegebenen Faktoren rechnen. Man muß es einmal so machen, und einmal so. Zwischen dem Erwerb der Karolinen und unserem Vorgehen in China besteht aber doch der innere Zusammenhang, daß wir in beiden Fällen vorsichtig und besonnen vorgegangen sind, und daß wir hier wie da unser Ziel ohne Schwierigkeit erreicht haben. Der Herr Vorredner hat auch darauf hingewiesen, daß die Zahl der Einwohner der Inseln und die Zahl der dortigen deutschen Ansiedler nicht im Verhältniß stände zu den für sie bezahlten Preisen. Meine Herren, in der großen Politik sprechen doch noch andere Erwägungen und andere Rücksichten mit, als nur Erwägungen kalkulatorischer Natur. (Sehr richtig! rechts.) Man kann den Werth unserer neuen Erwerbung nicht bloß schätzen nach der Zahl ihrer Quadratkilometer und nach der Zahl ihrer Einwohner. (Sehr richtig!) Die große Politik, und die auswärtige Politik kann unmöglich geführt werden allein aus dem Gesichtswinkel und von dem Standpunkt

unter Mißachtung von Ansprüchen Regierungen zu haben glauben, ernstholten Malen bemerkt der Fürst Bisser für das Aufgebot der Karoliner Karolinen nicht wertvoll genug, e auch in dem Immediatbericht vom 20. von der Notwendigkeit überzeugen Karolinen friedlich einzulegen, um zu halten. Meine Herren, der Herr ist seine Ansicht theilen, haben ich will, ein gewissem Verdienst erworben in des Südsee-Ublommens. Denn ich weiß, daß ich die Kritik, welche an dem Südsee wurde, als ich die Ehre hatte, daselbst hohen Hauses zu bringen, daß einige gleichzeitig in der Presse erschienen waren. Über die Palau-Inseln heißt es im Bericht: Die größeren Inseln sind bebaut mit gutem Ackerboden, Waldbungen und Wiesen. Über Yap, die hauptsächliche der West-Marianen, heißt es: Der Boden würde jeden Anbau zulassen. In einem Bericht, der 14 Jahre später, im vergangenen Dezember, vom dem Vizeadmiral Diederichs erstattet worden ist, heißt es: Vom militärischen und politischen Gesichtspunkt aus möchte ich den Erwerb aller oder eines Theils der Inselgruppen bei günstiger Gelegenheit lebhaft vorwenden als Ergänzung unseres jetzigen Besitzes in der Südsee, der dadurch nur in erheblichem Grade gefördert und ergiebiger gemacht werden kann. — In einem Bericht des Kommandanten S. M. S. "Arcona" lese ich: Ein Wechsel der Herrschaft über die Inseln würde für die dort lebenden Deutschen einfach eine Aufgabe ihrer Geschäfte nötig machen. Bei dieser Gelegenheit möchte ich einschalten, daß die Salut-Gesellschaft sich nicht nur nicht gegen den Erwerb der Karolinen und Marianen ausgesprochen, sondern denselben auf das allerdringendste befürwortet hat. Der Herr Vorredner hat auch einen Vergleich gezogen zwischen unserem Vorgehen in Südfidzien und dem Erwerb der Karolinen. Er billigt unser Vorgehen in Südfidzien und mißbilligt unsere Politik in Polynesien. Darauf muß ich erwidern, daß in der auswärtigen Politik nicht Alles über einen Leisten geschlagen werden kann. (Sehr richtig! rechts.) Man kann die auswärtige Politik nicht nach einem von vornherein in allen Einzelheiten für immer, in omnès casus et omnes eventus festgelegten Plan führen, sondern man muß sich richten nach den gegebenen Verhältnissen und mit den gegebenen Faktoren rechnen. Man muß es einmal so machen, und einmal so. Zwischen dem Erwerb der Karolinen und unserem Vorgehen in China besteht aber doch der innere Zusammenhang, daß wir in beiden Fällen vorsichtig und besonnen vorgegangen sind, und daß wir hier wie da unser Ziel ohne Schwierigkeit erreicht haben. Der Herr Vorredner hat auch darauf hingewiesen, daß die Zahl der Einwohner der Inseln und die Zahl der dortigen deutschen Ansiedler nicht im Verhältniß stände zu den für sie bezahlten Preisen. Meine Herren, in der großen Politik sprechen doch noch andere Erwägungen und andere Rücksichten mit, als nur Erwägungen kalkulatorischer Natur. (Sehr richtig! rechts.) Man kann den Werth unserer neuen Erwerbung nicht bloß schätzen nach der Zahl ihrer Quadratkilometer und nach der Zahl ihrer Einwohner. (Sehr richtig!) Die große Politik, und die auswärtige Politik kann unmöglich geführt werden allein aus dem Gesichtswinkel und von dem Standpunkt

unter Mißachtung von Ansprüchen Regierungen zu haben glauben, ernstholten Malen bemerkt der Fürst Bisser für das Aufgebot der Karoliner Karolinen nicht wertvoll genug, e auch in dem Immediatbericht vom 20.

Schulgebieten findet eine verschiedene Gestaltung der Konfessionen statt, und werden protestantische und katholische Missionare unter gleichen Bedingungen zugelassen und bei Ausübung ihres Berufes geschützt. Letzteres geschieht auch bezüglich der Jesuiten oder vermehrter Ordensgeschäftschaften, welche die deutschen Schulgebiete in Ostafrika und in den beiden benachbarten Städten sich gekauft haben, so erklärt sich das daraus, daß der Hamburger Streit der leiste große Streit gewesen ist, den wir gehabt haben, und weil dieser Streit vollkommener Glaubensfreiheit und konfessioneller Gleichberechtigung. Die Angelegenheit ist für uns keine konfessionelle, sondern eine nationale. Wir halten, gleich anderen Staaten, für angezeigt, daß die Missionstätigkeit in unseren Schulgebieten von deutschen Missionaren ausgeübt werde und möchten nur, daß die katholischen Missionare in

erfolgreich nicht treiben. Wenn der Herr Vorredner darauf hingewiesen hat, daß sich auf den Marianen die auch Karolinen oder Ozeaninseln nennen, von früher her zahlreiche Deputierte befanden, so möchte ich doch daran erinnern, daß die jetzt sehr blühenden und sehr aufstrebenden australischen Kolonien ursprünglich auch hervorgegangen sind aus Niederlassungen von Deputierten — von Deputierten — (Große Heiterkeit), verzeihen Sie den lapsus linguae, ich habe keine Deputierte gemeint (Wiederholte Heiterkeit). Ich möchte noch bemerken, daß ich nicht glaube von einer Annahme unseres Beitrages gepröben zu haben. Ich habe das schon deshalb

wie den beiden verwandten

Marianen unser früherer Besitz in vortrefflicher Weise komplettirt wird, kann doch kaum von irgend einer Seite bestritten werden. Der Herr Vorredner hat die Befürchtung, daß es auf

erfolgreich mehr treiben. Wenn der Herr Vorredner vorauf hingewiesen hat, daß sich auf den Marianen, die auch Ladrone oder Viebesinseln hießen, von früher her zahlreiche Deportierte befänden, so möchte ich doch daran erinnern, daß die jetzt sehr blühenden und sehr zukunftsreichen australischen Kolonien ursprünglich auch hervorgegangen sind aus Niederlassungen von Deportierten — von Deportirten — (Große Heiterkeit), verzeihen Sie den lapsus linguae, ich habe keine Deportirte gemeint. (Wiederholte Heiterkeit.) Ich möchte noch bemerken, daß ich nicht glaube von einer Arvorbindung unseres Besitzes gesprochen zu haben. Ich habe das schon deshalb nicht gethan, weil ich schon vor längerer Zeit, wie manche andere Argumente des Herrn Vorredners, so auch diese seine Ausführung in der "Freisinnigen Zeitung" gelesen hatte. (Heiterkeit rechts.) Ich habe also vorsichtiger Weise nicht gesagt, daß wir unseren Besitz erwerben, sondern nur, daß wir denjenigen vervollständigen wollten. Dass durch die Karolinen und Marianen unser früherer Besitz in vortrefflicher Weise komplett wird, kann doch kaum von irgend einer Seite bestritten werden. Der Herr Vorredner hat die Befürchtung, daß es auf den Karolinen und Marianen zu Aufständen kommen werde. Ich hege diese Befürchtungen vorläufig nicht. Ich habe das Vertrauen zu den Beamten, die wir dorthin schicken werden, daß sie in der richtigen Weise mit den dortigen Einwohnern umgehen werden. Ich habe auch das Vertrauen zu unserer Verwaltung, daß sie die Inseln im richtigen Sinne leiten wird, ohne Enge und ohne Kleinlichkeit. Wenn ich sage: ohne Kleinlichkeit, so will ich damit nicht etwa einer verschwendischen Finanzwirtschaft das Wort reden. Ich will nur sagen, daß wir in der Süßsee wie in allen unseren Kolonien administrativ wollen ohne Schematismus und ohne Doctrinismus, ohne Kopf und ohne Enge, mit leichter Hand und in breiter Auffassung der Dinge. Der Herr Vorredner ist auch noch auf die bekannte Ausserung des Fürsten Bismarck zurückgekommen, daß die Karolinen nur eine Lumperei wären. Meine Herren, der verewigte Fürst Bismarck hat nur gesagt, daß im Vergleich mit den Kosten und den Gefahren und dem Risiko eines großen Krieges die Karolinen eine Lumperei wären. (Sehr richtig! rechts.) Aber im Vergleich mit einem großen Krieg sind nicht nur die Karolinen, sondern auch manches Andere einfach eine Lumperei. An und für sich sind aber die Karolinen und Marianen gar keine Lumperei, sondern etwas sehr Gutes! (Heiterkeit; Sehr richtig! rechts.) Als Beleg für die Auffassung des Fürsten Bismarck möchte ich doch mit der Erlaubnis des Herrn Präsidenten verlese, was derselbe in einem Immediatbericht aus dem Jahre 1885 über die Gründe gesagt hat, aus denen er die Karolinen damals nicht hätte erwerben wollen. In einem Immediatbericht vom 24. September 1885 heißt es: Auch der siegreiche Krieg würde in jeder Woche sehr viel mehr Geld kosten, als die Karolinen für den deutschen Handel wert sind. Der Krieg mit Spanien hat für Deutschland keinen Kampfpreis, nur Untoten. — Daraus geht auf das Klärste hervor, daß Fürst Bismarck nur deshalb auf den Erwerb der Karolinen verzichtet hat, weil er die Dinge nicht bis zum Krieg treiben wollte. Und ich kann bei dieser Gelegenheit sagen — denn es trägt nur dazu bei, daß Andenten des großen Staatsmannes zu ehren — daß noch ein anderer Gesichtspunkt für den Fürsten Bismarck maßgebend war, nämlich der, die Monarchie in Spanien nicht zu erschüttern. (Bravo! rechts.) Es heißt in dem Immediatbericht vom 7. September 1885: Auch wenn die Karolinen ein wertvolles Objekt wären, als sie in der That sind, (Hört, hört! links) — Sie sehen, meine Herren, daß ich Ihnen Alles vorlese — würden Seine Majestät der Kaiser den Erwerb derselben niemals durch Verlegung fremder Rechte oder

malgebiet vorhaben gewesen. Samoa haben wir nichts erreicht und mir zwischen Russen und Engländern eingegangen. Die Karolinen haben die Amerikaner verloren, obwohl vielleicht mehr Geld haben als wir der Welt derzeit auch wenn man nach der Denkschrift urtheilt, doch gleich. Bei diesem Kaufe sind jedenfalls die Spanier nicht betroffen worden. Der Kaufpreis ist nicht das Schlimmste, die Verwaltungskosten werden viel empfindlicher uns belastet vor allen Dingen wird mit diesen Einerungen. Die Flottenpläne eine ausreichende Basis geschaffen. Das würde aber zu Grunde gehen, wenn es neben keine Macht eine Flotte wie England schaffen wollte. Wenn ein höchstes Wort gesprochen ist, so ist es das Wort: Zukunft Deutschlands liegt auf dem Wasser. Die Zukunft Deutschlands liegt im eigenen Lande. Durch solche Ausweichungen will man nur hinwegtäuschen über drin im Innern. Zum Schutz der Deutschen im Ausland müssen Kriegsschiffe aus, während die Deutschen im rechten sind gegenüber der Polizei. Das ist es unsere Kolonialpolitik uns lächerlich und verächtlich hat im Auslande. (Präsident Graf Ball.) Redner darf nicht sagen, daß die Kolonialpolitik lächerlich ist; ich rufe ihn deshalb zur Ordnung, habe das nicht gesagt; ich habe gesagt, daß die Kolonie uns lächerlich gemacht hat. (Präsident Graf Ball.) Auch bei meiner Auferstehung. Von Deutsch es: mein Haus ist das Buchthaus. (Gelächter) rechtfertigt sich zu retten durch Despotismus im Die Begünstigung der Agrarier, das Schachzugepiel Herr v. Miquel den Agrarier mit der Erhöhung der Zölle in Aussicht gestellt hat, das gehört alles zusammen gehört zu dem, was man in dem Worte zusammenfaßt der Buchthaukturs. (Lachen rechts.)

Abg. Baasche (nl.): Wenn das deutsche Kaiserreich ein solches Buchthaus wäre, dann müßte man ja die Inseln bedauern, daß sie von der spanischen unter deutscher Herrschaft kommen. Wir siegen anderen Standpunkte bezüglich der Kolonialpolitik Liebknecht und Herr Wiemer, der nichts vorgebracht hat. Dem deutschen Gesandten in Spanien danken, daß wir einen neuen kolonialen und mit Spanien wieder in bessere Handelsverträge kommen, obgleich das, was jetzt in Bezug ermäßigungen erreicht wird, nicht so günstig ist, wie 1893 hätten erreichen können. Aber wir damit begnügen. Unsere Freiheit, durch Handelsvereinbarungen zu anderen Staaten zu regeln, ist Vereinbarung nicht berührt.

Abg. Schrader (Fr. Vgg.): Die Sachlage werden es erklären, wenn ich mich auf Auseinandersetzungen nicht einlasse, sondern nur Stellung zur Vorlage darlege. Eine mögliche sind wir zu unterstellen bereit; wir nicht in der Lage gewesen, unsere Zustimmung. Wir hoffen aber, daß es gelingen wird, die bis begangenen Fehler mehr und mehr zu vermeiden. Situation ist in der Süßsee eine andere geworden. Was die Erwerbung der Karolinen durch Karlsruhe wird es allseitig gebilligt werden, daß wir vor Gewalt genötigten Erwerbung stehen. Über im Urteil abzugeben, ist außerordentlich schwer. Sie Interesse daran, daß diese Inseln aus in die anderen Nationen kommen. Über den positiven Karolinen kann ich nicht so viel sagen. Herr

Schutzbereichen findet eine verschiedene Behandlung der Konfessionen nicht statt, und werden protestantische und katholische Missionare unter gleichen Bedingungen zugelassen und bei Ausübung ihres Berufes geschützt. Letzteres geschieht auch bezüglich der Jesuiten oder verwandter Ordensgenossenschaften, welche die deutschen Schutzbereiche in Ostafrika und in der Süßsee als Feld ihrer Tätigkeit gewählt haben. Die kaiserliche Regierung regelt ihr Verhalten den Missionaren gegenüber nach dem Grundsatz vollkommener Glaubensfreiheit und konfessioneller Gleichberechtigung. Die Angelegenheit ist für uns keine konfessionelle, sondern eine nationale. Wir halten, gleich anderen Staaten, für angezeigt, daß die Missionstätigkeit in unserem Schutzbereiche von deutschen Missionaren ausgeübt werde, und wünschen nur, daß die katholischen Missionare in unseren überseeischen Besitzungen ausschließlich der Aufsicht und Leitung deutscher furchtbaren Autoritäten unterstellt werden." In der Reichstagssitzung vom 22. November 1889 hat sich der damalige Staatssekretär Graf Herbert Bismarck auf diese Ausführungen des Grafen Berchem bezogen, denen ich mich für meine Person durchaus anschließe. (Zustimmung im Zentrum.)

Damit schließt die erste Lesung. Die Nachtragsetats werden darnach sofort die Debatte gegen die Stimmen der Sozialdemokratie, der freisinnigen und der deutschen Volkspartei in zweiter Lesung genehmigt.

Auch das Handelsvertragsabkommen mit Spanien wird in zweiter Veratung ohne Debatte genehmigt.

Darauf wird die erste Veratung des Gesetzentwurfs zum Schutz des gewerblichen Arbeitsverhältnisses fortgesetzt.

Staatssekretär des Innern, Dr. Graf v. Posadowsky: Meine Herren, es sind in der gestrigen Debatte über dieses Gesetz zum Schutz der Arbeitswilligen Neuerungen gefallen, die unwiderrührbar zu lassen, ich mit meiner Pflicht nicht vereinbaren kann. Ich möchte daran erinnern, daß in dem Augenblick, wo zum ersten Mal bekannt wurde, daß ein solches Gesetz vorgelegt werden sollte, in der Presse bis in die Organe der demokratischen Partei hinein Neuerungen sich fanden, dorthin gehend, daß es allerdings notwendig sei, gewisse Ausführungen des Koalitionsrechts energisch entgegenzutreten. Als demnächst das Gesetz kam, war man in weiten Kreisen überrascht, daß es nicht schwärfere Bestimmungen enthielt, und erkannte das offen an. Seitdem, meine Herren, ist, wie ich hier aus einzelnen Reden im hohen Hause entnehme, allerding der Barometerstand gegenüber diesem Gesetz außerordentlich gesunken. (Sehr richtig!) Welche meteorologischen Einfüsse dafür maßgebend gewesen sind, das wage ich nicht zu entscheiden. (Heiterkeit.) Ich halte mich aber doch für verpflichtet, festzustellen, wie dieses Gesetz überhaupt zu Stande gekommen ist. Es hat seine Kraft erhaltene durch Beratungen und Verhandlungen zwischen den beteiligten Reichstagsabgeordneten und den hiesigen Reichstagsabgeordneten. Der Herr Abg. Lenzenmann hat das Reichsamt des Innern als Reichs-Polizeiamt versucht, in einen gewissen Gegenzug zum Reichs-Judiziamt zu bringen. Ein solchen Versuch halte ich für durchaus verfehlt. Sowohl das Reichs-Judiziamt wie das Reichsamt des Innern sind Organe des Herrn Reichskanzlers, der hier die Vertretung dieses Gesetzes übernommen hat, und dessen Name unter der Vorlage steht. Eine verschiedenes politische Auffassung oder Stellung gegenüber diesem Gesetz seitens zweier Reichstagsabgeordneten, die beide von dem Herrn Reichskanzler abhängen, ist staatsrechtlich vollkommen ausgeschlossen, und ich kann hiermit erklären, daß das Reichs-Judiziamt in allen Phasen der Beratung des Gesetzes an derselben voll

die Arbeiter, sind vollkommen identisch mit dem Boykott, den die Arbeiter gegen Unternehmer oder ganze Gruppen von Unternehmern aussprechen. Über, meine Herren, ich gestehe Ihnen eins zu, und deshalb halte ich die schwarzen Listen für ein so bedenkliches Mittel im Arbeitskampf — daß da sehr leicht Unschuldige mit den Schuldigen getroffen werden können, Leute, die sich an dem Streit vielleicht gar nicht in dem Maße beteiligt haben, daß sie es verbieten, auf längere Zeit oder dauernd auf einseitige Angabe hin, die die Betreffenden selbst nicht kontrollieren können, ausgeschlossen zu werden. Das sind meine Bedenken gegen die schwarzen Listen, die ich mit vielen Mitgliedern des Hauses teile. Über auch da ist die Schuld auf beiden Seiten gleich; denn auch beim Boykott werden sehr viele Personen schädigt, die mit dem ganzen Arbeiterschaft absolut nichts zu thun haben. (Sehr richtig! rechts), und wenn wir die schwarzen Listen hätten auszuschließen wollen, so hätten wir auch den Boykott bestrafen müssen, und zwar nicht nur den Boykott, den Unternehmer in der Weise, wie es gestern dargestellt ist, gegen einander ausüben, sondern auch den Boykott, den Arbeiter gegen Unternehmergruppen führen. Das wäre aber ein so tiefer Eingriff in die wirtschaftliche Seite des Kampfes gewesen, daß wir Bedenken trugen, diesen Eingriff zu wagen. Im Übrigen muß ich sagen, waren die Ausführungen, die in dieser Beziehung von einem Theil der Redner des hohen Hauses gemacht sind, eigentlich für die Vorlage. (Widerspruch links.) Gewiß, meine Herren, denn sie stellen dar, daß auch in Unternehmerkreisen, von Syndikaten gegen Unternehmer, die sich diesen Syndikaten und ihren Bedingungen nicht fügen wollen, sehr terroristische Mittel angewendet werden; sonst indeß diese terroristischen Mittel identisch sind mit einem der Mittel, welche hier in der Vorlage unter Strafe gestellt sind, wird einem solchen unerlaubten Terrorismus von einzelnen Unternehmern oder von Syndikaten auch auf Grund der Vorlage zu Leibe gegangen werden. (Zurufe bei den Sozialdemokraten.) Ein der Herren Redner hat sich auch darüber beschwert, daß zwar die Arbeitswilligen geschützt würden gegen Bedeutungen, Erörterungen der Streitenden u. s. w., daß aber nicht die Streitenden geschützt würden gegen Erörterungen und Zwang der Arbeitswilligen. Wenn Sie das wünschen, sind wir mit Freude bereit, eine solche Bestimmung noch in das Gesetz aufzunehmen, falls Sie das für eine Lücke halten, aber bisher haben wir nur von dem Terrorismus der Streitenden gegen die Arbeitswilligen gehört, aber nie von dem Terrorismus der Arbeitswilligen gegen die Streitenden. Es war absolut kein Bedürfnis dafür vorhanden auf Grund der praktischen Erfahrungen, solche Bestimmungen aufzunehmen. Wenn schließlich gefragt wurde — ich halte das freilich nur für einen Scherz, — (Zuruf links), — nein, ich komme zu einer neuen Frage, Herr Abgeordneter Lenzenmann — daß, wenn dieses Gesetz schon in Kraft wäre, so würde sogar ein Mitglied der verbündeten Regierungen, der Herr Staatssekretär v. Bodenbelski, unter dasselbe fallen, so haben die Herren dabei vergessen, daß die Disziplinarbefugnis, die die vorgesetzten Bevölkern haben, selbstverständlich durch dieses Gesetz nicht berührt würde, und daß vor allen Dingen nicht berührt werden irgend welche Nachtheile, die jemanden in berechtigter Weise unter gegebenen Voraussetzungen in Aussicht gestellt werden. Meine Herren, ich bin überhaupt überrascht über die Auffassung, die man der Vorlage zum Theil — gerade von der linken Seite des Hauses — hat zu Theil werden lassen. Wenn die Herren sich noch gütig der politischen Kämpfe erinnern wollen, die in den verschiedenen deutschen Staaten um die Erlangung einer Verfassung, um die Durchführung dieses Artikels der Verfassung, um die es sich handelt, sondern seitdem von ihrem Koalitionsrecht einen übermäßig breite, der Schutz der persönlichen, der bürgerlichen Freiheit (Sehr richtig! rechts), und jetzt bei dieser Erörterung über die Vorlage ist Ihnen die persönliche Freiheit der Arbeitswilligen so vollkommen gleichgültig, daß Sie sie preisgeben dem Potum einer kleinen Zahl von Agitatoren oder einer Minorität. (Sehr wahr! rechts, Zurufe links.) Die Herren Konseriativen haben gestern von Streit gesprochen, die so oft frivole angezeigtet werden. Das sollten sich auch die Herren der Sozialdemokratie überlegen. Sie haben gestern gefragt: Wer entscheidet denn darüber, ob ein Streit frivol ist? — Das ist ja eben das Schlimme bei der ganzen Sache. Wenn die Arbeitswilligen sich wirklich nur einem Streit freien

bei der Geschäftslage des Hauses, werden noch gestatten. Der bekannte dessen Gegner Sie auf jener Seite (links) führt noch im Jahre 1890 in seinen Listen für ein so bedenkliches Mittel im Arbeitskampf — daß da sehr leicht Unschuldige mit den Schuldigen getroffen werden können, Leute, die sich an dem Streit vielleicht gar nicht in dem Maße beteiligt haben, daß sie es verbieten, auf längere Zeit oder dauernd auf einseitige Angabe hin, die die Betreffenden selbst nicht kontrollieren können, ausgeschlossen zu werden. Das sind meine Bedenken gegen die schwarzen Listen, die ich mit vielen Mitgliedern des Hauses teile. Über auch da ist die Schuld auf beiden Seiten gleich; denn auch beim Boykott werden sehr viele Personen schädigt, die mit dem ganzen Arbeiterschaft absolut nichts zu thun haben. (Sehr richtig! rechts), und wenn wir die schwarzen Listen hätten auszuschließen wollen, so hätten wir auch den Boykott bestrafen müssen, und zwar nicht nur den Boykott, den Unternehmer in der Weise, wie es gestern dargestellt ist, gegen einander ausüben, sondern auch den Boykott, den Arbeiter gegen Unternehmergruppen führen. Das wäre aber ein so tiefer Eingriff in die wirtschaftliche Seite des Kampfes gewesen, daß wir Bedenken trugen, diesen Eingriff zu wagen. Im Übrigen muß ich sagen, waren die Ausführungen, die in dieser Beziehung von einem Theil der Redner des hohen Hauses gemacht sind, eigentlich für die Vorlage. (Widerspruch links.) Gewiß, meine Herren, denn sie stellen dar, daß auch in Unternehmerkreisen, von Syndikaten gegen Unternehmer, die sich diesen Syndikaten und ihren Bedingungen nicht fügen wollen, sehr terroristische Mittel angewendet werden; sonst indeß diese terroristischen Mittel identisch sind mit einem der Mittel, welche hier in der Vorlage unter Strafe gestellt sind, wird einem solchen unerlaubten Terrorismus von einzelnen Unternehmern oder von Syndikaten auch auf Grund der Vorlage zu Leibe gegangen werden. (Zurufe bei den Sozialdemokraten.) Ein der Herren Redner hat sich auch darüber beschwert, daß zwar die Arbeitswilligen geschützt würden gegen Bedeutungen, Erörterungen der Streitenden u. s. w., daß aber nicht die Streitenden geschützt würden gegen Erörterungen und Zwang der Arbeitswilligen. Wenn Sie das wünschen, sind wir mit Freude bereit, eine solche Bestimmung noch in das Gesetz aufzunehmen, falls Sie das für eine Lücke halten, aber bisher haben wir nur von dem Terrorismus der Streitenden gegen die Arbeitswilligen gehört, aber nie von dem Terrorismus der Arbeitswilligen gegen die Streitenden. Es war absolut kein Bedürfnis dafür vorhanden auf Grund der praktischen Erfahrungen, solche Bestimmungen aufzunehmen. Wenn schließlich gefragt wurde — ich halte das freilich nur für einen Scherz, — (Zuruf links), — nein, ich komme zu einer neuen Frage, Herr Abgeordneter Lenzenmann — daß, wenn dieses Gesetz schon in Kraft wäre, so würde sogar ein Mitglied der verbündeten Regierungen, der Herr Staatssekretär v. Bodenbelski, unter dasselbe fallen, so haben die Herren dabei vergessen, daß die Disziplinarbefugnis, die die vorgesetzten Bevölkern haben, selbstverständlich durch dieses Gesetz nicht berührt würde, und daß vor allen Dingen nicht berührt werden irgend welche Nachtheile, die jemanden in berechtigter Weise unter gegebenen Voraussetzungen in Aussicht gestellt werden. Meine Herren, ich bin überhaupt überrascht über die Auffassung, die man der Vorlage zum Theil — gerade von der linken Seite des Hauses — hat zu Theil werden lassen. Wenn die Herren sich noch gütig der politischen Kämpfe erinnern wollen, die in den verschiedenen deutschen Staaten um die Erlangung einer Verfassung, um die Durchführung dieses Artikels der Verfassung, die Frage, um die es sich handelt, sondern seitdem von ihrem Koalitionsrecht einen übermäßig

breite, der Schutz der persönlichen, der bürgerlichen Freiheit (Sehr richtig! rechts), und jetzt bei dieser Erörterung über die Vorlage ist Ihnen die persönliche Freiheit der Arbeitswilligen so vollkommen gleichgültig, daß Sie sie preisgeben dem Potum einer kleinen Zahl von Agitatoren oder einer Minorität. (Sehr wahr! rechts, Zurufe links.) Die Herren Konseriativen haben gestern von Streit gesprochen, die so oft frivole angezeigtet werden. Das sollten sich auch die Herren der Sozialdemokratie überlegen. Sie haben gestern gefragt: Wer entscheidet denn darüber, ob ein Streit frivol ist? — Das ist ja eben das Schlimme bei der ganzen Sache. Wenn die Arbeitswilligen sich wirklich nur einem Streit freien

und daß der Reichstag, wenn er bei dieser Vorlage der verbündeten Regierungen später vor dieselbe Frage gestellt werden sollte, mit schweren Schäden hintanzuhalten, zurückstellen, bis diese weitaufergehenden schwierigen Aufgaben gelöst sind? Ich weiß nicht, ob meine wenigen Worte geeignet sind, die verschiedenen Auffassungen auszugleichen. Ich wünschte, es wäre der Fall. Denn wir dürfen diejenigen Ereignungen in unserem sozialpolitischen Leben nicht gleichgültig gegenüberstehen. Wir haben die erschienene Aufgabe, mit der Gesetzgebung zu helfen, reprimend gegen Ausschreitungen und unterstützend die gesunde Entwicklung zur Verbesserung der Lage der arbeitenden Klassen. Das war der Gang unserer bisherigen Gesetzgebung. Darauf wollen wir auch in Zukunft festhalten. (Beifall.)

Präsident Graf Ballerstrem: Der Herr Bevollmächtigte zum Bundesrat hat es bei Beginn seiner Rede für angebracht erachtet, die Anerkennung eines Abgeordneten, welche ich bereits rezipiert hatte, noch einmal zu rezipizieren. Das ist ein Verfahren, welches bis jetzt bei den hochverehrten Mitgliedern des Bundesrates nicht üblich war und das ich auf e 1891/92 sind als nichts als Kindereien und Ungeheuer bezeichnet worden. Aber in den damaligen Auseinandersetzungen hat doch eine schwere gemeinsame Gefahr gelegen, die wurde in einer Versammlung der Bergleute bei im ganzen Saarrevier die Arbeit einzustellen. Überall in Böten herumgeschildert, welche die Arbeiter dazu aufgerufen, mittels Kontraktabschlusses die Arbeit nieder. Man auch nicht eine Forderung zu stellen. Eine solche ist vielmehr nachträglich gestellt worden. Eine Niederkunft der war also vollständig frivol und hatte keinen Anlaß. Ich glaube, Sie werden gut thun, wenn wir tagung wieder zusammenkommen, nochmals in die gesammelten Arbeitsergebnisse einzutreten. (Brüderlichkeit lins.)

Minister Breitfeld: Es ist selbstverständlich nicht meine Absicht gewesen, das Urteil des Präsidenten dieses hohen Hauses herabzudrücken und Kritik anzulegen an Anerkennungen des Präsidenten. Darauf habe ich nicht im Entferntesten gedacht. Ich habe aber geglaubt, meinerseits die Berechtigung zu haben, meinem Bedauern darüber Ausdruck zu geben, daß dieses Haus abgewichen ist, in dem Vorlage des letzten Redners, von dem Gebrauch, welcher in allen zivilisierten Staaten der Welt besteht. (Unruhe.) Darauf habe ich ein volles Recht.

Präsident Graf Ballerstrem: Ich kann nur bei dem bleibe, was ich vorher gesagt habe.

Sächsischer Bevollmächtigter Fischer erklärt, daß die sächsische Regierung natürlich der Vorlage zugesimmt hat. Der Abg. Roedike hat das Urteil des hiesigen Landgerichts abgelehnt. (Zurufe lins.) Das sind doch keine Kinderheiten! Der Ausschluß sollte die Bedeutung haben, in dem ganzen Gebiete, welches auf die Saarfohlen angewiesen war, die Zeitschriften zum Stillstand zu bringen. In einer Streitauflösung der Führer der Bergleute hieß es damals: Erkenne nun Deine Macht, Bergmann! Wenn Dein starker Arm fehlt, stehen alle Räder still. (Heiterkeit lins.) Wollte man also etwas Anderes als die ganze Gewerbeaktivität innerhalb des Gebietes, das auf die Saarfohlen angewiesen war, zum Stillstand bringen? Der Streit dauerte damals drei Wochen; die Industriellen hatten sich vorgesehnen, weil sie die vorhandene Gefahr der Arbeiter sahen, und so in ein tatsächlicher Kohlenmangel nicht entstanden. Wenn über den Streit länger gedauert hätte — und er setzte sich in das Saarrevier fort, wo man einen Sympathiekreis mache, bei dem es auch zu Ausschreitungen kam — so hätte die Industrie ihre Tätigkeit einstellen und ihre Arbeiter entlassen müssen. Wenn auch die Eisenbahnverwaltung keine Kohlen mehr brachte, wenn große Städte die tägliche Zufuhr durch die Eisenbahn nicht mehr erhalten, wenn man die Straßen nicht mehr frisch machen konnte (Abg. Singer: Das wäre ja händerhaft). Praktisch kommt (Abg. Singer: Das wäre ja händerhaft). Graf Ballerstrem bittet, die Unterredungen weiterzuführen. (Graf Ballerstrem: Bitte, ein solcher Zustand etwa nicht einer Gemeinen ...)

Abg. Haubmann-Böblingen (D. Bp.): Die Aussichten der Vorlage stehen unter Null, daran ändern auch die heutigen Ausführungen der Mitglieder des Bundesrats nichts; Ausführungen, die vielleicht in einem Abgeordnetenhaus, hervorgegangen aus dem Dreiklassenwahlrecht, Eindruck machen könnten. Der Reichstag läuft sich durch ein Mitglied des Bundesrates nicht darüber belehren, was ihm gestattet ist.

Präsident Graf Ballerstrem: Ebenso wenig wie ich einer Mitgliede des Bundesrates gestattet habe, eine von mir eingesetzte Frage wieder aufzunehmen, kann ich es Ihnen gestattet daro

auf den ersten Blick einleuchtend erklären. (Graf Ballerstrem: Aber in

wir gehen, daß der Streit der Eisenbahnarbeiter den Eisenbahnverkehr unterbrach und kostete Vermögensverlust, und Hunderte von Menschenleben opferte. Und wenn das Gesetz nun solchen Gemüthsärgkeiten entgegentritt, wollen Sie dem Staat dieses Mittel verweigern? Unter den Ordnungsparteien herrschte schon früher Einverständnis über die Ausgestaltung des § 153, die doch jetzt in der Vorlage tatsächlich vollkommen rational ist. (Widerspruch lins.)

Der Schutz der Freiheit ist doch noch wichtiger als der Schutz der Koalitionsfreiheit. Diese Konsequenzen können Sie doch nicht ablehnen. § 153 bestrafte jene, wer den Austritt zu einer Koalition erzwang, oder den Rücktritt hinderte. Nun muß doch auch bestraft werden, wer den Austritt hindert und den Rücktritt erzwang. Die Vorlage führt also eine Lücke des Paragraphen 153, die soll nun die wenn eine gemeinsame Sicherheit verhindert werden muss. Der Handelsminister hat zugeben müssen, daß die Unternehmern in feinerer Form vorgehen. Aber gerade die Form wird unter das Strafgesetz gestellt zu Ungunsten der Arbeiter. Der Nichtfreifahrer soll den Staatsanwalt zum Schutz erhalten, der Streitende aber erhält keinen Schutz; und

Das ist doch ein durchaus ungünstiges Gesetz. (Graf Ballerstrem: Es werden neue Straftaten geschaffen, nur zur Rechtsverwirrung im Volke führen. Ich verweise darauf, wie die Rechtsprechung schon

einer Verfassung, die breiten, um die es sich hauptsächlich handelt, der Schutz der persönlichen, der bürgerlichen Freiheit (Sehr richtig! rechts), und jetzt bei dieser Erörterung über die Vorlage ist Ihnen die persönliche Freiheit der Arbeitswilligen so vollkommen gleichgültig, daß Sie sie preisgeben dem Votum einer kleinen Zahl von Agitatoren oder einer Minorität. (Schr. wahr! rechts. Zurufe links.) Die Herren Konservativen haben gestern von Streiks gesprochen, die so oft frivol angezeigt werden. Das sollten sich auch die Herren von der Sozialdemokratie überlegen. Sie haben gestern gefragt: Wer entscheidet denn darüber, ob ein Streik frivol ist? — Das ist ja eben das Schlimme bei der ganzen Sache. Wenn die Arbeitswilligen sich wirklich nur einem Streite fügen müßten, der fittlich berechtigt ist, aus einer fehlerhaften oder unerheblichen Handlung des Unternehmers heraus, aber ein Streik wird ja oft nur von wenigen Personen provoziert (Unruhe und Zurufe bei den Sozialdemokraten), von wenigen Personen, meine Herren, die zufällig das Heft in den Händen haben, und diese wenigen Personen sind leider meist Geschworene, Richter, auch Exekutoren der Sache. (Zurufe.) Darin liegt das Ungerechte, das Unverträgliche für die Arbeitswilligen, daß sie sich dem Despotismus von so kleinen Minoritäten fügen müssen, und dabei noch solche unberedliche Mittel gegen sie geltend gemacht werden. Ich erinnere umgekehrt daran, mit welcher ungeheuren Härte es gerade von Ihnen beurteilt wird, wenn ein untergeordneter Polizeibeamter sich irgend einen Übergriff zu Schulden kommen läßt, namentlich gegen die persönliche Freiheit eines Staatsbürgers, ein untergeordneter Polizeibeamter, der zum großen Theil doch aus denselben Gesellschaftsschichten hervorgegangen ist, aus denen der größte Theil der Arbeiter stammt, mit dem Unterschiede nur, daß der Mann in der Regel bereits durch die Schule der Armee hindurchgegangen ist. Da ist man ja außerordentlich empfindlich. Daß aber die persönliche Freiheit eines Arbeitswilligen von streitenden Geノossen auf das Schwerte gekrempft wird, läßt man ruhig hingeben, das hält man für ein gut begründetes Recht kleiner Minoritäten. Man hat uns auch vorgeworfen, daß wir uns auf die ausländische Gesetzgebung bezogen haben, und der Herr Abg. Lenzmann hat mitgetheilt, daß der Erkenntnis des House of Lords, was mir noch nicht bekannt war, sei ergangen. Ich habe sofort nach London telegraphiert, um mir dieses Erkenntnis kommen zu lassen; ich habe es leider noch nicht erhalten. Dem sei aber, wie ihm wolle — ich schenke selbstverständlich den Mittheilungen des Herrn Abgeordneten vollkommen Glauben —, ich halte ich den Vorwurf gegen die verbündeten Regierungen, daß wir uns hier auf die ausländische Gesetzgebung berufen haben, doch für ungerecht. In wie vielen Fällen, meine Herren, ist uns vorgehalten worden: wenn die verbündeten Regierungen irgend ein Gesetz vorlegen auf wirtschaftlichem oder politischem Gebiete, so müsse man gleichzeitig die Verhältnisse im Auslande studiren, man müsse diese Verhältnisse in der Begründung zur Darstellung bringen. Hier, wo wir es thun, wird uns das zum Vorwurf gemacht. (Widerspruch links.) Und es wird uns sogar zum Vorwurf gemacht, daß wir die Gesetzgebung zitieren von einem Lande wie England, das uns stets in allen Arbeiterfragen als Musterland vorgehalten wird. Meine Herren, mögen Sie über das Verbot des Streikpostenschein dienten, wie Sie wollen, das ist doch unzweckhaft, daß durch die englische Conjurationsbill eine Anzahl Vorgänge, die mit dem Streikpostenschein tatsächlich zusammenhängen, unter schwere Strafe gestellt sind. (Widerspruch und Zurufe links.) Ich will zum Schluß noch offen, nicht die Arbeiter sondern den Staat, sondern von ihrem Koalitionsrecht einen übermäßig brauch gemacht und dadurch den Unwillen der Arbeiter ohne einen gewissen Terrorismus und Zwang kann ein Siede nicht durchgeführt werden, das sollte auch der Staatssekretär erkennen. Die Arbeitgeber kommen auch ohne einen gewissen Zwang nicht aus. Der Staatssekretär sprach davon, daß der Terrorismus in die Schulen eingedrungen sei. In dagegen kann doch das vorliegende Gesetz nichts machen. Ausschreitungen sind vorgetreten, das wissen wir, aber sind auch bekräftigt worden, das wir zum Theil mit schweren Strafen. Wenn die Vorlage Gesetz würde, da würden die Arbeiter schwerlich jemals bei irgend einem Streik durch die Maschen dieses Gesetzes hindurchschlüpfen. Es verweist auf die terroristische Haltung der Bauunternehmer gegenüber den Bauarbeiter bei der jetzigen Aushebung, legt nachdrücklichen Protest ein gegen das Bestreben der Bauunternehmer, die Arbeiteraussperrung auf ganz Deutschland auszudehnen. Die Übernahme des Arbeitnachschlags allein in die Hand der Arbeitgeber, wie sie in der Konferenz in Leipzig geplant wurde, läuft darauf hinaus, daß ein Zwang gegen die Arbeiter ausübt, damit sie sich unter allen Umständen den Willen des Unternehmers unterwerfen. Redner verweist wegen Entstehung der Vorlage auf die Bielefelder Rede des Präsidenten Graf Ballerstrem: bittet den Redner, nicht um glaubwürdige Auskünfte des Kaisers in den Bereich der Debatte zu ziehen.) Bisher war ich der Meinung, daß der Präsident nur unbeglaubliche Auskünfte ausschließen wollte. Die von mir angeführte Rede ist aber im "Reichs-Anzeiger" öffentlich worden. Hätten die Räthe der Stadt damals gleich die Arbeiter, nicht bloß die Arbeitgeber vertragt, so wäre uns nicht nur die Deynhäuser Rede erspart geblieben, sondern auch diese Vorlage. (Zustimmung links.) Ich kann nur bedauern, daß am Ende einer Session, in jeder ein so humanes Gesetz, wie die Invalidenversicherungsvorlage, sogar mit Zustimmung der Sozialdemokratie erledigt wird, mit einer so arbeitsfeindlichen Vorlage befaßt wird. Das Koalitionsrecht ist das Hauptrecht des Arbeiters, wird geschützt werden muß. Es wird davon gesprochen, daß b. Ablehnung dieser Vorlage der Reichstag aufgelöst werden soll. Ich befürchte das. Sollte es aber gelingen, dann wäre es selbstsam, daß der Reichstag aufgelöst wird wegen des Koalitionsrechts, das Abgeordnetenhaus vielleicht wegen der Kanalvorlage (Heiterkeit). Wenn die Herren des Fabrikantenclubs mein Anschauungen nicht teilen, so bedauere ich das. Die Bevölkerung wird sie belehren, daß im zwanzigsten Jahrhundert Grundlagen wie sie in dieser Vorlage vertreten sind, nicht mehr gelten können. Ich hoffe, daß diese Vorlage noch vor Ablauf des 19. Jahrhunderts verworfen werden wird. (Zustimmung links.)

noch nicht erlebt. (Heiterkeit links.) Über in mir gesehen, daß der Streik das Eisenbahnbetriebe unterbricht und folglich den Eisenbahnverkehr unterbricht und folglich Vermögens...ungen, die man auf eine Viertel-Milliarden berechnet, verursacht und Hunderte von Menschenleben opferte. Und wenn das Gesetz nun solchen Gewaltthärtigkeiten entgegentritt, wollen Sie dem Staat dieses Mittel verweigern? Unter den Ordnungsparteien herrsche schon früher Einverständnis über die Ausgestaltung des § 153, die doch jetzt in der Vorlage tatsächlich vollkommen rationell ist. (Widerspruch links.) Der Schutz der Freiheit ist doch noch wichtiger als der Schutz der Koalitionsfreiheit. Diese Konsequenzen können Sie doch nicht ablehnen. § 153 bestraft, wer den Zutritt zu einer Koalition erlangt oder den Rücktritt hindert. Nun muß doch auch bestraft werden, wer den Zutritt hindert und den Rücktritt erzwingt. Die Vorlage füllt also eine Lücke des Paragraphen aus. Prüfen Sie doch erst in der Kommission die Gründe, die wir dafür haben! Das ist doch ein durchaus billiges Verlangen! (Widerspruch links.) § 8 soll nun die Ausschreitungen schwächer bestrafen, wenn eine gemeine Gefahr vorhanden ist. Ist das ein unverständiger Gedanke? Sie mögen über die Abmessung und die Art der Strafe verschiedener Meinung sein. Das sind Dinge, über die man sich in der Kommission unterhalten kann. (Widerspruch links; Ruf: Wir wollen keine Kommission!) Mit Unrecht vermitzt man in diesem Gesetz eine paritätische Behandlung der Arbeitgeber und Arbeiter. Diese ist ja die Grundidee der ganzen Vorlage. Glauben Sie, daß noch eine Lücke im Gesetz ist, so sagen Sie es doch und stellen Sie Anträge. (Zuden und Zwischenrufe bei den Sozialdemokraten.) Die Arbeiter befinden sich in einer weniger günstigen Lage und auf einer tieferen Bildungsstufe, als die Arbeitgeber, und da ist es sehr natürlich, daß sie zu solchen Ausschreitungen kommen, und sie müssen deshalb auch im einzelnen Fälle milde beurtheilt werden. (Heiterkeit links.) Wenn die Streikfassen erhofft sind, die Unterstützungen abnehmen, die Hoffnungen schwinden und mehr und mehr Arbeiter abfallen und sich bereit erklären, die Arbeit aufzunehmen, dann kommt schließlich die Verzweiflung und es geschehen Ausschreitungen, die wir gerade verhindern wollen. (Zuden bei den Sozialdemokraten.) Man sagt nun: warum schreitet Ihr nicht ein en die großen Syndikate gegen die Ringe der Unternehmer? Diese Vereinigungen der Unternehmer haben bisher kaum günstig gewirkt. (Hört, hört! links.) Sie haben bestellt, daß die große Preis- und Lohnentwicklung eine gleichmäßige, eine regelmäßige geworden ist. Das plötzliche Hinaufschieten und Sinken der Löhne, das der Arbeiter gar nicht vertragen kann, ist dadurch vermieden worden. Aber ich verkenne durchaus nicht, daß mit der Thätigkeit efer Syndikate eine große Gefahr verbunden ist, daß die Regierung sagen muß: nein, das geht zu weit, wenn in dieser Weise die Preise in die Höhe getrieben werden, wir müssen mit gelegentlichen Maßnahmen dagegen einschreiten. Gleiche Erwägungen haben schon verschiedene Gesetzgebungen beschäftigt, aber es ist ein Problem der allerlichsteigen Art. Aus dem österreichischen Entwurf entnehme ich das Eine, daß man im Wege des Gesetzes eine Unterlage schaffen will für einen statistischen Überblick aller ähnlichen Erscheinungen auf diesem Gebiet. Der Abg. Lieber hat gemeint, daß eine Ausgestaltung des § 153 der Gewerbeordnung ebenso notwendig wäre wie die des § 8. Er will eine ganze Reihe von gelegentlichen Tendenzen herbeiführen, die gleichzeitig mit diesem Gesetz erfaßt werden sollen, ob im Rahmen dieses Gesetzes er in einer besonderen Gesetzesvorlage, habe ich seiner Rede zu achten können. Jedenfalls gehört das, was er

besonders gegenüber dem Nachdruck, mit welchem der Präsident für die Würde und die Rechte des Hauses eingetreten ist. (Große Heiterkeit.)

Präsident Graf Ballerstrem: Ich bitte den Redner, wieder ein zustimmendes noch ein abfälliges Urtheil über meine Geschäftsführung sich zu gehalten. (Große Heiterkeit.)

Abg. Haukemann (fortfahren): Der preußische Handelsminister hat sehr richtig die Begleiterscheinungen der Arbeiterausstände geschildert und dennoch will er diese Erscheinungen unter Strafe stellen. Das heißt doch wirklich nur, daß die Arbeiter zwar das Koalitionsrecht haben, aber daß dasselbe mit allen möglichen Füllzangen umgeben werden muß. Der Handelsminister hat zugeben müssen, daß die Unternehmer in seiner Form vorgehen. Aber gerade die Form wird unter das Strafgesetz getreten zu Ungunsten der Arbeiter. Der Rechtsstreitende soll den Staatsanwalt zum Schutz erhalten, der Streitende aber erhält keinen Schutz; und da soll Licht und Schatten gleichmäßig vertheilt sein! Es werden neue Strafthaten gefasst, was nur zur Rechtsverwirrung im Volke führen kann. Redner verweist darauf, wie die Rechtsprechung schon abgewichen sei von den früheren Grundsätzen. Die Vorlage ist ein grober Fehler, eine grobe Provokation der arbeitenden Klassen, die sich als Verfolgte vorkommen müssen. Wenn die Herren von der Rechten als Lohnarbeiter im Leben stehen würden, so würden sie auch für die Verbesserung der Löhne eintreten; Sie würden die Belästigungen des Bossenstehens als eine ungerechte Verfolgung empfinden. Alle Arbeiter, die katholischen und evangelischen, nicht bloß die Baffermannschen Gestalten, sondern auch die Biebermannschen Gestalten, sprechen sich gegen den Entwurf aus. Regieren heißt vorherrschen; der Reichskanzler hat aber nicht vorhergesehen, welchen Eindruck die Vorlage machen würde. Er hätte etwas mehr Führung mit dem Volke bewahren sollen. Wieviel staatsmännischer waren die Ausführungen des Herrn Baffermann gegenüber denen des Bundesrats, der einstimmig diese Vorlage angenommen hat! Die Regierung wird aber damit eine entschiedene Niederlage erleiden; denn eine große Mehrheit hält den Entwurf nicht einmal für wert, eine Kommissionsberatung zu veranstalten. Was Deutschland braucht, ist nicht mehr Zuchthaus, sondern mehr Freiheit, nicht mehr Urtheile, sondern mehr Urtheil. (Zustimmung links.)

Abg. v. Carlins: Von Polen wird wohl Niemand etwas Anderes, als ein ablehnendes Votum erwarten, wenn wir auch keine Freunde von Ausschreitungen sind. Terrorismus wird aber nicht bloß von Arbeitern geübt, sondern auch von Seiten der höheren Beamten gegen die niedrigeren und von Seiten der Regierung überhaupt gegen die Beamten, namentlich bei den Wahlen. (Präsident Graf Ballerstrem: Die Ausführungen des Redners stehen in keinem Zusammenhang mit der Vorlage.) Redner erklärt sich gegen die Vorlage, welche das Verhältnis und Erbitterung und geradezu eine Vernichtung des Koalitionsrechts mit sich bringen müßte; die Polen werden gegen das Gesetz und gegen jede Kommissionsberatung stimmen! Abg. Winter (Grauer): Wir stehen auf dem Boden der sozialen Verhöhnung; wir missbilligen alle Ausschreitungen bei Streiks, aber wir erkennen in den Koalitionen der Arbeiter das einzige Mittel zur Errreichung ihrer Bestrebungen. Einer Beschränkung des Koalitionsrechts der Arbeiter können wir gegenüber der starken Stellung, welche die Arbeitgeber einnehmen, nicht zustimmen.

Um 5½ Uhr wird die weitere Beratung bis Donnerstag 11 Uhr verlängt. Vorher Beratung des Antrages auf Vertragung des Reichstages; nachher dritte Lesung des Nachtragsgesetzes etc.

## Landtags-Verhandlungen. Abgeordnetenhaus.

79. Sitzung vom 21. Juni 1899. 11 Uhr.

Am Ministerthale: v. Miquel, Schönsleben.

Zur zweiten Berathung steht der Gesetzentwurf, betr. die Versetzung richterlicher Beamten in den Ruhestand.

Die Kommission hat die obere Altersgrenze von 75 Lebensjahren gestrichen und den Zulag gemacht: "Auf seinen Antrag kann ein Beamter auch zu einem früheren Zeitpunkte (d. h. vor dem 1. Januar 1900), jedoch spätestens mit dem Ablaufe des 30. September 1899, in den einfamiligen Ruhestand versetzt werden. Er bezieht ab dann das Wartegeld drei Jahre lang von diesem Zeitpunkte ab."

Justizminister Schönsleben: Die Regierung kann ihre Gründe für eine obere Altersgrenze nicht als widerlegt betrachten. Aber Angehörige der Anstaltung der überliegenden Mehrheit der Kommission will sie gegen den Kommissionsantrag keinen Widerspruch mehr erheben unter der Voraussetzung, daß nicht noch weitergehende Forderungen gestellt werden.

Abg. Willebrand (B.) erklärt, daß seine Freunde für die Kommissionsbeschluß stimmen werden.

Abg. Graf Limburg-Stirum (L.): Die Vorlage betrifft einen ganz seltenen Fall. Der Richterstand ist schon bevorzugt vor anderen Beamten durch seine Unabsehbarkeit, aber dies liegt im höheren politischen Interesse. Wir werden für die Regierungsvorlage stimmen, und falls sie geändert werden sollte, behalten wir uns vor, dagegen zu stimmen.

Finanzminister v. Miquel bemerkt, daß auch er Anfangs der Stimmung des Hauses seinen Widerspruch gegen die Kommissionsbeschluß fallen lassen habe. Die Rentenversorgung werde jetzt in das Gewissen des Richter gestellt. Über den Zulag der Kommission könne er noch keine Erklärung für die Regierung abgeben und müsse sich diesbezügliche Abstimmung im Staatsministerium vorbehalten.

Abg. Kirsch (B.) empfiehlt dringend die Beseitigung der oberen Altersgrenze. Weitere Anträge stelle er nicht, beklagt aber, daß die Rentenversorgung nach der Fassung des Gesetzes in das Ernassen der Justizverwaltung gefallen sei, daß die Richter danach nur pensioniert werden können.

Justizminister Schönsleben erwidert, daß er von dem Gesetz einen durchaus wohlmöllenden Gebrauch machen werde, aber solche Richter über 75 Jahre könnten nicht unter das Gesetz fallen, von denen schon jetzt feststehe, daß sie den neuen Anforderungen nicht mehr genügen seien.

Abg. Mundel (Fr. Bp.) will auch davon absehen, weitergehende Anträge zu stellen, um das Zustandekommen der Kommissionsbeschluß nicht zu gefährden. Das Gesetz sei allerdings ein Ausnahmegesetz, aber sonst habe man doch auf der Rechten keine Bedenken gegen Ausnahmegesetze. (Heiterkeit.) Unter den obwaltenden Umständen müsse man dem Richter möglichst entgegenkommen. Wenn ein Richter sich nicht mehr dienstfähig halte, der Minister es aber thue und die Rentenversorgung nicht bewilligen wolle, so müsse man doch dem Richter mehr glauben, denn es käme

oft vor, daß ein Mensch sich überhäuse. Wenn ein Richter sich nicht pensioniert, werde Minister noch für dienstfähig anscheine, sich unfähigkeit dieses Richters nach einem Jahr sei es eine Ungerechtigkeit, daß ihm die Wohlsegen nicht zutreffen.

Abg. v. Bedlich (frk.) stimmt den beschluß zu.

Das Gesetz wird in der Kommission nominiert; dagegen stimmt nur ein kleiner servativen.

Es folgt die zweite Berathung des Hauses für 1899.

Zum Wiederaufbau des Präsidentiumsburg bei Homburg v. d. H. werden als erste gefordert.

Die Abg. Götschen (nl.) und Windeler ihre hohe Freude und Anerkennung über die aus, durch welche den wertvollen Altershütern eine würdige Aufbewahrungsstätte geschaffen. Die Forderung wird bestimmt. Im Übrigen Nachtragsetat ohne Debatten unverändert bewilligt.

Auf Grund des Berichts der Rechnungsleitung die allgemeine Rechnung über den Staatshaushalt und die Rechnung über die Fonds des ehemaligen Reiches für 1895/96 wird der Regierung erheitelt.

Es folgt die zweite Berathung der Novelle zu über die Vertheilung der öffentlichen Lasten zu Breitungen und die Gründung neuer Ansiedlungen, reicht der Bergwerksbesitzer gegen neue Ansiedlungen von Bergwerken.)

Art. I enthält die Bedingungen, unter welchen feldungsgemäßigung in Folge Einpruchs des Rechtes unter dem Ansiedlungsgrundstück liegenden Bergwerke werden kann.

Die Kommission beantragt den Zulag. Erfolgt die weisung des Einpruchs aus dem Grunde, weil die Verhältnisse das Sicherheitsinteresse von Sicherheitsbehörden zu notwendig erachtet, so unterliegt der Bescheid der Ortsbehörde keiner weiteren Aufhebung.

Abg. Schmiding (nl.) erklärt sich mit Entgegnung, daß dieses Gesetz auch auf Westfalen Anwendung solle, will aber seinen in der Kommission abgelegten Antrag nicht wiederholen.

Handelsminister Brefeld erklärt sich mit den Kommissionsbeschluß einverstanden.

Die Vorlage wird ohne weitere Debatten unverändert den Kommissionsbeschluß angenommen.

Die hierzu eingegangenen Petitionen werden für erledigt.

Es folgt die erste Berathung des vom Abg. Weiß Herford (L.) beantragten Gesetzentwurfs zur Abänderung, betr. die Förderung der Errichtung von Rentengütern. Danach soll dieses Gesetz auch Anwendung finde auf kleine Betätigungen, die nur aus einem Hause mit Land bestehen, wenn ein kommunaler Verband oder

gemeinnützige Baugenossenschaft Rentenguts-

Herford (L.) begründet seinen Antrag mit der dem Wohnungskleid der Arbeiter zu Leute auf dem Lande seßhaft zu machen, unten verhindern würde. Der Staat habe diese an der Lösung der Wohnungsfrage. Die reiche nicht aus, der Staat müsse eintreten.

des Staatsministeriums v. Miquel erwähnt die Regierung noch keine Erklärung über den Zulag. Es sei ja sehr bequem und heute auch alle Aufgaben dem Staat und dessen Beweisen. Welche Bedenken das habe, habe man nicht gesetzt. Der Antrag schreibe die ganze Wiederherstellung des Staates zu.

wollen für 1900 Rentenbriefe zum Betrage von 100 Millionen ausgeben werden. 62 Milliarden werden, und kein Finanzamt, wenn erst ein Anfang mit der Staatsregierung, dem Ansturm weiterer Forderungen die Kommunen können auf diesem Gebiete

gehen. Der Antrag scheine ihm wenig geeignet zu sein. Prinzipiell obsta!

Wang sei leicht, aber man müsse bedenken, was

bedeutet. Gegen eine Beratung dieser

zialen Frage der Wohnungsverhältnisse in

gegen habe er nichts einzubringen. Hier

eine Aufgabe der Kommunen vor, die bisher

hatten, aber z. B. durch die Besteuerung den arbeiterwohnhäusern wesentlich erleichtern könnten.

v. Riepenhausen (L.) bestreitet, daß die Antragsvorrichtung genug vorgegangen seien. Der Minister

angegeben, daß der Antrag der allgemeinen Stimme. Daher möchte er auch der Regierung ge-

Der Minister fürchtet, daß aus den 2 Millionen

orden werden könnten. Wir kennen doch den Minister

sei, wie er die Staatsgelder zusammenzuhalten ver-

Was aus einem Baby werden könnte, bedenke man

sollte darauf an, welche Charaktereigenschaften man

Entwickeln. Rechner beantragt die Überweisung

trages an eine Kommission von 14 Mitgliedern.

Abg. v. Miquel bemerkt noch, daß von diesem An-

drückt in ganz wenigen Landesteilen unter besonderen

Umständen Gebrauch gemacht werden könnte. Es hieße

eine große Sache an einem kleinen Zipfel ansetzen. Wenn

diese Weise Arbeiter auf dem Lande angesiedelt werden

so reichen nicht 2 Millionen, es müßten 100 Mil-

lionen sein.

Abg. v. Bedlich (frk.) erkennt die hohe und wichtige

Frage, Arbeiter anzusiedeln, an, kann aber den Antrag

als ein geeignetes Mittel dazu betrachten. Die ganze

Kultur des Rentengütergesetzes weise lediglich auf land-

liche Güter hin. Die Bevölkerung ist benützend Grundstücke hin. Die Bevöl-

lungsgrenze sei ja auch nach der Ertragsfähigkeit be-

stimmt. Dem Antrag auf Kommissionsberatung schließt

sich an.

Abg. Siize (B.) gibt zu, daß dieses Gebiet in erster Linie zu den Aufgaben der Kommunen gehören, möchte aber auch die Tätigkeit des Staates in dieser Richtung, in welcher er bisher noch garnichts gethan habe. In den Vororten der großen Städte ließe sich von dem Antrag sehr wohl Gebrauch machen; es sei ja ein erstrebenswertes Ideal, in der Umgebung der Großstädte Kolonien zu schaffen. Der Staat müsse endlich einmal einen praktischen Anfang auf diesem Gebiete machen, auch in Bezug auf eine einheitliche Bauordnung.

Minister v. Miquel erwidert, daß schon früher der Landtag die außerordentlichen Schwierigkeiten anerkannt habe, welche dem Erlaß einer einheitlichen Bauordnung für den ganzen Staat entgegenstehen; die Verhältnisse seien ja ganz verschieden. Man sei deshalb mit Polizeiverordnungen vorgegangen und habe damit Erfolg erreicht. In Berlin sehe die Angelegenheit jetzt auf der Tagesordnung. Es komme aber nicht nur auf die Kontrolle der Bauten an, sondern auch auf eine ständige Kontrolle der benötigten Wohnungen. Die großen Unternehmer kümmerten sich leider nicht darum, wo ihre Arbeiter ein Unterkommen finden.

Abg. Möller (nl.) wünscht, daß wenigstens ein Versuch mit einer Gesetzesvorlage gemacht werde, und empfiehlt die Kommissionsberatung. Eine einheitliche Regelung durch Reichs-Wohnungsgesetz oder einheitliche Bauordnung für Preußen werde nicht möglich sein, aber durch Polizeiverordnungen könnten die Wohnungsverhältnisse verbessert werden; über die schlimmsten Zustände sei man ja schon hinaus.

Abg. Goldschmidt (Fr. Bp.) empfiehlt eine dauernde Wohnungsinpektion, verwahrt aber die Stadt Berlin dagegen, daß hier die Wohnungsverhältnisse besonders schlecht seien. Ob das Rentengutsgesetz in der gewünschten Richtung auszubauen sei, werde in der Kommission zu prüfen sein.

Abg. Graf Limburg-Stirum (L.): Wenn man auch mit der Wohnungsbesserung in Berlin anfangen soll, so ist damit noch nicht gesagt, daß hier die Wohnungsverhältnisse besonders schlecht seien. Aber es ist bekannt, daß in den Städten die Wohnungen schlechter sind als auf dem platten Lande. Und in Berlin kann man am ehesten Erfahrungen sammeln.

Abg. Kirsch hebt hervor, daß die Bauordnung nicht nur dem Interesse der Bauunternehmer, sondern auch dem Wohnungsbedürfnisse des kleinen Mannes entsprechen müsse.

Nach einem kurzen Schlafwort des Abg. v. Riepenhausen wird der Antrag Weihen einer Kommission von 14 Mitgliedern überwiesen.

In zweiter Berathung wird der von den Abg. Kirsch (B.) und v. Blethenberg-Mehrmuhr beantragte Gesetzentwurf zur Ergänzung der geistlichen Vorschriften über die Ausübung der Jagd auf eigenem Grundbesitz angenommen.

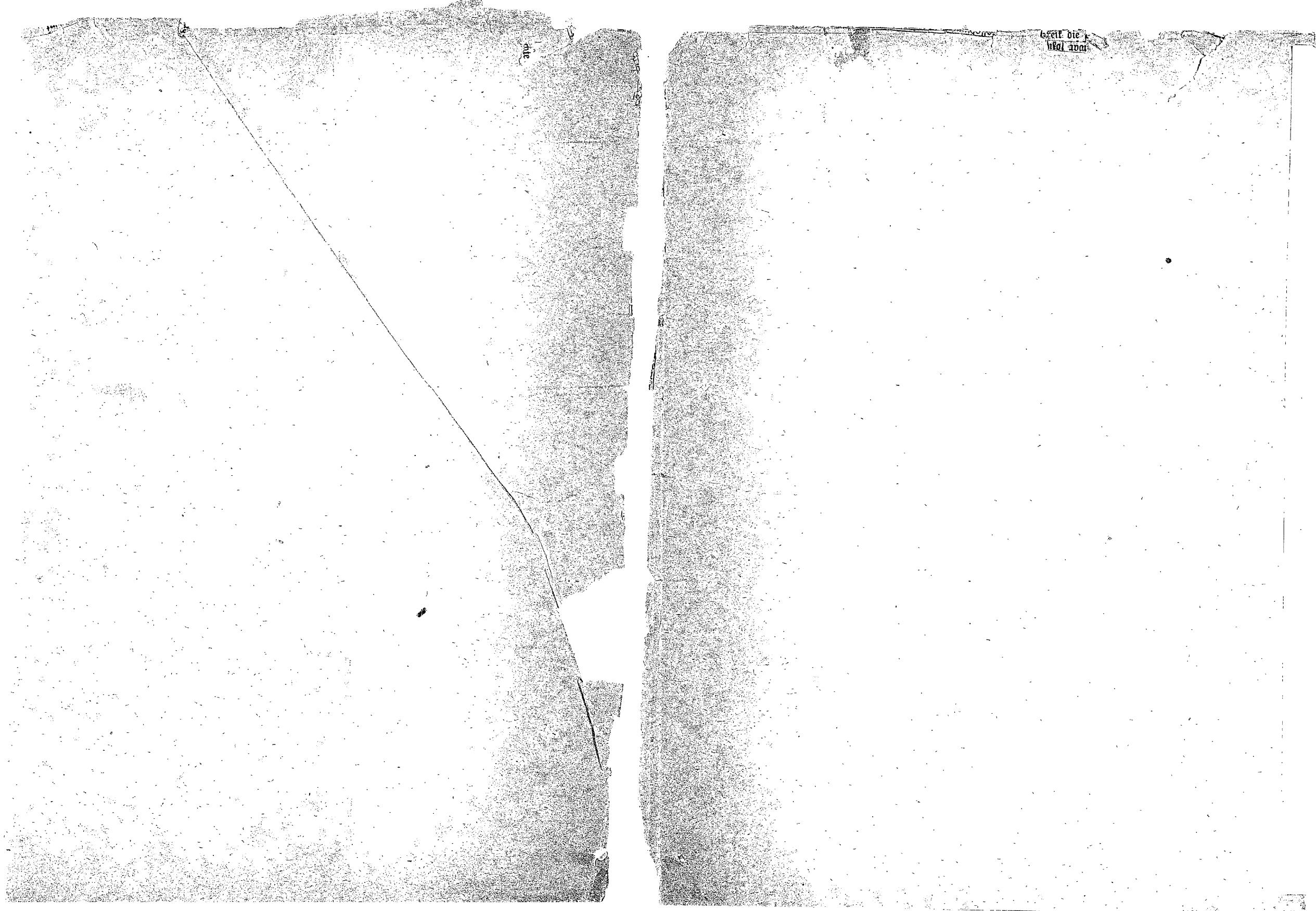
Schluss gegen 2 Uhr. Zweite Sitzung Donnerstag 11 Uhr. (Zweite Lesung des Gesetzentwurfs über die Stellung des Kreisarztes und die Bildung von Gesundheitskommissionen; Petitionen.)

Berantwortlicher Redakteur: Dr. Willi. Lauter in Berlin. Druck und Verla-

ndeutschen Buchdruckerei und Verlagsanstalt, Berlin 48 SW. Wilhelmstraße 32.

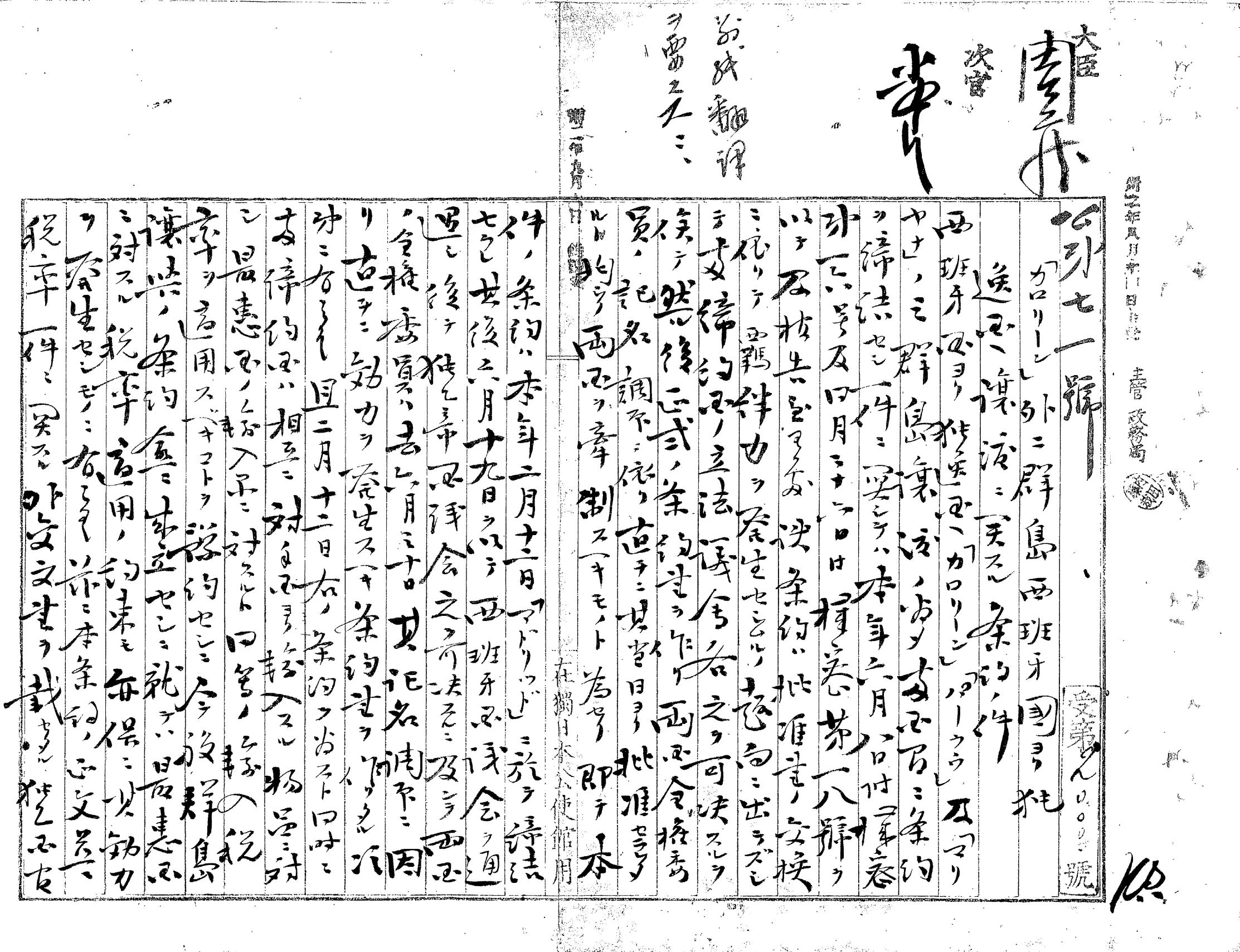
REEL No. 1-0385

0474



REEL No. 1-0385

0475



REEL No. 1-0385

0476

松山城内御用酒造元代手本  
大正元年清酒

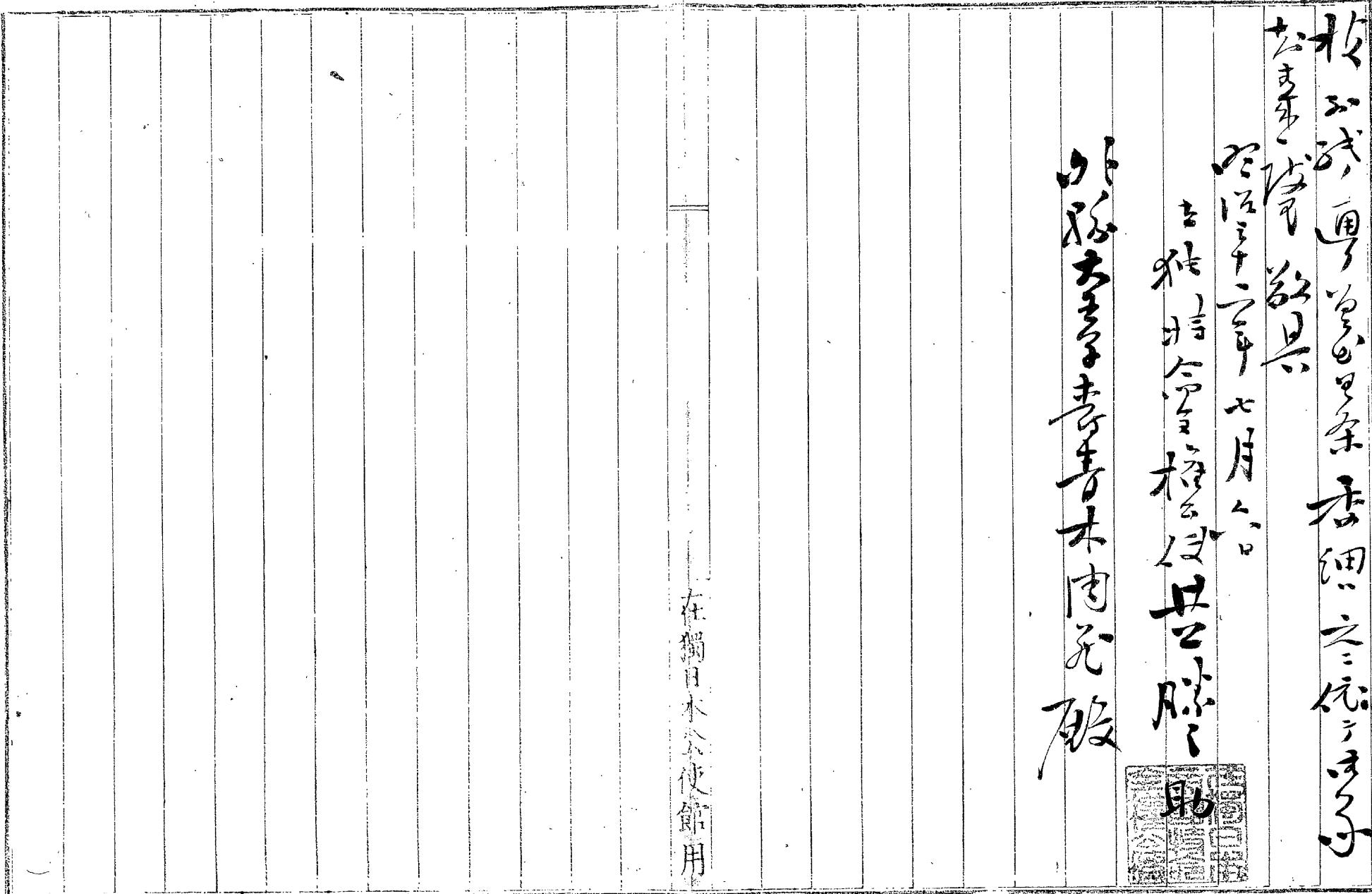
大正元年四月六日

吉田清酒販賣店

大正元年四月六日



在獨日本使館用



REEL No. 1-0385

0477

明治三十二年七月六日竹在独立支那事  
件屬  
桂達西耶牙條約

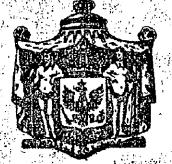
REEL No. 1-0385

0478

荷蘭西班牙、拿約

# Deutscher Reichs-Anzeiger und Königlich Preußischer Staats-Anzeiger.

Der Abzugspreis beträgt zweitlährlig 4 M 50 S.  
Alle Post-Anstalten nehmen Bestellung an;  
für Berlin außer den Post-Anstalten auch die Expedition  
SW., Wilhelmstraße Nr. 32.  
Einzelne Nummern kosten 25 S.



Insertionspreis für den Raum einer Druckzeile 30 S.  
Inserate nimmt an: die Königliche Expedition  
des Deutschen Reichs-Anzeigers  
und Königlich Preußischen Staats-Anzeigers  
Berlin SW., Wilhelmstraße Nr. 32.

N. 152.

Berlin, Freitag, den 30. Juni, Abends.

1899.

Seine Majestät der König haben Allergnädigst geruht: dem Geheimen Regierungsrath Walter zu Arnsberg den Roten Adler-Orden dritter Klasse mit der Schleife, dem Landgerichtsrath a. D. Seminius zu Oels, dem Eisenbahn-Bau- und Betriebs-Inspektor Burgund zu Altona, bisher in Kiel, und dem Gerichtsschreiber, Kanzleirath Wolff zu Danzig den Roten Adler-Orden vierter Klasse, dem General-Postkassen-Buchhalter, Rechnungsrath Cohn zu Berlin den Königlichen Kronen-Orden dritter Klasse, dem Kirchenkassen-Kendanten a. D. Wilhelm Rabe zu Breslau und dem Maurermeister Karl Naue zu Kiel den Königlichen Kronen-Orden vierter Klasse, dem Kanzlei-Schiffen a. D. Franz Handschuh zu Posen, dem Eisenbahn-Vorarbeiter August Steffen zu Kiel, dem Maurerpfeifer Gustav Becker und den Maurergesellen August Lindner und Friedrich Jahre, sämtlich zu Berlin, das Allgemeine Ehrenzeichen, sowie dem Amtsgerichtsrath Lang-Heinrich zu Schwetlitz und dem Sergeanten Scharf im Infanterie-Regiment Nr. 150 die Rettungs-Medaille am Bande zu verleihen.

## Deutsches Reich.

Seine Majestät der Kaiser haben im Namen des Reichs Allergnädigst geruht, den Königlich preußischen Landgerichts-Direktor Dumreicher in Überfeld zum Reichsgerichtsrath zu ernennen.

Seine Majestät der Kaiser haben Allergnädigst geruht: den Senats-Präsidenten Boekling bei dem Oberlandesgericht in Colmar zum Präsidenten des Landgerichts in Straßburg, den Staatsanwalt beim Oberlandesgericht, Geheimen Justizrat Dr. Bernays in Colmar zum Präsidenten des Landgerichts in Zabern, den Oberlandesgerichtsrath, Geheimen Justizrat Blasius in Colmar zum Senats-Präsidenten beim Oberlandesgericht in Colmar, den Landrichter Rosenberg in Colmar zum Staatsanwalt in der Verwaltung von Elsass-Lothringen, den Amtsrichter Croissant in Colmar zum Richter bei dem Landgericht Belfort und den Landgerichtsrath Kessel in Straßburg zum Amtsgerichtsrath bei dem Amtsgericht in Colmar zu ernennen.

Bertrag  
zwischen dem Reich und Spanien  
zur Bestätigung der am 12. Februar 1899 in Madrid unterzeichneten Erklärung, betreffend die Inselgruppen der Karolinen, Palau und Marianen.

Vom 30. Juni 1899.  
(Deutscher Text.)

Seine Majestät der Deutsche Kaiser, König von Preußen, im Namen des Deutschen Reichs und Ihre Majestät die Königin-Regentin von Spanien im Namen ihres Sohnes, Seiner Majestät des Königs Don Alfonso XIII., von dem Bunde geleitet, die am 12. Februar d. J. in Madrid unter den Karolinen, haben nachdem unter, soweit dies Ermittlung ertheilt ist, bestätigt, dass

deutschen Handel und den deutschen landwirtschaftlichen Unternehmungen dort gewähren wird, und gewährt auf den genannten Inseln den spanischen religiösen Ordensgesellschaften die gleichen Rechte und die gleichen Freiheiten, wie den deutschen religiösen Ordensgesellschaften.

Artikel 3.

Spanien wird ein Kohlendepot für die Kriegs- und Handelsmarine in dem Karolinen-Archipel, ein gleiches in dem Palau und ein drittes in dem Marianen-Archipel errichten und auch in Kriegszeiten behalten können.

Artikel 4.

Der gegenwärtige Vertrag gilt auf Grund der den Unterzeichenerten Vollmachten als ratifiziert und tritt am Tage der Unterzeichnung in Kraft.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten den gegenwärtigen Vertrag unterzeichnet und mit dem Abdruck ihrer Siegel versiehen.

Ausgefertigt in doppelter Urfchrift in Madrid, den 30. Juni 1899.  
(L.S.) Joseph von Radowitz (L.S.) Francisco Silvela.

Notenwechsel, betreffend die Handelsbeziehungen zwischen dem Reich und Spanien, vom 12. Februar 1899.

Madrid, le 12 Février 1899.  
Monsieur le Duc,

Comme complément de l'arrangement signé aujourd'hui relativement à la cession des îles dans le Pacifique, je suis autorisé à déclarer à Votre Excellence, au nom de mon Gouvernement, qu'il s'engage à demander au Conseil Fédéral et au Parlement Allemand l'autorisation de concéder à l'Espagne, pour son importation en Allemagne et en échange de son tarif conventionnel, les droits de la nation la plus favorisée et qu'il est entendu que cette autorisation doit précéder la ratification de l'arrangement en question.

A moins d'une nouvelle entente sur les relations commerciales entre les deux pays, ces concessions mutuelles devront rester en vigueur pendant cinq ans et seraient, après ce terme, considérées comme prolongées d'année en année tant qu'il n'y aura pas d'opposition de la part de l'une des parties contractantes.

Veuillez agréer, Monsieur le Duc, l'expression réitérée de ma haute considération.

Radowitz  
Son Excellence  
Monsieur le Duc d'Almodóvar del Rio,  
Ministre Royal d'Etat  
etc. etc. etc.

(Übersetzung.)

Madrid, den 12. Februar 1899.

Herr Herzog!

In Ergänzung des heute unterzeichneten Abkommens über die Abtretung der Inseln im Stillen Ozean bin ich ermächtigt, Eurer Excellenz Namens meine Regierung zu erklären, dass diese sich verpflichtet, bei dem Bundesrat und dem Reichstag die Ermächtigung nachzuholen, Spanien für seine Einfuhr nach Deutschland und in Gegenrichtung für seinen Konventionaltarif die Rechte der meistbegünstigten Nation einzuräumen, und dass, wie Einverständniß besteht, diese Ermächtigung der Ratifikation des in Frage stehenden Abkommens vorausgehen muss.

Falls nicht inzwischen ein neues Abkommen über die Handelsbeziehungen zwischen den beiden Ländern vereinbart wird, sollen diese beiderseitigen Zusagen fünf Jahre in

concesiones mutuas continuarán en vigor durante cinco años, y terminado este plazo, se considerarán como prorrogadas de año en año en tanto que no se oponga á ello alguna de las dos Partes contratantes.

Aprovecho esta oportunidad para reiterar á V. E. las seguridades de mi alta consideración.

El Duque de Almodóvar del Rio.

Señor Embajador de Alemania,  
etc. etc. etc.

(Übersetzung.)

Staatsministerium.

Schloß, den 12. Februar 1899.

Excellenz!

Zu Ergänzung des heute unterzeichneten Abkommens über die Abtretung der Inseln im Stillen Ozean bin ich ermächtigt, Eurer Excellenz Namens meiner Regierung zu erklären, dass diese verspricht, in Gegenleistung für die Behandlung als meistbegünstigte Nation den deutschen Importen bei ihrem Eintritt in Spanien den Konventionaltarif unseres Zolltarifs zu gewähren, und zwar sobald das erwähnte Abkommen ratifiziert ist.

Falls nicht inzwischen ein neues Abkommen über die Handelsbeziehungen zwischen den beiden Nationen vereinbart wird, sollen die beiderseitigen Zusagen fünf Jahre in Kraft bleiben und nach Ablauf dieser Frist als von den Vertragspartnern hiergegen Widerspruch erhebt.

Ich benutze diesen Anlaß, um Eurer Excellenz die Verstärkung meiner ausgezeichneten Hochachtung zu erneuern.

Herzog von Almodóvar del Rio.

Mein Herr Botschafter des Deutschen Reichs,  
u. f. m. u. f. m. u. f. m.

Die im vorstehenden Notenwechsel getroffene Vereinbarung wird, nachdem sie die verfassungsmäßige Genehmigung gefunden hat und das im Notenwechsel erwähnte Abkommen über die Abtretung der Inseln im Stillen Ozean ratifiziert worden ist, mit Beginn des 1. Juli 1899 in beiden Ländern in Kraft treten.

Das in Low-Waller aus Stahl neu erbauten, bisher unter keiner Flagge gefahrene Dampfschiff „Weissenfels“ von 2492,57 Registertons Netto-Raumgehalt hat durch den Übergang in das ausschließliche Eigentum der deutschen Dampfschiffahrts-Gesellschaft „Danta“ in Bremen das Recht zur Führung der deutschen Flagge erlangt. Dem Schiffe, für welches die Eigentümmerin Bremen zum Heimathafen gewählt hat, ist von dem Kaiserlichen Konsulat in Newcastle on Tyne unter dem 10. Juni d. J. ein Flaggenattest ertheilt worden.

## Königreich Preußen.

Seine Majestät der König haben Allergnädigst geruht: dem Regierungs-Präsidenten Dr. Hugo Schulz in Hildesheim anlässlich seines Ausscheidens aus dem unmittelbaren Staatsdienst den Charakter als Wirklicher Geheimer Ober-Regierungsrath mit dem Range der Räthe erster Klasse zu verleihen.

Seine Majestät der König haben Allergnädigst geruht: dem Regierungs-Präsidenten Musculus von Meusek aus Ober-Präsidialrath und Oberförster Hedenhausen zu Forsthaus Bientz

REEL No. 1-0385

0479

Seine Majestät der Deutsche Kaiser, König von Preußen,  
Merhöftheimen außerordentlichen und hohen

... zum Oberlandesgericht, Geheimen Justizrat Dr. Bernays in Colmar zum Präsidenten des Landgerichts in Bâle,  
den Oberlandesgerichtsrath, Geheimen Justizrat Blasius in Colmar zum Senats-Präsidenten beim Oberlandesgericht in Colmar,  
den Landrichter Rosenberg in Colmar zum Staatsanwalt in der Verwaltung von Elsaß-Lothringen,  
den Amtsrichter Croissant in Colmar zum Richter bei dem Landgericht daselbst und  
den Landgerichtsrath Kessel in Straßburg zum Amtsgerichtsrath bei dem Amtsgericht in Colmar zu ernennen.

B e r t r a g  
z w i s c h e n d e m R e i c h u n d S p a n i e n  
z u r B e s t ä t i g u n g d e r a m 12. F e b r u a r 1899 i n  
M a d r i d u n t e r s c h i c k t e n E r l ä u t r u n g , b e t r e f f e n d d i e  
I n s e l g r o p p e n d e r K a r o l i n e n , P a l a u u n d  
M a r i a n e n .

Vom 30. Juni 1899.  
(Deutscher Text)

Seine Majestät der Deutsche Kaiser, König von Preußen, im Namen des Deutschen Reichs und Ihre Majestät die Königliche Regentin von Spanien im Namen ihres Sohnes, Seiner Majestät des Königs Don Alfonso XIII., von dem Wunsche geleitet, die am 12. Februar d. J. in Madrid unterzeichnete Erklärung, betreffend die Inselgruppen der Karolinen, Palau und Marianen, feierlich zu bestätigen, haben nachdem die gesetzgebenden Körperschaften beider Länder, soweit dies verfassungsmäßig erforderlich ist, ihre Zustimmung ertheilt worden, beschlossen, zu diesem Zweck einen Vertrag abzuschließen, und haben zu Ihren Bevollmächtigten ernannt und zwar:

Seine Majestät der Deutsche Kaiser, König von Preußen,  
Allerböschtesten außerordentlichen und bevollmächtigten  
Botschafter Herrn Joseph von Radowitz

und Ihre Majestät die Königin-Regentin von Spanien  
Allerböschtesten Präsidenten des Ministerraths und Staats-  
Minister Don Francisco Silvela,  
welche nach gegenseitiger Mittheilung ihrer in guter und ge-  
höriger Form befindenen Vollmachten über nachstehende Artikel  
übereingekommen sind.

A rt i c l e 1.

Spanien trifft an Deutschland die volle Landeshoheit über  
die Karolinen-Inseln mit den Palau und den Marianen,  
Guam ausgenommen, und das Eigenthum an diesen Inseln  
gegen eine auf 25 Millionen Peseten festgelegte Geld-  
entschädigung ab.

A rt i c l e 2.

Deutschland gewährt dem spanischen Handel und den  
spanischen landwirthschaftlichen Unternehmungen auf den  
Karolinen, den Palau und den Marianen die gleiche Be-  
handlung und die gleichen Erleichterungen, welche es dem

droits de la nation la plus favorisée et qu'il est entendu que cette autorisation doit précéder la ratification de l'arrangement en question.

A moins d'une nouvelle entente sur les relations commerciales entre les deux pays, ces concessions mutuelles devront rester en vigueur pendant cinq ans et seraient, après ce terme, considérées comme prolongées d'année en année tant qu'il n'y aura pas d'opposition de la part de l'une des parties contractantes.

Veuillez agréer, Monsieur le Duc, l'expression ré-  
itée de ma haute considération.

Radowitz.

Son Excellence  
Monsieur le Duc d'Almodóvar del Rio,  
Ministre Royal d'Etat  
etc. etc. etc.

(Übersetzung.)

Madrid, den 12. Februar 1899.

Herr Herzog!

In Ergänzung des heute unterzeichneten Abkommens über die Abtretung der Inseln im Stillen Ozean bin ich ermächtigt, Euren Exellenz Namens meine Regierung zu erklären, daß diese sich verpflichtet, bei dem Bundesrat und dem Reichstage die Ernennung nachzufragen, Spanien für seine Einfuhr nach Deutschland und in Gegenistung für seinen Konventionaltarif die Rechte der meistbegünstigten Nation einzuräumen, und daß, wie Einverständniß heißt, diese Ernennung der Ratifikation des in Frage stehenden Abkommens vorausgehen muß. Falls nicht innerhalb ein neues Abkommen über die Handelsbeziehungen zwischen den beiden Ländern vereinbart wird, sollen diese gegenwärtige Zuständigkeit fünf Jahre in Kraft bleiben und nach Ablauf dieser Frist als von Jahr zu Jahr verlängert gelten, so lange nicht von einem der vertragshaltenden Theile Widerspruch erhoben werden wird.

Genehmigen Sie, Herr Herzog, den wiederholten Ausdruck meiner ausgezeichneten Hochachtung.

Radowitz.

An Seine Exellenz  
den Herrn Herzog von Almodóvar del Rio,  
Königlichen Staatsminister  
u. s. w. u. s. w. u. s. w.

Ministerio del Estado.

Palacio, 12 de Febrero de 1899.  
Eximo Señor,

Como complemento del acuerdo firmado hoy relativo  
á la cesión de las islas del Pacífico, estoy facultado para  
declarar á V. E. en nombre de mi Gobierno, que este  
promete aplicar á las importaciones alemanas á su entra-  
da en España, á cambio del trato de la Nación más  
favorecida, la tarifa convencional de nuestro Arancel de  
Aduanas, tan pronto como se haya ratificado el acuerdo mencionado.

Mientras no se celebre un nuevo acuerdo en cuanto  
á las relaciones comerciales entre las dos Naciones, dichas

Die im vorstehenden Notenwechsel getroffene Vereinbarung wird, nachdem sie die verfassungsmäßige Genehmigung gefunden hat und das im Notenwechsel erwähnte Abkommen über die Abtretung der Inseln im Stillen Ozean ratifiziert worden ist, mit Beginn des 1. Juli 1899 in beiden Ländern in Kraft treten.

Das in Low Waller aus Stahl neu erbaute, bisher unter keiner Flagge gefahrene Dampfschiff „Weihenfels“ mit 2492,57 Registertons Netto-Raumgehalt hat durch den Übergang in das ausschließliche Eigenthum der deutschen Dampfschiffahrts-Gesellschaft „Hansa“ in Bremen das Recht zur Führung der deutschen Flagge erlangt. Dem Schiffe, für welches die Eigenthümerin Bremen zum Heimathafen gewählt hat, ist von dem Kaiserlichen Konsulat in Newcastle on Tyne unter dem 10. Juni d. J. ein Flaggenattest ertheilt worden.

K ö n i g r e i c h P r e u ß e n .

Seine Majestät der König haben Allernädigst geruht:  
dem Regierungs-Präsidenten Dr. Hugo Schulz in Hildesheim anlässlich seines Ausscheidens aus dem unmittelbaren Staatsdienst den Charakter als Wirklicher Geheimer Ober-Ratifikationsrath mit dem Range der Räte erster Klasse zu verleihen.

Seine Majestät der König haben Allernädigst geruht:  
den Ober-Ratifikationsrath Musculus von Neusel aus Norden zum Ober-Präsidialrath und  
den Oberförster Heddenhausen zu Forsthaus Zinck zum Regierungs- und Forstrath zu ernennen  
den Provinzial-Schulräthen Dr. Karl Johann Julius Montag in Breslau, Adolf Hermann Julius Bode in Königsberg und Karl August Ferdinand Hermann in Berlin den Charakter als Geheimer Regierungs- und  
dem Geheimen Registratur beim Ministerium des Innern, Kanzleirath von Lagerstroem anlässlich seines Ausscheidens aus dem Dienst den Charakter als Geheimer Kanzleirath und  
dem Geheimen Kanzlei-Inspektor im Justiz-Ministerium  
Sildebrandt bei seinem Übertritt in den Ruhestand, sowie  
den Gerichtsschreibern, Sekretären Krause in Thorn, Laß und Ritsch in Berlin, Krause in Neu-Ruppin, Mennig in Krötonien, jetzt in Breslau, und Ackermann in Mühlhausen i. Th. den Charakter als Kanzleirath zu verleihen.

Seine Majestät der König haben Allernädigst geruht:  
infolge der von der Stadtverordneten-Versammlung zu Witten getroffenen Wahl den bisherigen Gerichts-Assessor Hans Menzel in Bonn als besoldeter Beigeordneter der

Stadt Witten für die gesetzliche Amtsduer von zwölf Jahren, infolge der von der Stadtverordneten-Versammlung zu Elberfeld getroffenen Wahl, den bestehenden Beigeordneten Heinrich Lütje daselbst in gleicher Eigenschaft auf fernere zwölf Jahre, sowie  
infolge der von der Stadtverordneten-Versammlung zu Kreuznach getroffenen Wahl den Sanitätsrat Dr. Engelmann daselbst als unbesetzten Beigeordneten der Stadt Kreuznach und  
infolge der von der Stadtverordneten-Versammlung zu Radermwald getroffenen Wahl den Hotelbesitzer Engelbert Hasbender, daselbst als unbesetzten Beigeordneten der Stadt Radermwald, beide auf fernere sechs Jahre, zu bestätigen.

#### Finanz-Ministerium.

Die durch die Pensionierung ihres bisherigen Inhabers erledigte Rentmeisterstelle bei der Königlichen Kreisfasse in Weimar ist dem Rentmeister Blanke in Lyd und dessen bisherige Stelle dem Rentmeister z. D. Walter in Wandbeck verliehen worden.

Die durch den Tod ihres bisherigen Inhabers erledigte Rentmeisterstelle bei der Königlichen Kreisfasse in Homberg ist dem Rentmeister Friedrich in Waldbrodt, und die infolge Versetzung ihres bisherigen Inhabers frei gewordene Rentmeisterstelle bei der Königlichen Kreisfasse in Marienberg dem Rentmeister z. D. Schweizer in Uisingen verliehen worden. Der Rentmeister Sitz in Wesel ist nach Kirchhain und der Rentmeister Schlieben in Kirchhain nach Wesel versetzt worden.

#### Ministerium der geistlichen, Unterrichts- und Medizinal-Angelegenheiten.

Zur Kommission für die Hauptprüfung der Nahrungsmitte-Chemiker am der Universität zu Breslau ist an Stelle des verstorbenen Geheimen Regierungsraths, Professors Dr. Cohn der Direktor des Pflanzenphysiologischen Instituts, Geheimer Regierungsrath, Professor Dr. Bresfeld als Examinator berufen worden.

Der bisherige Seminar-Direktor Löser aus Kornelimünster ist auf seinen Antrag zum Sekretär-Schulinspektor und der Dr. Johannes Hermann Gräder zum Direktorial-Assistenten bei den Königlichen Museen in Berlin ernannt worden.

Am Schullehrer-Seminar zu Breslau ist der bisherige Seminarhilfslehrer Müller zum ordentlichen Seminarlehrer befördert worden.

#### Ministerium für Landwirtschaft, Domänen und Forsten.

Dem Regierungs- und Forstrath Hedenhausen ist die Forst-Inspektion Gumbinnen-Laschnen übertragen worden.

Vorletzt sind:

der Regierungs- und Forstrath Beckhold zu Hildesheim auf die Forstinspektion Marienwerder-Strasburg,  
der Regierungs- und Forstrath Grüneberg zu Marienwerder auf die Forstinspektion Hildesheim-Clausthal,  
der Regierungs- und Forstrath Hempel zu Gumbinnen auf die Forstinspektion Katin-Ost,  
der Forstmeister Klör zu Beisselich auf die Oberförsterstelle Ohlau, Regierungsbezirk Breslau,  
der Forstmeister Schraubstätter zu Rotengrund auf die Oberförsterstelle Liebenwerda, Regierungsbezirk Merseburg,  
der Forstmeister Dr. Martin zu Weilburg, Oberförster Bezirk Potsdam,  
der Forstmeister Krumhaar zu Johannishurg auf die Oberförsterstelle Merenberg mit dem Amtssitz in Weilburg, Regierungsbezirk Wiesbaden,

der Forstmeister Olberg zu Hennhorst auf die Oberförsterstelle Schwerin a. B., Regierungsbezirk Posen,  
der Obersöster Bando zu Neuenheide auf die Oberförsterstelle Erkner, Regierungsbezirk Potsdam,

der Oberförster Heilmann zu Schleiden auf die Oberförsterstelle Neuenheide, Regierungsbezirk Minden,  
der Oberförster Dietmar zu Friedendorf, Oberförster Bezirk Frankfurt a. O.,

der Oberförster Rudolph zu Freyburg a. N. auf die Obersöster Steinberge mit dem Amtssitz in Neu-Kuppin, Regierungsbezirk Potsdam,

der Oberförster Villiger zu Puppen auf die Oberförsterstelle in Bremen, auf die Obersöster Boddum auf die Oberförsterstelle auf die Obersöster Boddum, und  
der Oberförster Witten auf die Oberförsterstelle in Bremen.

von Düring für die zur Königlichen Klosterkammer-Verwaltung in Hannover gehörige Oberförsterei Margoninsdorf im Regierungsbezirk Boizenburg.

Dügner zu Schmalenhausen, Regierungsbezirk Gumbinnen.

Hermann, Otto, zu Neuenburg, mit dem Amtssitz daselbst, Regierungsbezirk Marienwerder,

Schmidt, Wilhelm, zu Kreuznach, mit dem Amtssitz daselbst, Regierungsbezirk Oppeln, und

Völlers, Oberleutnant im Kettenden Jäger-Korps,

zu Schleiden, Regierungsbezirk Aachen.

#### Justiz-Ministerium.

Der Rechtsanwalt Lehmann in Bleichen ist zum Notar für den Bezirk des Oberlandesgerichts Posen, mit Anweisung seines Wohnsitzes in Bleichen, ernannt worden.

#### Ministerium des Innern.

Der Ober-Präfidalrath Musculus von Meusel ist dem Ober-Präsidenten zu Potsdam zugethellt worden.

#### Weltkarteblätter

im Maßstabe 1:25 000.

Auf Grund der Neuauflagen sind die nachstehenden Blätter in Abthausgabe hergestellt und veröffentlicht worden:

Nr. 1107 Holzopf.	1917 Auerbach,
1198 Gevels.	1921 Worbiswe.
1294 Goldorf.	1925 Gr. Sittensen,
1373 Ottersberg.	1974 Gr. Spittrum,
1456 Wiltorf.	1457 Neuenkirchen,
1664 Barnstorff.	1669 Rehden,
1670 Ahlden.	1735 Diepholz,
1736 Barby.	1738 Siegenburg,
1739 Leibnitz / Han.	1741 Rosenthal,
1743 Eddesen.	1807 Lembrück,
1814 Diershausen,	2915 Höxterbach,
2977 Kreuzenberg und	2978 Siegen.

Der Vertrieb erfolgt durch die Verlagsbuchhandlung von R. Eisen-

schmidt hierelbst, Neustädtische Kirchstraße Nr. 4/5.

Der Preis eines jeden Blattes beträgt 1 M.

Berlin, den 29. Juni 1899.

Königliche Landes-Aufnahme, Kartographische Abteilung.

Steinweg,

Generalmajor.

#### Ankommen:

der Unter-Staatssekretär im Ministerium für Landwirtschaft, Domänen und Forsten Sternberg, aus der Provinz Hannover.

#### Nachamtliches.

#### Deutsches Reich.

Preußen. Berlin, 30. Juni

In der am 28. d. M. unter dem Vorsitz des Staats-

Ministers, Staatssekretärs des Innern Dr. Grafen von Poladowsky - Wahner abgehaltenen Plenarsitzung des Bundesraths wurden der Entwurf eines Gesetzes, betreffend die Handelsbeziehungen zum Britischen

Reich, sowie die Entwicklung eines Hypothekenbankgesetzes und eines Invaliden-Berichtigungsgesetzes in den vom Reichstage beschlossenen Fassungen angenommen. Den zuständigen Ausschüssen bzw. dem Reichskanzler wurden überwiesen: der Antrag Badens, betreffend die Zulassung von

gemeinsamen Privat-Transfлагаßen ohne amtlichen Mittwochslaus in Kehl, — die Vorlagen, betreffend die Abänderung der Verkehrs-

ordnung für die Hauptleitbahnen Deutschlands, und betreffend Abänderungen der Anlage B zur Verkehrsordnung für die Eisenbahnen Deutschlands, — so wie verschiedene vom Reichstage zu Beiträgen geachte Resolutionen. Die Zu-

stimmung wurde erreicht; den Entwurf von Grundlagen, betreffend die Beseitung der Subaltern- und Unterbeamten-

stellen bei den Kommunalbehörden z. c. mit Militär- und

Autowärtern, dem Auschuskantrag, betreffend die Abände-

rung und Ergänzung der zur Ausführung des Impfgesetzes erlassenen Vorschriften, — dem Entwurf von Vorschriften, betreffend die Führung des Genossenschaftsregister und die

Anmeldungen zu diesem Register, — dem Entwurf eines Gesetzes wegen Feststellung eines Nachtrags zum Haushalt-

Stat von Chak-Woerthing für 1899, — dem Entwurf eines Gesetzes für Elsaß-Lothringen betreffend die

an Bord, ist in Begleitung S. M. S. "Gefion" Kommandant: Korvetten-Kapitän Nollmann am 29. Juni in Yokohama angelommen; S. M. S. "Deutschland" beauftragt, am 8. Juli von Yokohama nach Kobe in See zu gehen.

#### Sachsen-Coburg-Gotha.

Der gemeinschaftliche Landtag der Herzogthümer Coburg und Gotha ist für heute Nachmittag zu einer Sitzung nach Coburg einberufen worden, um die Erklärungen des Staats-Ministers von Strenge über die Thronfolge entgegenzunehmen.

#### Schwarzburg-Rudolstadt.

Der Landtag ist gestern durch den Staats-Minister von Stark eröffnet worden. Borgelegt wurden denselben die Entwürfe der Ausführungsgesetze zum Bürgerlichen Gesetzbuche und den Nebengesetzen.

#### Großbritannien und Irland.

Im Unterhause erklärte gestern, wie "W. T. B." berichtet, der Staatssekretär für die Kolonien Chamberlain, eine Entschädigung für die Witwe des am 19. Dezember v. J. in Johannesburg von einem Polizisten erschossenen britischen Staatsangehörigen Edgar sei deshalb von der Südafrikanischen Republik verlangt worden, weil Edgar ohne rechtlichen Grund von dem Beamten getötet worden sei. Des weiteren erklärte der Staatssekretär, außer den auf der Konferenz in Bloemfontein gemachten Vorschlägen über das Wahlrecht seien bis zur Stunde keine anderen dem General-Gouverneur Sir Alfred Milner mitgeteilt worden.

#### Frankreich.

Die Deputirtenkammer nahm, wie "W. T. B." meldet, gestern einen Antrag an, nach welchem die Mitglieder der Kommission, die zur Prüfung des Budgets für 1899 gewählt worden ist, auch das Budget für 1900 vorberaten sollen.

Die Budgetkommission hat auf Ersuchen der Regierung den Gesetzentwurf, betreffend die vier direkten Steuern, angenommen. Die Kammer wird denselben am nächsten Dienstag berathen.

Es heißt, der Deputirte Jonnart werde benachrichtigt an Stelle des erkrankten Laferrière zum General-Gouverneur von Algerien ernannt werden.

Den Pariser Blättern zufolge hat der Justiz-Minister Monis ein Rundschreiben an die Staatsanwälte gerichtet, in welchem diese aufgefordert werden, unverzüglich gegen diejenigen Blätter einzuschreiten, welche Schmälerungen gegen den Präsidenten der Republik, Mitglieder des Richterstandes oder sonstige Staatsbeamte veröffentlichten.

Einer Meldung des "Temps" zufolge hat die auf Grund einer Anzeige des Leutnants Peneau gegen die Führer der Tschad-See-Expedition, die Hauptleute Boulet und Chanoine, eingeleitete Untersuchung ergeben, daß die beiden Offiziere schwere Grausamkeiten gegen die Eingeborenen begangen haben. Der Minister für die Kolonien hat den Obersten Kloß beauftragt, eine Untersuchung an Ort und Stelle vorzunehmen und eventuell die Verhaftung Boulet's und Chanoine's anzuordnen.

#### Italien.

In der gestrigen Sitzung der Deputirtenkammer verlangte, wie "W. T. B." berichtet, der Deputirte Pantano eine namentliche Abstimmung über das Protokoll, der vorgestrigen Sitzung, da aus demselben hervorgehe, daß der gefaßte Beschlüsse ungültig sei. Das Protokoll wurde in namentlicher Abstimmung mit 235 gegen 20 Stimmen genehmigt. Der Deputirte Morgari (Sozialist) begründete sodann einen Antrag auf Herabjesetzung der Apalagen für die Mitglieder der königlichen Familie, um mit den so erzielten Ersparnissen die Arbeiterlöhne zu erhöhen. Als der Redner auf das Dekret des Königs vom 22. d. M. über die politischen Maßnahmen ansprach, wurde er von der Regierung lebhaft unterbrochen, worauf Morgari mit Ausführungen antwortete, welche ihm einen Ordnungsruf ausging. Der Unter-Staatssekretär des Schatzes Saporto erwiderte, das Budget des Schatzes sei bereits genehmigt, und die Beratung des Budgets sei die passende Gelegenheit für derartige Anträge. Der Deputirte Grippi legte hierauf den Bericht der Kommission über die sogenannte "Indemnitätswill" vor. Der Minister-Präsident Belluzzo beantragte, daß über die Indemnitätswill am Sonnabend berathen werde und daß die Kammer jetzt die Beratung über die Abänderung der Geschäftsausordnung fortsetze. Der Deputirte Costa (Sozialist) berichtete, daß die Beratung über die Indemnitätswill erst nach Beratung stattfinde. Die Kammer nahm indessen große Majorität den Antrag des Minister-Präsidenten an.

REEL No. 1-0385

0481

der Forstmeister Klör zu Peisterwitz auf die Oberförsterstelle Orlau, Regierungsbezirk Breslau,  
der Forstmeister Schaubstätter zu Rosengrund auf die Oberförsterstelle Liebenwerda, Regierungsbezirk Merseburg,  
der Forstmeister Dr. Martin zu Weilburg, Oberförster Merenberg, auf die Oberförsterstelle Eberswalde, Regierungsbezirk Potsdam,

der Forstmeister Krumhaar zu Johannisburg auf die Oberförsterstelle Merenberg mit dem Amtssitz in Weilburg, Regierungsbezirk Wiesbaden

der Forstmeister Olberg zu Ibenhorst auf die Oberförsterstelle Schwerin a. B., Regierungsbezirk Posen

der Oberförster Bando zu Neuenheide auf die Oberförsterstelle Erlner, Regierungsbezirk Potsdam

der Oberförster Heilmann zu Schleiden auf die Oberförsterstelle Neuenheide, Regierungsbezirk Minden

der Oberförster Dietmar zu Friedendorf, Oberförsterei Lodenhausen, auf die Oberförsterstelle Lübben, Regierungsbezirk Frankfurt a. O.

der Oberförster Rudolph zu Freyburg a. U. auf die Oberförsterstelle Steinberge mit dem Amtssitz in Neu-Kuppin, Regierungsbezirk Potsdam

der Oberförster Tillner zu Puppen auf die Oberförsterstelle Beiermüh, Regierungsbezirk Breslau

der Oberförster Faber zu Hartigswalde auf die Oberförsterstelle Alt-Mühl, Regierungsbezirk Potsdam, und

der Oberförster Rittnauz zu Rastatt auf die Oberförsterstelle Quickehorn mit dem Amtssitz in Gullenkuhlen, Regierungsbezirk Schleswig.

Zu königlichen Oberförstern unter Übertragung der nebenbezeichneten Oberförsterstellen sind ernannt die Forstassessoren:

Schmidt, Otto, zu Rastatt, Regierungsbezirk Wiesbaden

Bähr zu Rosengrund, Regierungsbezirk Bromberg, Freiherr von Massenbach zu Freyburg a. U., Regierungsbezirk Merseburg

Graeven zu Dalheim, Regierungsbezirk Minden, Kricheldorf zu Dorfhaus, Regierungsbezirk Hildesheim

Ouast zu Hohenstein, mit dem Amtssitz dasselbst, Regierungsbezirk Königsberg

Stippeler zu Innichenhain, mit dem Amtssitz in Neukirchen, Regierungsbezirk Cottbus

Lehmann zu Puppen, Regierungsbezirk Königsberg, von Groote, Eberhard, zu Dannenberg, Regierungsbezirk Lüneburg

Schleiff zu Hartigswalde, Regierungsbezirk Königsberg, Hasken, Wilhelm, zu Friedersberg, mit dem Amtssitz zu Neumarkt, Regierungsbezirk Marienwerder

Göbelz zu Johannisburg, Regierungsbezirk Wiesbaden, Hasenhäuer zu Laubensiech, mit dem Amtssitz zu Tichel, Regierungsbezirk Marienwerder

Hoffmann zu Friedersdorf, mit dem Amtssitz zu Biebenhöf, Regierungsbezirk Wiesbaden

Roth zu Zobenhäuser, mit dem Amtssitz zu Friedendorf, Regierungsbezirk Wiesbaden

Schwarzlose zu Hammelin, mit dem Amtssitz zu Niedenburg, Regierungsbezirk Königsberg

Ministers, Staatssekretär des Innern Dr. Grafen von Posadowitz - Wehner abgehaltenen Plenarsitzung des Bundesraths wurden der Entwurf eines Gesetzes, betreffend die Handelsbeziehungen zum Britischen Reich, sowie die Entwürfe eines Hypothekenbankgesetzes und eines Invaliden-Versicherungsgesetzes in den vom Reichstag beschlossenen Fassungen angenommen. Den zuständigen Ausschüssen bezüglich des Reichslandes wurden überwiesen: der Antrag Baders, betreffend die Abolition von gemischten Privat-Träntslagern ohne amtlichen Abschluss in Rehl, - die Vorlagen, betreffend die Abänderung der Betriebsordnung für die Hauptbahnen Deutschlands, und

betreffend Änderungen der Anlage B zur Verkehrsordnung für die Eisenbahnen Deutschlands, - sowie verschiedene, vom Reichstage zu Petitionen gefasste Resolutionen. Die Zustimmung wurde ertheilt: den Entwürfe von Grundlagen, betreffend die Besiegung der Subalter- und Unterbeamtenstellen bei den Kommunalbehörden etc. mit Militärangewärtlern, dem Auschanktrage, betreffend die Abänderung und Ergänzung der zur Ausführung des Empiggesetzes erlassenen Vorschriften, - dem Entwurf von Vorschriften, betreffend die Führung des Genossenschaftsregisters und die Annmeldungen zu diesem Register, - dem Entwurf eines Gesetzes, wegen Feststellung eines Nachtrags zum Haushaltsgesetz von Elsaß-Lothringen für 1899, - dem Entwurf eines Gesetzes für Elsaß-Lothringen, betreffend die Rechtsverhältnisse des Lehrer, - sowie den Entwurf von verschiedenen Zusatzgesetzen für Elsaß-Lothringen. Außerdem wurde über die Seiner Majestät zu unterbreitenden Vorschläge wegen Besiegung von Stellen bei mehreren Disziplinarfammern sowie über verschiedene Eingaben Beschluss gefasst.

Heute hielt der Ausschuss des Bundesraths für Handel und Verkehr eine Sitzung

Der Ober-Rechnungskammer-Direktor, Wirkliche Geheime Ober-Regierungsrath Schmidt ist von Potsdam nach der sächsischen Schweiz abgereist.

Es sind vereinbart worden die Archiv-Hilfsarbeiter Dr. phil. Martin Meyer von Münster an das Staats-Archiv in Magdeburg, Dr. phil. Felix Rosenfeld von Magdeburg an das Geheime Staats-Archiv in Berlin und Dr. phil. Alfred Overmann von Berlin an das Staats-Archiv in Münster.

Laut telegraphischer Meldung ist S. M. S. "Irene", Kommandant: Fregatten-Kapitän Obenheimer, am 28. Juni in Mauthau angekommen.

S. M. S. "Kaiserin Auguste", Kommandant: Kapitän zur See Gülich, ist am 29. Juni in Røde ankommen und beabsichtigt am 4. Juli wieder in See zu gehen.

S. M. S. "Deutschland", Kommandant: Kapitän zur See Müller, mit dem Geschwader-Chef, Konter-Admiral Prinz Heinrich von Preußen, Königliche Hoheit,

ordnen.

#### Italien.

In der gestrigen Sitzung der Deputirtenkammer verlangte, wie "W. T. B." berichtet, der Deputirte Pantano namentliche Abstimmung über das Protokoll der vorgebrachten Sitzung, da aus demselben hervorgehe, daß der gefasste Beschuß ungültig sei. Das Protokoll wurde in namentlicher Abstimmung mit 235 gegen 20 Stimmen genehmigt. Der Deputirte Morgari (Sozialist) begründete sodann einen Antrag auf Herabsetzung der Apportionen für die Mitglieder der königlichen Familie, um mit den so erzielten Ersparnissen die Arbeiterlohn zu erhöhen. Als der Redner auf das Dekret des Königs vom 22. d. M. über die politischen Maßnahmen ansprach, wurde er von der Rechten lebhaft unterbrochen, worauf Morgari mit Ausführungen antwortete, welche ihm einen Ordnungsruf zuzogen. Der Unterstaatssekretär des Schatzes Saporita erwiderte, das Budget des Schatzes sei bereits genehmigt, und die Berathung des Budgets sei die passende Gelegenheit für bestätigte Anträge. Der Deputirte Grillo legte hierauf den Bericht der Kommission über die sogenannte "Indemnitätsbill" vor. Der Minister-Präsident Belluzzo beantragte, daß über die Indemnitätsbill am Sonnabend berathen werde, und daß die Kammer jetzt die Berathung über die Abänderung der Gesetzesordnung fortsetze. Der Deputirte Costa (Sozialist) beantragte, daß die Berathung über die Indemnitätsbill erst nach der Budgetberathung stattfinde. Die Kammer nahm indessen mit sehr großer Majorität den Antrag des Minister-Präsidenten Belluzzo an.

#### Spanien.

Die "Gaceta de Madrid" veröffentlicht das von der Königin-Regentin unterzeichnete Gesetz, betreffend die Abtretung der Karolinen-, Marianen- und Palauinseln, mit Ausnahme der Insel Guam, an Deutschland.

In ganz Spanien herrschte, dem "W. T. B." zufolge, gestern vollständige Ruhe; es sind keine erneuten Kundgebungen oder Aufrührungen gemeldet worden.

#### Portugal.

Die Deputirtenkammer hat gestern nach längerer Debatte das Handelsübereinkommen mit den Vereinigten Staaten genehmigt.

#### Schweiz.

Für die Herbeiführung einer Volksabstimmung über die Einführung des Proportionalsystems für die Wahlen zum Nationalrathe sind dem "W. T. B." zufolge, 61 692, für eine Volksabstimmung über die Einführung der Wahl des Bundesraths durch das Volk sind 51 275 Unterschriften eingegangen. Da in beiden Fällen die erforderliche Zahl von 50 000 Unterschriften erreicht ist, so muß über beide Begehren Volksabstimmung stattfinden.

Nachdem auch der Nationalrat die internationale Schifffahrts- und Hafenordnung für den Bodensee einstimmig genehmigt hat, steht der Ratifikation des Lebencommens von Seiten der Schweiz nichts mehr im Wege.

### Belgien.

Der König hatte, wie „W. T. B.“ aus Brüssel meldet, gestern Vormittag eine lange Besprechung mit dem Minister-Präsidenten Vandenebroucq und dem Justiz-Minister. Der Präsident der Repräsentantenkammer Beernaert wohnte der Verhandlung bei.

In der Kammer wurde gestern der Minister-Präsident wegen des vorgebrachten Einheitsrechts der Gendarmerie interpelliert. Der Minister-Präsident nahm die Interpellation an; die Diskussion wurde systematisch von den Sozialisten durch beleidigende Äußerungen gegen den Minister-Präsidenten unterbrochen, dem diese vorwurfen, er habe das vorgebrachte Blutergießen verschuldet. Der Minister-Präsident erklärte: sein einziger Gedanke sei, dem Lande zu dienen; das konservative Land siehe auf seiner Seite; sein Wahlgegenkandidat habe einen transaktionsellen Charakter. Es würde billig sein, ihn anzuhören, damit man die Absichten der Regierung kennen lerne. (Der Minister wurde fortwährend von den Sozialisten unterbrochen.) Jeder andere Gesetzentwurf würde in gleicher Weise bekämpft worden sein. Auf den Grund der Interpellation eingehend, sagte der Minister-Präsident, es sei unmöglich, jetzt schon genaue Einzelangaben über die vorgebrachten Unruhen zu machen; jedenfalls aber seien keine Gewaltmaßnahmen angewandt worden, bevor nicht zum Auseinandergehen aufgerufen worden sei. Die Verteidiger der Ordnung hätten erst nachdem sie mit äußerster Härte angegriffen und verwundet worden seien, von den Waffen Gebrauch gemacht. Es sei die Pflicht der Behörden, dafür zu sorgen, daß die Ordnung respektiert werde; die Regierung werde ihre Pflicht thun. Der Deputierte Vandenebroucq befürwortete die Ausführungen des Ministers und erklärte, die Sozialisten würden ihre Obstruktion fortsetzen und sich an den König wenden. Sie würden das Volk auffordern, sich zu vertheidigen, die Regierung sei für die Unruhen verantwortlich. Der Deputierte Fournemont fragte die Gendarmerie der Trunkenheit an. Der Deputierte Lorand (liberal) verlangte die Verlängerung der Verhandlung über die Wahlvorlage; wenn die Regierung nicht nachgäbe, würden die Unruhen in der Kammer und auf der Straße fortdauern. Der Deputierte Genets (Sozialist) fragte an, ob man am Abend wieder in der neutralen Zone morden werde. (Großer tumult.) Der Deputierte Fournemont brachte eine Tagesordnung ein, in welcher die Regierung gestadet wird, da ihre Gesetzesvorlage die Nachfrage der Unruhen sei. Diese Tagesordnung wurde mit 87 gegen 31 Stimmen abgelehnt. Der Präsident schlug vor, zur Beratung des Eisenbahnbudgets überzugehen. (Stimme links: Nein!) Hierauf begann der Lärm von neuem; die Pultdeckel wurden in Bewegung gesetzt, es wurde geprüft und geblossen, und schließlich wurde die Sitzung vom Präsidenten unterbrochen.

Sofort begaben sich die sozialistischen Abgeordneten nach der Eingangstür der Kammer, wo sie von der Menge mit Beifall begrüßt wurden. Polizei und Gendarmerie drängten einen Theil der Menge nach dem Part zurück, einem anderen Theil gelang es, sich vor der Thür des Kammergebäudes anzusammeln. Der Abg. Fournemont hielt von einem Fenster aus eine Ansprache. Die Gendarmerie trieb die schreiende, pfeifende Menge zurück. Um 6 Uhr drängte sich eine kompakte Masse vor dem Rondón der Polizei und Gendarmerie, welche die Rue Royale obtürte. Vor dem Kriegsministerium zogen Gendarmen zu Pferde die Säbel und drängten die Menge zurück. Ein Gendarme fiel vom Pferde, was in der Menge große Freude hervorrief. Die aus der Kammer tretenden sozialistischen Deputierten setzten sich an die Spitze des sich nunmehr bildenden Zuges; man rief: „Es lebe die Republik!“ Die Trambahn konnte nur mit Mühe den Verkehr aufrecht erhalten. Die Polizei war in großer Anzahl aufgeboten. Ansammlungen wurden untersagt. Es gelang jedoch dem Zug, über die Polizeistufen hinaus und in den Part zu gelangen. British Gendarmen und der Menge entspann sich eine Schlägerei, andere Gendarmen drangen mit gezogenem Säbel auf die Menge ein, wurden jedoch von Offizieren zurückgehalten. Der Zug begab sich sodann nach der Grande Place; auf dem Wege dorthin wurden die Läden eingeschlagen. Auf dem Platz richtete der Deputierte Vandenebroucq eine Ansprache an die Menge.

Nach Wiederaufnahme der Sitzung erklärte der Deputierte Destreter (Sozialist), er wolle Mitteilungen über Zwischenfälle machen, die sich soeben während der Unterbrechung der Sitzung draußen abgetragen hätten. Als er Destreter, auf den Platz vor dem Kammerpalais getreten sei, habe ihn ein Gendarm mit einem Schleib angegriffen. Er habe von dem vorgelegten Offizier den Namen des Gendarmen verlangt; der Offizier habe spöttisch erwidert, der Name der Leutnant mit geballter Faust glende. „Sind

Renovier bei sich. Die Aburteilung der Verhafteten findet im Rathaus statt. Auch in der Ursulinenstraße und in anderen Straßen wurden die Plastersteine herausgerissen, sodoch Polizei an den Thalort gelandet werden mußte. Ein ernster Zwischenfall ereignete sich bei der Börse auf der Place Stéphanie, wo ein Pferdebahnwagen angegriffen wurde. Der Kondukteur wurde durch zwei Kugeln verwundet, auch das Pferd wurde angeschossen und mußte getötet werden. Der Wagen wurde von dem Volksbauen umgestürzt. Einmal später wurden in einer auf der Börse zertrümmt. Um Mitternacht wurde auf dem Boulevard Anspach von den Terrassen eines Cafés auf Gendarmen geschossen. Die Gendarmerie ging gegen das Café vor, und es kam zu erregten Auseinandersetzungen. Die Unruhen währten bis gegen 3 Uhr Morgens.

Der Bürgermeister von Brüssel hat eine Verfügung erlassen, welche die Annäherung von Personen am Abend verbietet. Alle polizeiposten wurden überall errichtet.

In Lüttich haben zahlreiche Kundgebungen gegen das Wahlgesetz stattgefunden. Der Bürgermeister verbot die Abhaltung von Versammlungen im Freien.

### Namibia.

Wie „W. T. B.“ aus Bukarest meldet, hat die Deputiertenkammer gestern ohne Debatte mit 73 gegen 2 Stimmen einen Haftvertrag mit den Niederlanden angenommen.

Die Gemeindewahlen in Bukarest und in mehreren Provinzstädten wurden gestern beendet. Überall herrschte vollständige Ruhe. Die Kandidaten der konservativen Eliten wurden gewählt.

### Bulgarien.

Die Sobranje hat gestern die Finanzverträge mit 76 gegen 49 Stimmen angenommen.

### Afrika.

Das „Neuerliche Bureau“ meldet aus Peking, daß der britische Geschäftsträger, da man des Haupschuldtigen der Ermordung des Missionars Flemming nicht haftbar geworden sei, die Entlassung des Gouverneurs von Swetschau gefordert habe; die Forderung sei jedoch zweimal vom Chungli-Yamen abgelehnt worden.

Der „Times“ wird aus Peking vom gestrigen Tage berichtet, der britische Geschäftsträger habe am Mittwoch den Chung-li-Yamen ein Telegramm, Lord Salisbury's übermittelt, in welchem es heißt, Großbritannien würde die Entlassung des britischen leitenden Ingenieurs der Nordbahn Kinder als einem ersten Fall betrachten. Die Frage der Entlassung Kinder's sei deshalb auf unbestimmte Zeit verschoben worden. Ferner habe das Chung-li-Yamen dem Peking-Syndikat das Recht zugeschaut, Eisenbahnen in Schan-ki und Ho-nan zu erbauen und eine Verbindung mit dem Yang-Tse-Thal durch eine Bahn herzustellen.

Seine Königliche Hoheit der Prinz Heinrich von Preußen traf, wie „W. T. B.“ meldet, gestern Vormittag an Bord des Flaggschiffes „Deutschland“ in Yokohama ein und feste alsbald die Reise nach Tokio fort, um dem Kaiser von Japan einen Besuch abzustatten. Zur Begrüßung des Prinzen war ein japanisches Geschwader im Hafen von Yokohama anwesend.

Die Agence Havas erfährt, daß die in Birmingham gehaltene Rede Chamberlain's in Pretoria eine lebhafte Erregung hervorgerufen habe, da sie gerade zu einer Zeit gehalten worden sei, wo die Regierung und die Bürger Transvaals in Erwägung gezogen hätten, wie die Lage zu bessern sei. Der Ton der Rede mache es der Regierung schwer, dem Volksraad neue Vorschläge zu unterbreiten. Die „Volksstem“ sagt, es sei unnütz, zu ver suchen, Verhörllichkeit zu zeigen, wenn die britische Regierung anscheinend beschäftigte Transvaal auch nach der Bewilligung des Stimmrechts an die Afrikaners nicht in Ruhe zu lassen. Das Blatt hofft, daß die britische Regierung sich die Meinung Chamberlain's nicht zu eigen machen werde, da sonst die Afrikaner Vorbereitungen zum Kriege treffen müßten. In Pretoria glaubt man, daß die Konferenz des Mitgliedes des Ausführenden Rats des Orange-Freistaats Fischer mit dem Vorsitzenden Rath der Südafrikanischen Republik die Sympathien vernehmen werde, welche die Mitglieder der Afrikaner-Partei untereinander verbinden.

Nach Wiederaufnahme der Sitzung erklärte der Deputierte Destreter (Sozialist), er wolle Mitteilungen über Zwischenfälle machen, die sich soeben während der Unterbrechung der Sitzung draußen abgetragen hätten. Als er Destreter, auf den Platz vor dem Kammerpalais getreten sei, habe ihn ein Gendarm mit einem Schleib angegriffen. Er habe von dem vorgelegten Offizier den Namen des Gendarmen verlangt; der Offizier habe spöttisch erwidert, der Name der Leutnant mit geballter Faust glende. „Sind

### Statistik und Volkswirtschaft.

Aus Herne berichtet „W. T. B.“ weiter über den Ausstand der Bergarbeiter vom gestrigen Tage: Auf den Zeche „Mont Génis“, „Chamrock“ I. und II., „Friedrich der Große“, „v. d. Hebb“ und „Julia“, und „Konstantin der Große“ ist je eine Kompanie Infanterie und ein Beritt fürstliche stationiert. Heute wird weiter gemeldet. Der Ausstand scheint sich seinem Ende zu nähern. Auf sämtlichen Zechen, auf denen sich Arbeiter im Auftand befinden, war heute früh ein arroger Theil der Arbeiter angefahren. Die Feinden dielen jedenfalls im Laufe des Tages noch an. In der Stadt herrscht Ruhe; neue Ausschreitungen sind nicht vorgekommen. — Aus Elisen a. d. Ruhr wird ferner berichtet: Von der heutigen Normaltagsschicht fehlten auf den Zechen „Chamrock“ I. und II. 214 von 963 Mann, auf der Zeche „v. d. Hebb“ 125 von 390, auf Zeche „Julia“ 130 von 362, auf „Friedrich der Große“ 170 von 820, auf „Konstantin der Große“ 61 von 382 und auf Zeche „Mont Génis“ 200 von 935 Mann.

Zu Krefeld haben gestern, wie der „Rhein-Westf. Sta.“ geschrieben wird, sämtliche 60 Stoffweber der mechanischen Weberei von Blasberg u. Görner die Arbeit eingestellt, nachdem sie ihre 14-tägige Kündigungsfrist eingehalten hatten. Aus Düren wird demselben Blatte gemeldet, daß der Ausstand der Weber bei der Firma Draemann-Pell in Wickede nach beiderseitigem Entgegenkommen beigelegt worden ist.

In Montceau-les-Mines, wo der Prakt. im Auftrag des Ministers Baudin als Vermittler zwischen den Ausständigen und den Unternehmern intervenierte, gaben der Kreis. Ztg. infolge die letztere nach. Die Ausständigen beschlossen gestern einstimmig, die Arbeit wieder aufzunehmen. — Der Ausstand hat 20 Tage gedauert.

### Kunst und Wissenschaft.

Aufnahmen mittelalterlicher Wand- und Deckenmalereien in Deutschland. Unter Mitwirkung von G. Kolb, Professor und Dozent an der königlichen Kunstmalereschule in Stuttgart, und D. Borlaender, Maler und Lehrer an der Herzoglichen Baugewerbeschule in Holzminden, herausgegeben von Professor Richard Baumann, Regierung Baumeister, Berlin, Verlag von Ernst Wasmuth. Dritte und vierte Lieferung. Preis je 20 M.— für die dritte Lieferung dieses wertvollen und prächtigen Werks hat vor allem die Kirche Mariæ zur Höhe in Solothurn mit ihren Malereien aus dem 12. und 13. Jahrhundert den Stoff geliefert. Zunächst sind es Pfleiler und Kreuzbalken aus dem Mittelschiff und dann (auf einer Doppelplatte) Gewölbelemente aus dem südlichen Querschiff und dem Chor, welche zur Wiedergabe gelangen. Letztere zeigen über dem von gemalten Säulen getragenen Sockel des Schiffsbogens im ovalen Felde die Halbsäule des Chorlers mit zum Segen erhobener Rechten, zu beiden Seiten in den Zwischen der Malerei aus dem 12. und 13. Jahrhundert des Stoff geliefert. Zu diesen sind es Pfleiler und Kreuzbalken aus dem Mittelschiff und dann (auf einer Doppelplatte) Gewölbelemente aus dem südlichen Querschiff und dem Chor, welche zur Wiedergabe gelangen. Letztere zeigen über dem von gemalten Säulen getragenen Sockel des Schiffsbogens im ovalen Felde die Halbsäule des Chorlers mit zum Segen erhobener Rechten, zu beiden Seiten in den Zwischen der Malerei aus dem 12. und 13. Jahrhundert des Stoff geliefert. Zu diesen sind es Pfleiler und Kreuzbalken aus dem Mittelschiff und dann (auf einer Doppelplatte) Gewölbelemente aus dem südlichen Querschiff und dem Chor, welche zur Wiedergabe gelangen. Letztere zeigen über dem von gemalten Säulen getragenen Sockel des Schiffsbogens im ovalen Felde die Halbsäule des Chorlers mit zum Segen erhobener Rechten, zu beiden Seiten in den Zwischen der Malerei aus dem 12. und 13. Jahrhundert des Stoff geliefert. Zu diesen sind es Pfleiler und Kreuzbalken aus dem Mittelschiff und dann (auf einer Doppelplatte) Gewölbelemente aus dem südlichen Querschiff und dem Chor, welche zur Wiedergabe gelangen. Letztere zeigen über dem von gemalten Säulen getragenen Sockel des Schiffsbogens im ovalen Felde die Halbsäule des Chorlers mit zum Segen erhobener Rechten, zu beiden Seiten in den Zwischen der Malerei aus dem 12. und 13. Jahrhundert des Stoff geliefert. Zu diesen sind es Pfleiler und Kreuzbalken aus dem Mittelschiff und dann (auf einer Doppelplatte) Gewölbelemente aus dem südlichen Querschiff und dem Chor, welche zur Wiedergabe gelangen. Letztere zeigen über dem von gemalten Säulen getragenen Sockel des Schiffsbogens im ovalen Felde die Halbsäule des Chorlers mit zum Segen erhobener Rechten, zu beiden Seiten in den Zwischen der Malerei aus dem 12. und 13. Jahrhundert des Stoff geliefert. Zu diesen sind es Pfleiler und Kreuzbalken aus dem Mittelschiff und dann (auf einer Doppelplatte) Gewölbelemente aus dem südlichen Querschiff und dem Chor, welche zur Wiedergabe gelangen. Letztere zeigen über dem von gemalten Säulen getragenen Sockel des Schiffsbogens im ovalen Felde die Halbsäule des Chorlers mit zum Segen erhobener Rechten, zu beiden Seiten in den Zwischen der Malerei aus dem 12. und 13. Jahrhundert des Stoff geliefert. Zu diesen sind es Pfleiler und Kreuzbalken aus dem Mittelschiff und dann (auf einer Doppelplatte) Gewölbelemente aus dem südlichen Querschiff und dem Chor, welche zur Wiedergabe gelangen. Letztere zeigen über dem von gemalten Säulen getragenen Sockel des Schiffsbogens im ovalen Felde die Halbsäule des Chorlers mit zum Segen erhobener Rechten, zu beiden Seiten in den Zwischen der Malerei aus dem 12. und 13. Jahrhundert des Stoff geliefert. Zu diesen sind es Pfleiler und Kreuzbalken aus dem Mittelschiff und dann (auf einer Doppelplatte) Gewölbelemente aus dem südlichen Querschiff und dem Chor, welche zur Wiedergabe gelangen. Letztere zeigen über dem von gemalten Säulen getragenen Sockel des Schiffsbogens im ovalen Felde die Halbsäule des Chorlers mit zum Segen erhobener Rechten, zu beiden Seiten in den Zwischen der Malerei aus dem 12. und 13. Jahrhundert des Stoff geliefert. Zu diesen sind es Pfleiler und Kreuzbalken aus dem Mittelschiff und dann (auf einer Doppelplatte) Gewölbelemente aus dem südlichen Querschiff und dem Chor, welche zur Wiedergabe gelangen. Letztere zeigen über dem von gemalten Säulen getragenen Sockel des Schiffsbogens im ovalen Felde die Halbsäule des Chorlers mit zum Segen erhobener Rechten, zu beiden Seiten in den Zwischen der Malerei aus dem 12. und 13. Jahrhundert des Stoff geliefert. Zu diesen sind es Pfleiler und Kreuzbalken aus dem Mittelschiff und dann (auf einer Doppelplatte) Gewölbelemente aus dem südlichen Querschiff und dem Chor, welche zur Wiedergabe gelangen. Letztere zeigen über dem von gemalten Säulen getragenen Sockel des Schiffsbogens im ovalen Felde die Halbsäule des Chorlers mit zum Segen erhobener Rechten, zu beiden Seiten in den Zwischen der Malerei aus dem 12. und 13. Jahrhundert des Stoff geliefert. Zu diesen sind es Pfleiler und Kreuzbalken aus dem Mittelschiff und dann (auf einer Doppelplatte) Gewölbelemente aus dem südlichen Querschiff und dem Chor, welche zur Wiedergabe gelangen. Letztere zeigen über dem von gemalten Säulen getragenen Sockel des Schiffsbogens im ovalen Felde die Halbsäule des Chorlers mit zum Segen erhobener Rechten, zu beiden Seiten in den Zwischen der Malerei aus dem 12. und 13. Jahrhundert des Stoff geliefert. Zu diesen sind es Pfleiler und Kreuzbalken aus dem Mittelschiff und dann (auf einer Doppelplatte) Gewölbelemente aus dem südlichen Querschiff und dem Chor, welche zur Wiedergabe gelangen. Letztere zeigen über dem von gemalten Säulen getragenen Sockel des Schiffsbogens im ovalen Felde die Halbsäule des Chorlers mit zum Segen erhobener Rechten, zu beiden Seiten in den Zwischen der Malerei aus dem 12. und 13. Jahrhundert des Stoff geliefert. Zu diesen sind es Pfleiler und Kreuzbalken aus dem Mittelschiff und dann (auf einer Doppelplatte) Gewölbelemente aus dem südlichen Querschiff und dem Chor, welche zur Wiedergabe gelangen. Letztere zeigen über dem von gemalten Säulen getragenen Sockel des Schiffsbogens im ovalen Felde die Halbsäule des Chorlers mit zum Segen erhobener Rechten, zu beiden Seiten in den Zwischen der Malerei aus dem 12. und 13. Jahrhundert des Stoff geliefert. Zu diesen sind es Pfleiler und Kreuzbalken aus dem Mittelschiff und dann (auf einer Doppelplatte) Gewölbelemente aus dem südlichen Querschiff und dem Chor, welche zur Wiedergabe gelangen. Letztere zeigen über dem von gemalten Säulen getragenen Sockel des Schiffsbogens im ovalen Felde die Halbsäule des Chorlers mit zum Segen erhobener Rechten, zu beiden Seiten in den Zwischen der Malerei aus dem 12. und 13. Jahrhundert des Stoff geliefert. Zu diesen sind es Pfleiler und Kreuzbalken aus dem Mittelschiff und dann (auf einer Doppelplatte) Gewölbelemente aus dem südlichen Querschiff und dem Chor, welche zur Wiedergabe gelangen. Letztere zeigen über dem von gemalten Säulen getragenen Sockel des Schiffsbogens im ovalen Felde die Halbsäule des Chorlers mit zum Segen erhobener Rechten, zu beiden Seiten in den Zwischen der Malerei aus dem 12. und 13. Jahrhundert des Stoff geliefert. Zu diesen sind es Pfleiler und Kreuzbalken aus dem Mittelschiff und dann (auf einer Doppelplatte) Gewölbelemente aus dem südlichen Querschiff und dem Chor, welche zur Wiedergabe gelangen. Letztere zeigen über dem von gemalten Säulen getragenen Sockel des Schiffsbogens im ovalen Felde die Halbsäule des Chorlers mit zum Segen erhobener Rechten, zu beiden Seiten in den Zwischen der Malerei aus dem 12. und 13. Jahrhundert des Stoff geliefert. Zu diesen sind es Pfleiler und Kreuzbalken aus dem Mittelschiff und dann (auf einer Doppelplatte) Gewölbelemente aus dem südlichen Querschiff und dem Chor, welche zur Wiedergabe gelangen. Letztere zeigen über dem von gemalten Säulen getragenen Sockel des Schiffsbogens im ovalen Felde die Halbsäule des Chorlers mit zum Segen erhobener Rechten, zu beiden Seiten in den Zwischen der Malerei aus dem 12. und 13. Jahrhundert des Stoff geliefert. Zu diesen sind es Pfleiler und Kreuzbalken aus dem Mittelschiff und dann (auf einer Doppelplatte) Gewölbelemente aus dem südlichen Querschiff und dem Chor, welche zur Wiedergabe gelangen. Letztere zeigen über dem von gemalten Säulen getragenen Sockel des Schiffsbogens im ovalen Felde die Halbsäule des Chorlers mit zum Segen erhobener Rechten, zu beiden Seiten in den Zwischen der Malerei aus dem 12. und 13. Jahrhundert des Stoff geliefert. Zu diesen sind es Pfleiler und Kreuzbalken aus dem Mittelschiff und dann (auf einer Doppelplatte) Gewölbelemente aus dem südlichen Querschiff und dem Chor, welche zur Wiedergabe gelangen. Letztere zeigen über dem von gemalten Säulen getragenen Sockel des Schiffsbogens im ovalen Felde die Halbsäule des Chorlers mit zum Segen erhobener Rechten, zu beiden Seiten in den Zwischen der Malerei aus dem 12. und 13. Jahrhundert des Stoff geliefert. Zu diesen sind es Pfleiler und Kreuzbalken aus dem Mittelschiff und dann (auf einer Doppelplatte) Gewölbelemente aus dem südlichen Querschiff und dem Chor, welche zur Wiedergabe gelangen. Letztere zeigen über dem von gemalten Säulen getragenen Sockel des Schiffsbogens im ovalen Felde die Halbsäule des Chorlers mit zum Segen erhobener Rechten, zu beiden Seiten in den Zwischen der Malerei aus dem 12. und 13. Jahrhundert des Stoff geliefert. Zu diesen sind es Pfleiler und Kreuzbalken aus dem Mittelschiff und dann (auf einer Doppelplatte) Gewölbelemente aus dem südlichen Querschiff und dem Chor, welche zur Wiedergabe gelangen. Letztere zeigen über dem von gemalten Säulen getragenen Sockel des Schiffsbogens im ovalen Felde die Halbsäule des Chorlers mit zum Segen erhobener Rechten, zu beiden Seiten in den Zwischen der Malerei aus dem 12. und 13. Jahrhundert des Stoff geliefert. Zu diesen sind es Pfleiler und Kreuzbalken aus dem Mittelschiff und dann (auf einer Doppelplatte) Gewölbelemente aus dem südlichen Querschiff und dem Chor, welche zur Wiedergabe gelangen. Letztere zeigen über dem von gemalten Säulen getragenen Sockel des Schiffsbogens im ovalen Felde die Halbsäule des Chorlers mit zum Segen erhobener Rechten, zu beiden Seiten in den Zwischen der Malerei aus dem 12. und 13. Jahrhundert des Stoff geliefert. Zu diesen sind es Pfleiler und Kreuzbalken aus dem Mittelschiff und dann (auf einer Doppelplatte) Gewölbelemente aus dem südlichen Querschiff und dem Chor, welche zur Wiedergabe gelangen. Letztere zeigen über dem von gemalten Säulen getragenen Sockel des Schiffsbogens im ovalen Felde die Halbsäule des Chorlers mit zum Segen erhobener Rechten, zu beiden Seiten in den Zwischen der Malerei aus dem 12. und 13. Jahrhundert des Stoff geliefert. Zu diesen sind es Pfleiler und Kreuzbalken aus dem Mittelschiff und dann (auf einer Doppelplatte) Gewölbelemente aus dem südlichen Querschiff und dem Chor, welche zur Wiedergabe gelangen. Letztere zeigen über dem von gemalten Säulen getragenen Sockel des Schiffsbogens im ovalen Felde die Halbsäule des Chorlers mit zum Segen erhobener Rechten, zu beiden Seiten in den Zwischen der Malerei aus dem 12. und 13. Jahrhundert des Stoff geliefert. Zu diesen sind es Pfleiler und Kreuzbalken aus dem Mittelschiff und dann (auf einer Doppelplatte) Gewölbelemente aus dem südlichen Querschiff und dem Chor, welche zur Wiedergabe gelangen. Letztere zeigen über dem von gemalten Säulen getragenen Sockel des Schiffsbogens im ovalen Felde die Halbsäule des Chorlers mit zum Segen erhobener Rechten, zu beiden Seiten in den Zwischen der Malerei aus dem 12. und 13. Jahrhundert des Stoff geliefert. Zu diesen sind es Pfleiler und Kreuzbalken aus dem Mittelschiff und dann (auf einer Doppelplatte) Gewölbelemente aus dem südlichen Querschiff und dem Chor, welche zur Wiedergabe gelangen. Letztere zeigen über dem von gemalten Säulen getragenen Sockel des Schiffsbogens im ovalen Felde die Halbsäule des Chorlers mit zum Segen erhobener Rechten, zu beiden Seiten in den Zwischen der Malerei aus dem 12. und 13. Jahrhundert des Stoff geliefert. Zu diesen sind es Pfleiler und Kreuzbalken aus dem Mittelschiff und dann (auf einer Doppelplatte) Gewölbelemente aus dem südlichen Querschiff und dem Chor, welche zur Wiedergabe gelangen. Letztere zeigen über dem von gemalten Säulen getragenen Sockel des Schiffsbogens im ovalen

Kriegsministerium zogen Gendarmen zu Pferde die Säbel und drängten die Menge zurück. Ein Gendarm fiel vom Pferde, was in der Menge große Freude hervorrief. Die aus der Kammer tretenden sozialistischen Deputirten setzten sich an die Spitze des sich nunmehr bildenden Zuges; man rief: "Es lebe die Republik!" Die Tramhahn konnte nur mit Mühe den Verkehr aufrecht erhalten. Die Polizei war in großer Anzahl aufgeboten. Ansammilungen wurden untersagt. Es gelang jedoch dem Zug, über die Polizeifette hinaus und in den Park zu gelangen. Zwischen Gendarmen und der Menge entpann sich eine Schlägerei, andere Gendarmen drängten mit gezogenem Säbel auf die Menge ein, wurden jedoch von Offizieren zurückgehalten. Der Zug begab sich sodann nach der Grande Place; auf dem Wege dorthin wurden die Läden eingelagert. Auf dem Platz richtete der Deputirte Vandré eine Ansprache an die Menge.

Nach Wiederaufnahme der Sitzung erklärte der Deputirte Destrée (Sozialist), er wolle Mitteilungen über Zwischenfälle machen, die sich soeben während der Unterbrechung der Sitzung draußen zugetragen hätten. Als er, Destrée, auf den Platz vor dem Kammerpalais getreten sei, habe ihn ein Gendarm mit einem Säbel hieb angegriffen. Er habe von dem vorgesetzten Offizier den Namen des Gendarmen verlangt; der Offizier habe spöttisch gelächelt und ihn geherrschen. Destrée forderte von der Regierung die Bestrafung des Gendarmen wie des Leutnants. (Großer Lärm.) Der Deputirte Caurot stürzte mit geballter Faust auf den Ministerpräsidenten zu und rief: "Gleider!" (Großer Lärm.) Die Sitzung wurde sodann unter Singen und Pfiffen der Sozialisten aufgehoben.

Nach Beendigung einer gestern Abend abgehaltenen Volksversammlung wollten mehrere Tausend Manifestanten die Grande Place überschreiten, wurden jedoch von Gendarmen mit gezogenem Säbel zurückgedrängt. Die Gendarmen wurden mit Steinen beworfen, und von beiden Seiten wurden Schüsse abgegeben. Mehrere Personen wurden verwundet. Nachdem die Gendarmen die Straße geräumt hatten, bildete sich kurz darauf ein neuer Zug. Gegen 11 Uhr Nachts rissen zahlreiche Manifestanten die Pfastersteine in der Rue Royale auf und schleuderten sie auf die Gendarmen, welche auf den Volkshäusern eindrangen. Die Manifestanten zogen sich darauf zurück und setzten austströmendes Gas in Brand. Bei einem Zusammenstoß auf der Grande Place wurden drei Personen vernichtet, darunter eine schwer. Ein Polizeioffizier erhielt einen Messerstich. Die Gendarmen wurden später durch Mitglieder der Bürgergarde erlegt. In der Rue Madeleine kam es zu einem Zusammenstoß, ebenso auf dem Krautmarkt und in dessen Umgebung. Auf dem Krautmarkt wurde auf einen Gendarmen ein Revolverschuß abgegeben, ein junger Mensch wurde durch einen Säbelhieb verwundet. Als der Zug der Manifestanten in der Nähe des Volkshauses erschien, drang die Polizei auf dieselben ein, wobei vier Personen verletzt wurden, welche nach dem Volkshaus gebracht wurden. Unter den auf der Grande Place Verletzten befindet sich der Führer des Zuges, welcher von zwei Kugeln getroffen wurde. Ein unbekannter junger Mensch wurde nach dem Hospital St. Jean übergeführt, wo er bereits gestorben sein soll. Insgesamt wurden 25 Verhaftungen vorgenommen. Mehrere der Verhafteten trugen

Yoroyama anwejeno.

### Stile.

Die "Agence Havas" erfährt, daß die in Birmingham gehaltene Rede Chamberlain's in Pretoria eine lebhafte Erregung hervorgerufen habe, da sie gerade zu einer Zeit gehalten worden sei, wo die Regierung und die Bürger Transvaals in Erwägung gezogen hätten, wie die Lage zu bessern sei. Der Ton der Rede mache es der Regierung schwer, dem Volkstaat neue Vorhildige zu unterbreiten. Die "Volksstimme" sagt, es sei unnötig zu versuchen, Versöhnlichkeit zu zeigen, wenn die britische Regierung ancheinend beabsichtige, Transvaal auch nach der Bewilligung des Stimmrechts an die Uitlanders nicht in Ruhe zu lassen. Das Blatt hofft, daß die britische Regierung sich die Meinung Chamberlain's nicht zu eigen machen werde, da sonst die Afrikaner Vorbereitungen zum Kriege treffen müßten. — In Pretoria glaubt man, daß die Konferenz des Mitgliedes des Ausführenden Raths des Oranje-Freistaats Fischer mit dem ausführenden Rath der Südafrikanischen Republik die Sympathien vermehren werde, welche die Mitglieder der Afrikaner-Partei untereinander verbünden.

### Parlamentarische Nachrichten.

In der heutigen Sitzung des Hauses der Abgeordneten, welches der Vize-Präsident des Staats-Ministeriums, Finanz-Minister Dr. von Miquel und der Justiz-Minister Schönfeldt besuchten, gelangte zunächst der Entwurf eines Ausführungsgeges zum Bürgerlichen Gesetzbuche zur dritten Beratung.

Bis zum Schlus des Blattes wurden nach kurzer Debatte, an der sich die Abg. Kirsch (Zentr.), von Bredow (cons.) der Justiz-Minister Schönfeldt und der Abg. von Strombeck (Zentr.) beteiligten, die Artikel 1-73 erledigt.

Das Herrenhaus trifft morgen Nachmittag 1 Uhr zur 13. Plenarsitzung zusammen. Die Sitzungsordnung für dieselbe lautet, wie folgt: 1) Einmalige Schlussberatung des Staatsvertrages zwischen Preußen und Württemberg über die Aufhebung der Zölle auf dem Markt oberhalb der Enzündung und auf dem Glatz und des Gesetzentwurfs, betreffend die Aufhebung der Zölle auf den preußischen Thelen des Neckars und der Glatz. Berichterstatter: Graf von Arnim-Bozenburg. Antrag des Berichterstatters: Unterabteilung Amtshand. 2) Mündlicher Bericht der Kommission für den Staatshaushalt. Graf und für Finanzenangelegenheiten über den Entwurf eines Gesetzes, betreffend die Kirche für die Bittwen und Waifen der Lehrer an öffentlichen Volkschulen. Berichterstatter Graf von Seidlis-Sandreczki. Kommissionsantrag: Annahme des Gesetzentwurfs. 3) Mündlicher Bericht der Kommission für Petitionen über die Petition des Magistrats von Lehe in Hannover um Erlass eines Volkschul-Unterhaltungsgesetzes für die ganze Monarchie. Berichterstatter: von Schöning. Kommissionsantrag: Ueberweisung als Material.

Das zuvenerst; Christus in ähnlicher Tracht mit dem Kreuzesnimbus, ebenfalls ein Scepter in der Linken, die Rechte segnend erhoben. Die angrenzenden Gewölbefelder füllen Thronbestuhlfesten, die dreidimensionalen Gewölbefelder Propheten mit Spruchbändern. Leider haben diese Malereien infolge der wenig exzellenten Übermalung, die sie Ende der fünfziger Jahre erfuhrn, viel von ihrem ursprünglichen Charakter verloren. — Das nächste Blatt veranschaulicht die stark verwitterten gotthischen Wandmalereien aus der Sakristei der Stiftskirche zu Landau in der Pfalz, welche 1896 aufgedeckt wurden, und zwar ein Ecce homo und die Dreieinigkeit, andere, häufige Darstellungen sowie Ornamente. Auf den letzten Tafeln ist eine Reihe der berühmtesten ornamentalen Malereien aus Santa Anastasia zu Verona, der Klosterkirche Heiligkreuz in Meißen, der Ulrichskapelle in Oberammergau sowie den Kirchen zu Rostock und Wismar und der Dorfkirche zu Lohmen wiedergegeben.

Das schönste Blatt der vierten Lieferung, eine Doppeltafel, veranschaulicht in überaus sorgfältiger und feiner Ausführung die mittleren Wandbogenfläche von der Nordwand der prächtig ausgemalten Klosterkirche zu Wienhausen bei Bielefeld, von deren Innerem eine ältere Zeichnung von Wittkopp im Text eine Vorstellung giebt. Die Mutter der Nächte in jener Wand ist von der aufrechthaltenden gewappneten Gestalt des heiligen Wendelin eingenommen. Das Sädelfeld darunter zeigt zwei ornamentale bandelbare Löwen, die Zwischenfelder über den Wandrischenbogen füllen Drachen mit Rankenwerk. Die obere Figurenzone enthält Vorgänge aus dem Alten Testamente in gemalter Vogenumrahmung: links die Arche, rechts das Opfer Noah's. Der untere, durch einen schmalen Blattstreifen von dem oberen getrennte Bildstreifen zeigt eine Darstellung aus dem Martyrium der Heiligen Agnes, Dorothea, Barbara und Agathe.

Weiter findet man Ornamentmalereien von den Gewölbedäppen der Kirche Maria zur Höhe in Stoß mit phantastischen Thiergestalten im Stil altorientalischer Stoffe, sowie andere aus der Liebfrauenkirche zu Halberstadt und dem Dom zu Braunschweig (13. Jahrhundert), teils münsterartig, teils Blatt- und Rankenstile oder das Motiv farbiger Stoffdraperien zugehörig. — Von den mitgetheilten Wand- und Gewölbemalereien aus der Marienkirche zu Trier und der Martinikirche zu Campill bei Bozen in Tirol sind die ersten deshalb von künstlerischem Werth, weil sie mit der Jahreszahl 1407 und dem Namen des Malers Hans Städlinger, des Begründers einer ausgedehnten Malerschule, bezeichnet sind, deren Hauptwerke in einer ganzen Gruppe gotischer Wandmalereien aus der ersten Hälfte und der Mitte des 15. Jahrhunderts sich nachweisen lassen. Städlinger gilt als der Begründer des monumentalen Stils in der Trierer Malerei, und alle ihm und seiner Schule zugeschriebenen Werke zu denen auch diejenigen in der Marienkirche zu Campill gehören, befinden den entschiedenen Einfluß der italienischen Wandmalerei des 14. Jahrhunderts. Eine Doppeltafel giebt aus der eben genannten Kirche das mittlere Deckensfeld wieder. In der Mitte thront in ovalen Rahmen die auf Golghernd gemalte Gestalt des Erlösers; an den Enden steht man auf hohen Lehnsstühlen vier Kirchenväter; den Raum zwischen diesen und der Mandorla aber füllen auf goldgestrichenem blauem Grunde vier animusliche majorische Engel. Breite Ornamentstreifen mit Tierköpfen rahmen die Wölbung ein und thellen dieselbe freis. — Auf dem letzten Blatt endlich wird eine sorgfältige, wirklichkeitstreue Aufnahme des mit spätgotischem Rankenwerk und an Stoffmuster erinnernden Ornamenten reich ausgemalten kleinen Bibliotheksaufsatz aus Schloss Hohenfelsburg dargeboten.

**Land- und Forstwirtschaft.**  
Ernteaussichten und Getreidepreise in Süd-Italien  
und Sizilien.

Neapel, den 19. Juni 1899. Abgeleben von einigen kleinen Postkarten. Basilicata in Süditalien und Plantura di Catania, Sizilien, wird allenthalben ein gutes Ergebnis der diesjährigen Getreideernte erwartet. Momentlich aus den Provinzen Messina

Girgenti und Siracusa (Sizilien), dessgleichen aus ganz Apulien laufen die Nachrichten sehr übersichtlich. Trotzdem stehen die Kornpreise im wesentlichen auf gleicher Höhe wie in den vorangegangenen 6 Monaten.

#### Preise:

Weicher Weizen	= 25,75—26	Ere pro dz
Harter Weizen	= 26,25—29	
Gerste . . .	= 16—19	
Hafer . . .	= 19—21	

Diese Thatache ist hinsichtlich der Weizenpreise um so bemerkenswerther, als im Süden Italiens noch sehr bedeutende Vorräte der vorjährigen Ernte vorhanden sind, die zum Beispiel in Apulien für den ganzen Konsum des laufenden Jahres ausreichend sein sollen. Auch wären vom Auslande noch große Getreideernten nach Italien unterwegs, so aus Nord-Amerika etwa 375 000 dz aus Argentinien und Uruguay etwa 340 000 aus Indien etwa 105 000 aus Russland etwa 130 000.

Andererseits ist die Getreide-Ausfuhr in den ersten vier Monaten dieses Jahres, verglichen mit denjenigen des gleichen Zeitraums des Vorjahrens, erheblich zurückgegangen. Sie betrug:

a. Weizen	= 2,9 Mill. dz	1,4 Mill. dz
b. Mais, Hafer, Gerste . . .	= 1,4	1,0

Die Bohnen-Ernte wird voraussichtlich nur klein ausfallen, sodass die Preise im Stetzen begriffen sind. Die im Monat Mai vorherrschend gewesene Dürre hat die Entwicklung der Früchte beeinträchtigt.

Wandeln. In Apulien wird eine Ernte von 100 000 bis 120 000 Ballen gegen 40 000 Ballen im Vorjahr erwartet. Auch aus dem übrigen Süden des Landes und aus Sizilien liegen günstige Nachrichten vor. Die derzeitigen Vorräte aus den früheren Jahren scheinen in ganz Europa knapp zu sein, sodass binnen Kurzem die Lager der Großstädte wohl geräumt sein dürften. Dementsprechend sinkt die Preise im Stehen beginnen, zumal dem Betrieb nach in Spanien, Portugal, Südfrankreich und Sardinien in diesem Jahre nur kleine Ernten zu erwarten sein werden. Für vorjährige Ware werden 248—282 Ere pro Doppelzentner bezahlt. Spekulationskauf auf die noch ungeerntete diesjährige Ware werden zur Zeit auf 194 Ere pro Doppelzentner abgeschlossen.

Oliven. Aus den Hauptproduktionsgebieten (Apulien) liegen meist ungünstige Nachrichten vor. Man erwartet dort nur  $\frac{1}{2}$  bis  $\frac{1}{3}$  einer normalen Ernte. Die Olivenbäume stehen seit 2—3 Wochen in Blüte, die indezen weit später als im Vorjahr erfreut. Eine Krankheit (cycloconium oleaginum), die in verschiedenen Distrikten den Bäumen anhaftet, sowie die der Blüthenentwicklung ungünstigen Scirocco-Winde werden als Ursachen dieser Erziehung genannt.

Bevor laufen die Nachrichten aus Sizilien, wo die Bäume schon Ende vorigen Monats in voller Blüthe standen.

Für eines Spieße-Oliven zahlt man in Pari (Apulien) jetzt 100—150 Ere pro Doppelzentner, für Bierm. und Industrieöl 48 bis 84 Ere pro Doppelzentner, je nach Qualität der Ware.

Wein. Der Stand der Reben ist trotz nachhaltiger anhaltender Trockenheit im Frühjahr bis jetzt in Süd-Italien sowie in Sizilien durchweg zufriedenstellend. Bereits, unter anderen auch in Marsala, wird über die von der Reblaus angerichteten Verwüstungen gesprochen, während in den Distrikten Calabrien und Apulien von der Seuche auch in diesem Jahre noch nichts wahrgenommen worden ist. Es steht indessen zu befürchten, dass die in den letzten Tagen niedergangenen starken Regengüsse die bereits stattgehabte mühevolle Arbeit des Einlaubens der Rebe mit Schweißblut zum Schaden gegen die Peronospore gründlich wieder vernichtet und die Gefahr des Plasmodiengreifens des Schädlings sehr befürchtet haben.

Rotter apulischer Landwein wird zur Zeit mit 13—17 Ere pro 100 l. und weißer apulischer Landwein wird zur Zeit mit 15,5 bis 19 Ere pro 100 l. bezahlt.

Gen. Das Ergebnis des bereits stattgehabten ersten Schnitts ist gut ausgefallen.

#### Preise:

Für vorjährige Ware = 7—9 Ere pro Doppelzentner.

Für diesjährige Ware = 6

Can. Die Saaten stehen vorzüglich. Es ist eine reichliche und auch qualitativ gute Ernte zu erwarten. Die Regengüsse der letzten Tage haben den Hanfproduzenten sehr erwünscht.

Hafer. Der Anbau ist von sehr geringem Umfang in Süd-Italien. Der derzeitige Zustand der Saaten lässt keinen erheblichen Ertrag erhoffen.

Gässelüsse. Nach dem Stande der Blüthen wird nur bei der runden Sorte auf einen leidlichen Ertrag gehofft, während die längliche Sorte nur geringe Ernte verspricht. In den Nahrungsdistrikten der Provinz Avellino sollen Hagelschlag und Frost Schwaben angerichtet haben.

#### Gesundheitswesen, Tierkrankheiten und Absperrungs-Maßregeln.

London, 29. Juni. (W. C. B.) Dem "Reuter'schen Bureau" wird aus Kairo gemeldet: Die Gesamtzahl der Pest-erkrankungen in Ägypten beträgt bis jetzt 47, von denen 18 tödlich verliefen; 16 Personen wurden als geheilt entlassen. Während der letzten acht Tage sind zehn neue Pestfälle vorgekommen, von denen drei tödlich verliefen; drei Personen wurden als geheilt entlassen.

#### Verbindungen im Auslande.

##### Belgien.

8. Juli, 4 Uhr. Im "Bureau de bienfaisance" in Namur: Stoffe zur Preisverteilung an die Schüler der städtischen Gemeindeschulen (15 Loope), 3750 kg Mohrenwolle für Bettlaken, 500 baumwollene Decken, 2000 m graue Leinwand für Strohände.

#### Berlebts-Aufstellen.

Bremen, 29. Juni. (W. C. B.) Norddeutscher Lloyd. Dampfer "Kaiser Friedrich" 29. Juni v. New York in Bremerhaven angelangt. "Mark" v. La Plata kommt, 28. Juni Reise v. Rio de Janeiro fortges. "Prinz Heinrich" 28. Juni Reise v. Neapel n. Ost-Asien fortges. "Lahn" 28. Juni Reise v. Southampton n. New York fortges. "Molard" und "Dona" 28. Juni v. Baltimore n. Bremen abgez. "Phals" 28. Juni Reise v. Antwerpen n. b. La Plata fortges.

Bremen, 29. Juni. (W. C. B.) Norddeutscher Lloyd. Dampfer "Kaiser Friedrich" 29. Juni v. New York in Bremerhaven angelangt. "Mark" v. La Plata kommt, 28. Juni Reise v. Rio de Janeiro fortges. "Prinz Heinrich" 28. Juni Reise v. Southampton n. New York fortges. "Molard" und "Dona" 28. Juni v. Baltimore abgez. "Phals" 28. Juni Reise v. Antwerpen n. b. La Plata fortges.

Bremen, 29. Juni. (W. C. B.) Norddeutscher Lloyd. "Mark" v. La Plata kommt, gestern in Saigon, Akaba in Montreal, "Cherbourg" in Philadelphia, "Marlomannia", v. Rio de Janeiro fortges. "La Plata" heute v. Baltimore abgez. "Dona" heute v. Turku abgekommen.

London, 29. Juni. (W. C. B.) Union-Cintra. Dampfer "Merican" gestern auf Getreide v. Kavkaz abgegangen.

Rotterdam, 29. Juni. (W. C. B.) Holland-Amerika-Linie. Dampfer "Rotterdam" heute Vormittag v. Rotterdam abgegangen.

Bremen, 29. Juni. (W. C. B.) Norddeutscher Lloyd. "Mark" v. La Plata fortges.

Verwaltungsjahr 1. April 1898/99 um 15 567 352,10 M vermeint und vertrieb sich auf 642 552 Bücher, das sind gegen Ende März 1898 33 664 Bücher mehr. Das Gesamtvermögen der Sparkasse befasste sich auf 242 863 197,80 M.

Die alljährlich in der "Urania" stattfindenden Vorführungen des elektrophontischen Klaviers werden nur noch bis zum Anfang der Ferien des Instituts, also bis zum 10. Juli, fortgesetzt werden.

Prenzlau, 29. Juni. (W. C. B.) Der Jahresversammlung des Brandenburgischen Hauptvereins der Gustav-Adolf-Stiftung ist auf deren an Seine Majestät den Kaiser gelandete Goldjubiläums-Telegramm (vgl. Nr. 150 d. B.) die nachfolgende Antwort zugegangen:

Seine Majestät der Kaiser und König lassen dem Brandenburgischen Hauptverein der Gustav-Adolf-Stiftung für den Allerhöchsten Prinzen aus Prenzlau gefandene Glück und das freundliche Gedanken Allerhöchstes vorjährigen Bekanntschaftes bei der Einweihung der Großkirche in Jerusalem bestens danken. Seine Majestät wünschen der regenreichen Arbeit des Brandenburgischen Hauptvereins auch im kommenden Jahre besten Erfolg.

Auf Allerhöchsten Befehl

von Eukanus, Geheimer Kabinettstrath.

Breslau, 29. Juni. (W. C. B.) Nach einer von der Königlichen Central-Beratung der Steinblechen-Bergwerke "König" und "Königin Luise" in Fabrik der "Schlesischen Zeitung" angehenden Preisverteilung in der gestern gemeldet. Unfall im Schuhmann-Flöz darauf zurückzuführen, das eine sogenannte "Glocke" (ein großer ausgelöster Hobelraum) plötzlich zu Brüche ging und der dadurch entstehende Luftstrom die Gale aus dem Alten Mann" in die Strecke und Feller drückte. Die Gale haben sich wahrscheinlich an den Raumen der dort arbeitenden Bergleute entzündet. Die Bergleute bestehen meist aus Brandwunden und sind bei keinem der Verletzten darunter, dass Lebensgefahr vorhanden wäre.

Kiel, 29. Juni. (W. C. B.) Ihre Kaiserlichen und Königlichen Majestäten feierten heute Nachmittag um 14 Uhr von der Wettschiff der Kriegsschiffboote auf die Yacht "Dobbenjollen" zurück und beobachteten um 3 Uhr vom Promenadende mit den Christfeiern das Wettkämpfen der Kadetten und Schülern für die See. Um 5 Uhr nahmen Ihre Majestäten mit den fürtümlichen Gästen und den geladenen Komtänen und Schiffskommandanten und deren Damen sowie zahlreichen anderen Gästen den Thee ein. Um 7 Uhr begaben sich Allerhöchsteselben nach dem Königlichen Schloss, wo das Diner stattfand, an welchem die anwesenden Fürstlichkeiten und der Earl of Londonderry teilnahmen. Um 9 Uhr juhu Seine Majestät der Kaiser nach der Marine-Academie, wo Allerhöchsteselbe die Preisverteilung für das sechste Handicap "Eiderfahrt" Kiel sowie für die heutige Wettschiff vornahm. Die Ergebnisse des Handicaps sind folgende: "Brunhild" erster Preis (Gruppenpreis), "Metvor" zweiter, "Betty" dritter, "Genta" vierter, "Commodore" fünfter und "Comet" sechster Preis. Die Windstärke war 3,2; wegen des ständigen Windes war die Bahn von 51 auf 44 Seemeilen abgekürzt worden.

Kiel, 30. Juni. (W. C. B.) Heute früh 7 Uhr hat Seine Majestät der Kaiser Kiel auf der Segel-Yacht "Metvor" verlassen, um sich an der Wettschiff Kiel-Travemünde zu beobachten; die Flotte gab Salutschüsse ab. Ihre Majestät die Kaiserin ist heute Vormittag 11 Uhr mit der Yacht "Dobbenjollen" nach Travemünde gefahren; die Kaiserliche Yacht führt im Großteil die Standarder der Kaiserin, welche von der Flotte salutiert wurde.

Altona, 29. Juni. (W. C. B.) Beim Neubau eines Schulgebäudes derselbst brach infolge Überlastung ein Treppensturz zusammen; sechs Arbeiter starben in der Tiefe, von denen zwei lebensgefährlich und die vier anderen leicht verletzt wurden; einer der beiden ersten ist bereits gestorben.

#### Nach Schluss der Redaktion eingegangene Depeschen.

Madrid, 30. Juni. (W. C. B.) Die "Gaceta de Madrid" veröffentlicht einen Erlass, nach welchem das Handelsabkommen zwischen Deut. Land und Spanien am 1. Juli d. J. in Kraft tritt.

Kopenhagen, 30. Juni. (W. C. B.) Der Kronprinz von Griechenland ist heute Mittag von hier über Kotor nach Frankfurt a. M. abgereist. Die Mitglieder der Königlichen Familie begleiteten den Kronprinzen zum Bahnhofe.

(Fortsetzung des Nachrichtlichen in der ersten Beilage.)

Vierteljahrzeitschrift  
Sommer- und folgende Tage: "Der Schlafwagen".  
Sommer: Vorher: Zum Einsiedler.

Stationen: Sommer: Zum Einsiedler.

Wind: Wetter.

0485

Für vorjährige Ware = 7-9. Eire pro Doppelzentner.  
Für diesjährige Ware = 6.

Dans. Die Saaten stehen vorzüglich. Es ist eine reichliche und auch qualitativ gute Ernte zu erwarten. Die Regengüsse der letzten Tage haben den Haupproduzenten sehr erwünscht.

Glas. Der Anbau ist von sehr geringem Umfang in Südalitalien. Der derzeitige Zustand der Saaten lässt keinen erheblichen Ertrag erhoffen.

Hafelnuße. Nach dem Stande der Blüthen wird nur bei der runden Sorte auf einen leidlichen Ertrag gehofft, während die längliche Sorte nur geringe Ernte verspricht. In den Niederküstnen der Provinz Abellino sollen Hagelschlag und Frost Schaden angerichtet haben.

#### Gesundheitswesen, Thierkrankheiten und Absperrungsmaßregeln.

London, 29. Juni. (W. L. B.) Dem "Reuter'schen Bureau" wird aus Kairo gemeldet: Die Gesamtzahl der Westerkrankungen in Alexandria beträgt bis jetzt 47; von denen 18 tödlich verliefen; 15 Personen wurden als geheilt entlassen. Während der letzten acht Tage sind zehn neue Pestfälle vorgekommen, von denen drei tödlich verliefen; drei Personen wurden als geheilt entlassen.

#### Wetterbericht vom 30. Juni 1899, 8 Uhr Morgens.

Stationen.	Bartometrische Temperatur.	Wind.	Wetter.	Kompassrichtung
Bellmunt.	756	SSD	5 bedekt	16
Aberdeen.	758	W	2 halb bed.	14
Christiania.	756	WSW	3 besser	17
Kopenhagen.	758	SSD	1 bedekt	18
Stockholm.	761	W	2 wolfig	17
Habaranga.	763	SD	2 wolfig	19
St. Petersburg.	761	W	1 halb bed.	15
Cork, Queens-				
town.	759	SW	5 bedekt	14
Geburbourg.	764	WNW	3 halb bed.	16
Heber.	769	WNW	1 halb bed.	15
Sölt.	756	SW	1 bedekt	17
Hamburg.	757	W	3 bedekt	17
Swinemünde.	758	WSW	3 wolfig	19
Neufahrwasser.	761	SD	1 wolfig <sup>1)</sup>	19
Memel.	761	SW	besser	18
Münster Wif.	757	SW	2 bedekt	15
Karlsruhe.	761	S	4 Regen <sup>2)</sup>	16
Wiesbaden.	759	W	2 bedekt	17
Münden.	760	SW	1 wolfig	18
Cheam.	758	SD	1 wolfig	19
Berlin.	757	SD	2 bedekt	17
Wien.	759	SD	1 wolfiglos	16
Breslau.	761	DSO	1 halb bed.	16

<sup>1)</sup> Abends Gewitter. <sup>2)</sup> Gestern Gewitter.

#### Übersicht der Witterung.

Barometrische Minima liegen westlich von Irland und am Eingang des Städterreichs gegenüber einem Hochdruckgebiet über Südwest-Europa. Über Nordwest-Europa ist das Barometer stark gefallen. Bei schwächer südlicher bis südwestlicher Luftströmung und nahezu normalen Wärmeverhältnissen ist das Wetter in Deutschland trüber nur in den östlichen Gebietsteilen berichtet heitere Witterung; im nordwestlichen und südlichen Deutschland fanden vielfach Gewitter statt; zu Mülhausen fielen 20 mm Regen.

Deutsche Seewärte.

#### Theater.

Ähnliche Schauspiele. Neues Opern-Theater. Sonnabend: Die Fledermaus, Komische Operette mit Tanz in 3 Akten nach Wellhar und Halévy. Bearbeitung von G. Haffner und Richard Genée. Musik von Johann Strauss. Tanz von Emil Grabs. Anfang 7½ Uhr. Bühnenerwerb Nr. 1/1899. Im Garten findet Nachmittags von 5 Uhr ab Militär-Konzert statt. Die Theater-Büllers berichten zum Eintritt in den Garten.

Sonntag: Die Fledermaus. Bühnenerwerb Nr. 2/1899. Anfang 7½ Uhr.

Sonntag und folgende Tage: Der Schlafwagen-Kontrolleur. Vorher: Zum Einsiedler.

#### Familien-Nachrichten.

Verlobt: Fr. Friede Wittwer mit Hrn. Gerichts-Assessor Dr. jur. Oscar Küffel (Zürich).

Verheirathet: Fr. Major Otto von Elschnich und Bögenhoff mit Fr. Sophie von Carlövis (Kaltenbach).

Geboren: Ein Sohn: Hrn. Hauptmann Wange-mann (Landsberg a. R.). — Hrn. Oberleut. Erdmann von Seiditz (Berlin). — Ein Sohne: Hrn. Prof. Dr. Knoblauch (Bettendorf). — Hrn. Lehrer Kurt Pfeiffer (Breslau).

Geboren: Fr. Leut. Bruno Naumann (Berlin). — Fr. Domänenrat Carl Paetow (Baldendorf). — Fr. Nathalie von Wardenburg, geb. von Anderden (Olbenburg).

#### Verantwortlicher Redakteur:

Director Siemenroth in Berlin.

Verlag der Expedition (S. O. L.) in Berlin. Druck der Norddeutschen Buchdruckerei und Verlagsanstalt Berlin SW, Wilhelmstraße Nr. 32.

Gießen: Beilagen (einschließlich Börsen-Beilage).

明治廿二年正月廿二日  
同發

至多



大英

主母

カリントラウ及マリアーニ群島ニ閣  
千八百九十九年二月十二日馬德里ニ於テ  
調印シテ宣言ノ義譲認ニ至スル右西  
條約

(英語文書の文題)

右迄至皇帝ニ並着漏斯ニ皇ニ帝陛下  
ノ行進帝忌ノ名義リテ及西班牙ニ會  
事務立皇帝后陛下ハ其ノ皇子ドニアル方  
ンソードニ皇帝第十三世陛下ハ名義リテ本年  
二月十二日馬德里ニ於テ調印シテカリント  
ラウ及マリアーニ群島ニ宣言ノ正  
式ニ可認セント欲ニ而ニ立法院ニ宣傳上以  
要ナル根柢シ從タル後之シカ乃ノ條約シ締

信セントリ決シ特使ヨハニ皇帝陛下並善海  
斯ニ皇帝陛下ハ莫、全權大使ヨーゼフ・ファン  
エドウワード西班牙王権政官モトノ陛下ハ莫、

特使

後日大臣西務大臣ドン・フランシスコ・ルイ・エラ  
後日大臣西務大臣ドン・フランシスコ・ルイ・エラ  
君主、全權委員ニ任命セリ固テ君主全權  
委員ハ互に其ノ委任状付ソテ見、良好安當  
ナルヲ認ソニテ在、君候ソ恒議決定セリ

第一條

西班牙王ハカリ群島、パラウ島及マリアーノ  
ニ群島(アム島ソ除ク)、對スル大權、全額及  
右群島、所有權ソニ千五百方マセドト、代價  
ニア付送セリ割譲ス

第二條

右群島ハカリ群島、パラウ島及マリアーノ  
群島、托ケン西班牙王ハ所有權及西班牙王  
農業土產事、對し日群島、於ケン相也

右、需支及右邊右、農業上生業、許可  
スルモノト同一、待遇及便益ヲ許ム。且ツ該  
群島、於ケル西班牙西、敵合、對し招撫  
右、敵合、對スルモノト同一、權利及自由  
ソ許ムスヘシ

印三至

西班牙軍艦及商船、カノカリ、群島  
アラ島及アリア島、群島、於テ賄炭、  
群

者一ヶ所ヲ設置シ、當時、於テ之ヲ保有スヘシ

力四條

未條約、下往ノ全權委員、附書セラヒテ、全權  
委任狀、臺キ批准シ候タルモノト見做シ、記名

調印、自ヨリ効カツ生スルモノトス。

右詔松トニテ兩セ、全權委員ハ之ニ記名押

印スルモノトス

千八百九十六年、育、平日馬德里、於テ本省

二通三作ル

モーガス、フォン、エトワサウフ記名印

算フランシスエ、セルヴェラー記名印

REEL No. 1-0385

0490

右西方面通商上、閩係、閩元千八百六十  
九年二月廿二日、往復の文書  
以古後致啓上候陳士杰至洋中に於ケル  
群島割讓、聞ニ奉日記名調印古成候事  
シテ補ハシカノ本役、是不一而本役  
者、名ヲ以テ在、件ヲ貰言致候即テ本役  
政府ハ西班牙向、真、假、是役率之利  
益ノ詳典ニシテ並歎下シテ西班牙ニテ相  
外務省  
迄モハ、輸入ニ對し最惠不特遇ヲ許典ニヘ  
權限リ序ニ考據此乃帝國議會ニ付承ス  
ル、其務、任第、右權限ニテ、致成根御  
通、前記條約、批准前、庶守ケ可申候  
右互惠的許諾、而モ万、新、通古條約リ  
恒定セラレケリテ、二ヶ年期、効力有在候ニ承  
而シテ右則既滿了ノニ、候伊セテ、方予及  
蔚、本ニアラサニ限ハ一ヶ年ツ、延長セラルヘリ候

在宣ニテ事本領・貢・税ヲ一ノ下ニ而・易シ

ト奉セリ

チハ多ニタニ年有ナシ

ラドウガツ

西服牙弓・笠之臣

公爵オ・アルモドワル・デ・リラ

0492

REEL No. 1-0385

ハ吉緒秋啓ニ候陳モ呑西洋中、於ケン  
群島剝讓、同日本記名被印ニシテ候ハ  
ヲ補、ハカニツ本大臣、西班牙、西班牙、  
政府、名リハト、併シ宣下休候即テ右條  
内批准吉成廿二年正月二十日皇帝  
遇リ許然セヨレ乞ん雅駒トシ、移邊而ヨリ輸  
入予カ西班牙、利益ソシ此又ヘキノ森羅、任  
候是役寧、利益ソシ此又ヘキノ森羅、任  
之、對ニテ事也  
外務省書

ミーリ候

右互文向群島、而ニ方ニ新道ニ候ハ  
ノ核定セラレサル限、五六年、効力ヲ有候  
シ而ニテ右則既滿了、又ハ備候事、一  
ヨリ反對、申ニアラサル限、一个年、之追期セアル  
ヘテ候右宣言當本大臣、景、商ニテ事也、  
白、紅表、ノ表シテ貰候具

十八年九月二十日

公事ヲナムアルモドワヘテハリリ

相送ニ特命候機大臣免

前記公文文書ヲシテモ其を依頃に當付ニ付

議會ノ依頼ラ經而シテ至事件中ニ於ケル群島

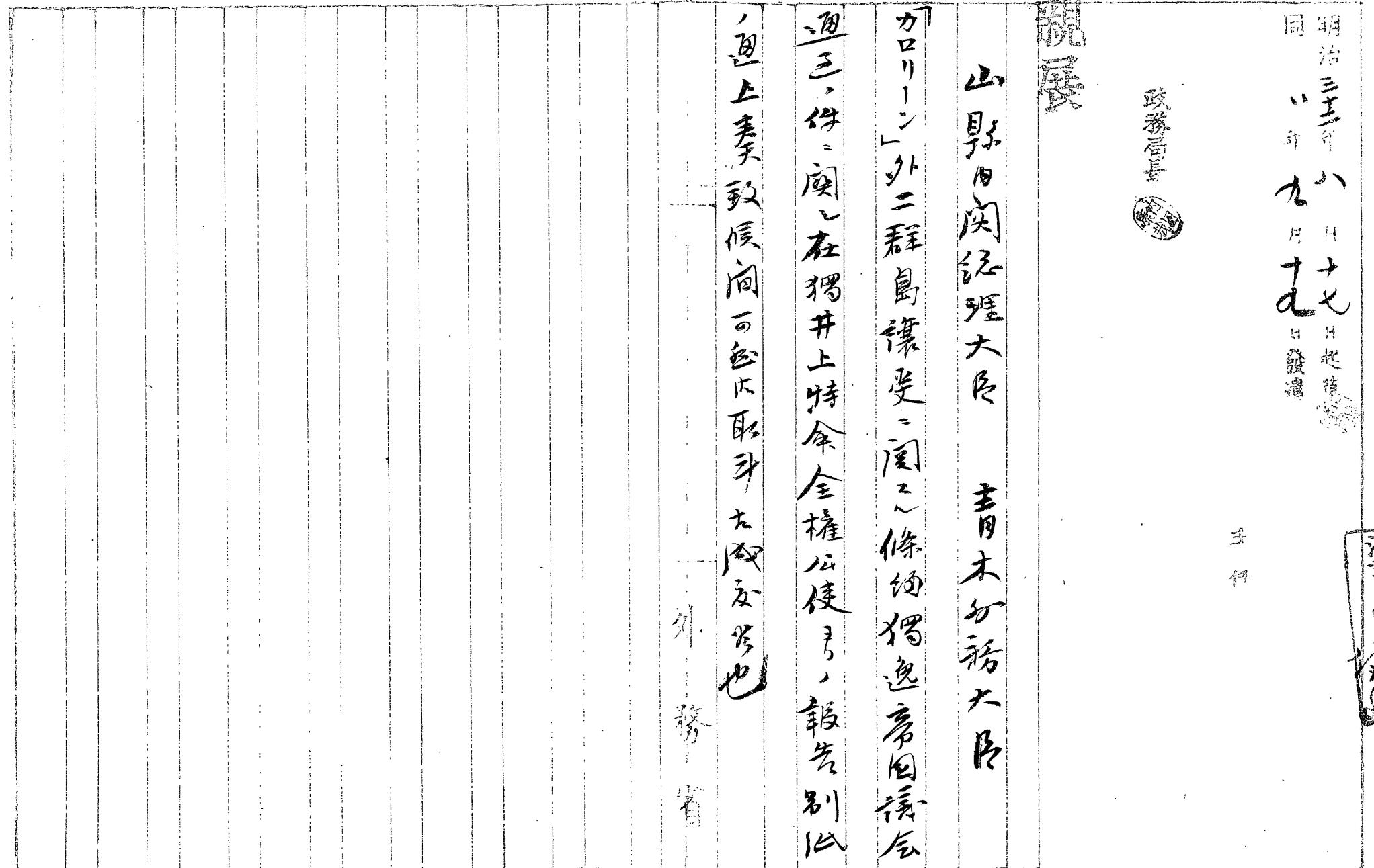
割譲一回ル事由ハ批准済ナリムラシキ年

有  
ヨリ西モ一於テ効ク生ヌルコトトシケ

敬  
意

REEL No. 1-0385

0494



REEL No. 1-0385

0495

上奏文

カリーン・外ニ群島讓渡ニ關ニノ條約獨逸帝國議會通過、件、因シ別紙寫ニ在獨國特年全權公使井上勝三助ヲ、報差致誠旨向其政府  
呈ス

明治三十一年九月十九日

外務大臣子爵青木周彌

別紙井上公使秉様密方ハシ

外

務

省

明治三十三年八月十九日  
同上九月十九日發送  
新嘉坡郵局



主體

政務司

新嘉坡

山縣内閣總理大臣 青木外務大臣

力士リーダー外ニ群島謀定。國ノノ多納獨逸帝國  
議會開三、一件、國ノ紙通立獨占井上特命全

權公使、報告多已。國在寫經、差遣也。

(別紙一并付、接處テ於ハ多ノ、宣)